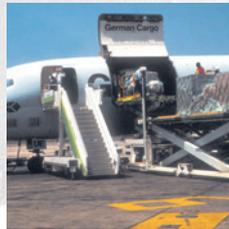




Bolloré

Rapport annuel 2002



Conseil d'administration

Vincent Bolloré

Président - directeur général

Antoine Bernheim

Bernard Esambert

Hubert Fabri

Philippe Giffard

Georges Pébereau

Édouard de Ribes

Olivier Roussel

Michel Roussin

AGF Vie

représentée par Laurent Mignon

Bolloré Participations

représentée par Cédric de Bailliencourt

Financière de l'Odet

représentée par Jean-Louis Bouquet

Financière V

représentée par Marc Bebon

Responsable relations investisseurs

Jean-Louis Bouquet

Directeur Financier

Tél. : +33 (0)1 46 96 42 95

Fax : +33 (0)1 46 96 40 81

Sommaire

Rapport de gestion

2 Le Groupe

Organigramme économique du Groupe
Profil du Groupe
Chiffres clés et données boursières
Présentation du Groupe et chiffres clés consolidés
Bref historique
Activités du Groupe
Comptes consolidés résumés

14 La Société

Commentaires sur les résultats de l'exercice
Affectation des résultats
Distribution des dividendes
Prises de participations directes
Renseignements concernant l'actionnariat
Conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce
Administration de la Société
Évolution du cours de l'action

17 Analyse des risques

20 Données sociales et environnementales

Éléments financiers 2002

25 Comptes consolidés

Comptes consolidés et annexes
Rapport des Commissaires aux comptes

69 Comptes sociaux

Comptes sociaux et annexes
Rapport général des Commissaires aux comptes
Rapport spécial des Commissaires aux comptes

Autres informations

98 Résolutions

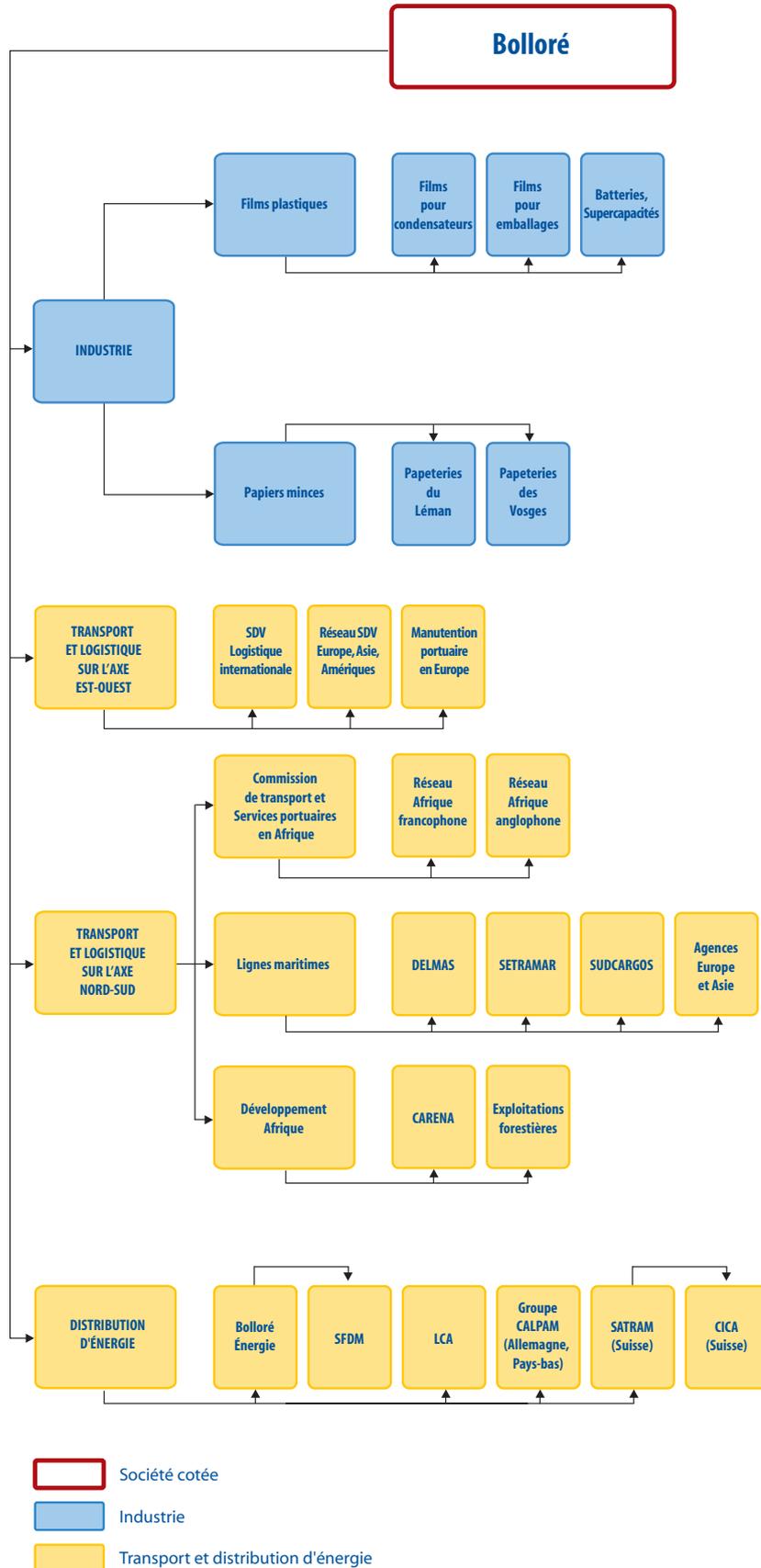
Projet de résolutions à l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2003

101 Renseignements de caractère général

Renseignements concernant la Société
Renseignements concernant le capital
Organes d'administration et de direction

113 Tableau de correspondance

Organigramme économique du Groupe au 31 décembre 2002



Profil du Groupe

En 2002 :

21 481 collaborateurs

Chiffre d'affaires 4 482 M€

Résultat net 95 M€

Capitaux propres (au 31/12/2002) 808 M€

Bolloré, détenue à 89,5 % par Bolloré Investissement, exerce ses activités dans l'industrie et les services :

- les films plastiques pour condensateurs et emballages,
- les papiers minces,
- le transport et la logistique Nord-Sud (commission de transport, manutention portuaire, lignes maritimes),
- le transport et la logistique Est-Ouest (commission de transport)
- la distribution d'énergie.

Chiffres clés et données boursières

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Chiffre d'affaires	4 482	4 301	4 262
Résultat d'exploitation	137	135	126
Résultat courant	118	103	98
Résultat net global (avant amortissement des survaleurs)	118	218	157
Résultat net global (après amortissement des survaleurs)	95	193	140
dont part du Groupe	94	187	124
	31/12/2002	31/12/2001	31/12/2000
Capitaux propres	808	788	654
Capitaux propres et provisions	956	955	804
Endettement net	267	383	422

Résultat d'exploitation consolidé par activité

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Transport et logistique	131	114	51
Industrie	(2)	3	19
Distribution d'énergie	11	12	6
Autres activités	(3)	6*	50*
Total	137	135	126

* Incluant l'activité Tabac cédée à 75 % en mars 2001.

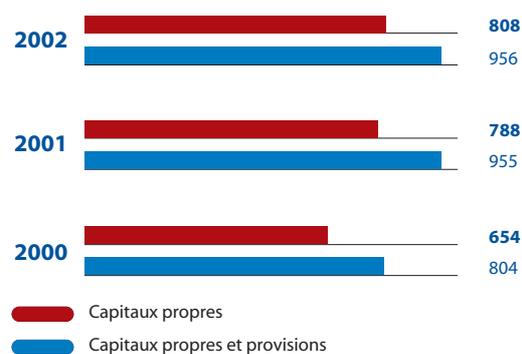
Évolution des cours

en euros (moyenne mensuelle sur 3 ans)

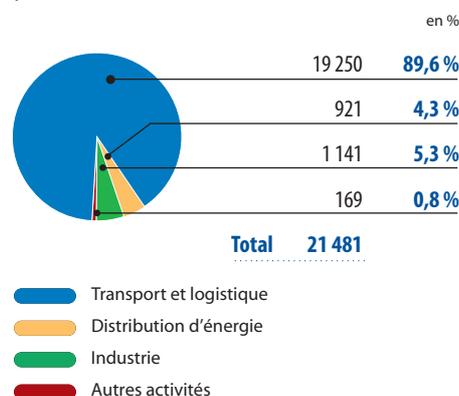


Évolution des capitaux propres

(en millions d'euros)

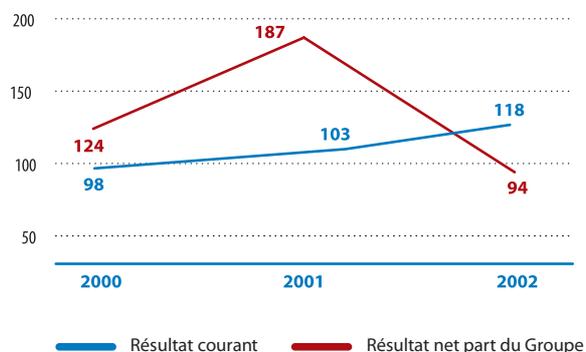


Répartition des effectifs 2002 par activité

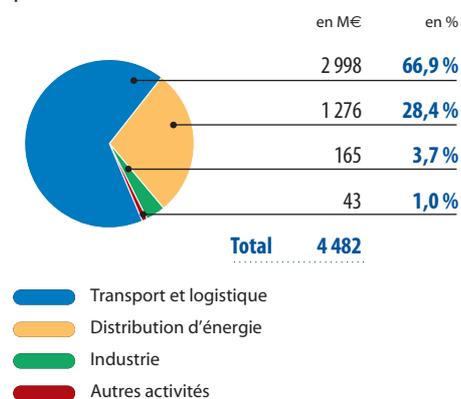


Évolution du résultat

(en millions d'euros)



Chiffre d'affaires 2002 par activité



Évolution du dividende

	2002	2001	2000
Par action (en euros)			
Dividende	4,50	7,00	7,00
Avoir fiscal*	2,25	3,50	3,50
Revenu global	6,75	10,50	10,50
Montant global (en millions d'euros)	33,30	44,30	44,30

* 50 % du dividende lorsque le bénéficiaire est une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère-filiale.

Actionnariat au 15 mars 2003

	% du capital	% des droits de vote
Bolloré Investissement	89,53	92,31
Autres sociétés du Groupe	0,78	0,55
Vincent Bolloré et famille	1,17	1,49
Total groupe Bolloré	91,48	94,35
Public	8,52	5,65
Total	100,00	100,00

Le Groupe

Présentation du Groupe

Le groupe Bolloré, qui figure parmi les 250 premiers groupes européens, exerce ses activités dans les services et l'industrie avec :

- les films pour condensateurs et emballages ;
- les papiers minces ;
- le transport et la logistique Nord-Sud (commission de transport, manutention portuaire, lignes maritimes vers et au départ de l'Afrique, chemin de fer) ;
- le transport et la logistique Est-Ouest (commission de transport) ;
- la distribution d'énergie.

Le Groupe a pour stratégie de constituer des secteurs d'activités diversifiés. La réussite de cette stratégie repose sur :

- des positions de leader ;
- une politique permanente de recherche et d'innovation ;
- la qualité et le dynamisme des équipes de production comme des équipes commerciales ;
- une capacité à coordonner les compétences dans les différents métiers ;
- la mise en œuvre d'une stratégie de développement soutenue à l'international ;
- une politique d'investissements corporels pour la modernisation des outils de production.

Chiffres clés consolidés

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Chiffre d'affaires	4 482	4 301	4 262
Résultat d'exploitation	137	135	126
Résultat courant	118	103	98
Résultat net global (avant amortissement survaleurs)	118	218	157
dont part du Groupe	117	211	138
Résultat net consolidé	95	193	140
dont part du Groupe	94	187	124
Capitaux propres	808	788	654
Capitaux propres et provisions	956	955	804
Endettement net	267	383	422

Bref historique

Au début des années 1980, Vincent Bolloré a repris l'entreprise bretonne créée par sa famille en 1822 et spécialisée dans la fabrication de papiers fins.

Après avoir développé un pôle de spécialités industrielles liées à la technologie des films et papiers minces, le groupe Bolloré a pris le contrôle, d'une part, de la société Sofical, en 1986, complété par l'acquisition de JOB pour développer un pôle tabac, et, d'autre part, de la Scac, puis de Rhin-Rhône en 1988 pour développer un pôle transport.

En 1991, le Groupe a pris le contrôle du groupe Delmas Vieljeux. Cette opération a été suivie d'une simplification de l'organigramme :

- absorption de la Scac par Delmas en 1991, à la suite de laquelle Delmas a modifié sa raison sociale en Scac Delmas Vieljeux-SDV ;
- absorption par SDV en 1992 de la Compagnie Financière Delmas Vieljeux, de Sofical et de cinq autres filiales holdings intermédiaires de Sofical.

En 1994, Bolloré a cédé ses activités Non-Tissés industriels et Produits jetables, ainsi que l'activité Tubes et Raccords plastiques.

En 1998, l'absorption de Scac Delmas Vieljeux par Bolloré Technologies - devenue Bolloré - a été réalisée.

En juin 2000, 81 % de l'activité cahiers à cigarettes ont été vendus au groupe américain Republic Technologies qui assurait en grande partie depuis trente ans la distribution aux États-Unis des papiers à rouler.

En juillet 2000, le Groupe a racheté la participation minoritaire (40 %) de la Seita dans Coralma, sa filiale Tabac dont il détenait 60 %.

En décembre 2000, le Groupe a pris le contrôle du troisième oléoduc français Donges-Melun-Metz (DMM), long de 630 km.

En mars 2001, le groupe a cédé 75 % de Tobaccor (cigarettes en Afrique et en Asie) au groupe britannique Imperial Tobacco.

En septembre 2001, Bolloré Énergie a repris les activités de la filiale de distribution de produits pétroliers de BP en France dans les régions Centre et Sud-Est.

En décembre 2001, Delmas, filiale maritime de Bolloré, a pris 80 % de participation dans l'Italien Linea-Setramar qui exploite une ligne au départ de la Méditerranée vers l'Afrique de l'Ouest.

En mars 2002, Bolloré Énergie a signé avec Shell la reprise d'une partie des activités de distribution de fioul de Shell Direct.

En mai 2002, SDV a acquis le groupe allemand Geis qui dispose d'un réseau important de commission de transport en Asie.

En 2002, le Groupe a cédé 12,5 % supplémentaires de Tobaccor à Imperial Tobacco.

Répartition du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation consolidés

(en millions d'euros)	2002		2001		2000	
	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation
Transport	2 998	131	2 853	114	2 560	51
Industrie	165	(2)	168	3	202	19
Distribution d'énergie	1 276	11	1 189	12	1 240	6
Autres activités	43	(3)	91*	6*	260*	50*
Total	4 482	137	4 301	135	4 262	126

* Incluant l'activité Tabac cédée à 75 % en mars 2001

Le Groupe

Activités du Groupe

FILMS PLASTIQUES

La division Films plastiques, dans un environnement économique mondial difficile, continue de consolider ses parts de marché dans le domaine des films diélectriques entrant dans la fabrication des condensateurs. La forte dégradation de l'environnement économique a affecté l'activité à partir du second semestre 2001. Malgré une relative amélioration au second semestre 2002, la baisse du dollar a pesé sur le chiffre d'affaires qui recule de 3 % par rapport à l'exercice 2001.

L'activité Emballage poursuit son développement de façon satisfaisante en dépit de la baisse d'activité générale ressentie aux États-Unis. Comme prévu, l'unité de production de Pen Carn a vu le démarrage, entre la fin de l'année 2001 et le début 2002, de deux nouvelles lignes de production. À taux de change constant, le chiffre d'affaires progresse de 11 %.

PAPIERS MINCES

Les Papeteries du Léman (PDL) ont connu en 2002 une progression sensible de leurs résultats. Cette amélioration provient principalement de l'activité Impressions minces qui développe les ventes de produits innovants de très faible grammage et profite d'une baisse des coûts des matières premières. PDL a poursuivi le développement de ses ventes aux États-Unis (27 % du chiffre d'affaires) et a entamé une activité commerciale soutenue en Asie du Sud-Est.

L'activité des Papiers spéciaux (regroupant essentiellement les produits cigarettes, support carbone et cosmétologie) a poursuivi le développement de nouveaux produits en 2002 et a conservé un niveau de rentabilité satisfaisant.

Sur le plan stratégique, l'année 2002 a été marquée par deux événements importants : d'une part, l'accord commercial signé avec la société nord-américaine Fraser Papers qui permettra d'accélérer le développement des ventes Impressions minces aux États-Unis ; d'autre part, l'achat d'une usine dans les Vosges qui sera opérationnelle à partir du second semestre 2003 et qui permettra d'accroître de 80 % la capacité de production sur le marché des Impressions minces.

TRANSPORT ET LOGISTIQUE NORD-SUD

Spécialiste du transport à destination et au départ de l'Afrique, le groupe Bolloré occupe une place de leader sur ce continent. Grâce à sa présence sur terre (SDV) et sur mer (Delmas, Setramar), il offre à ses clients un ensemble complet de prestations : transport, manutention, entreposage, douanes, distribution. Par ailleurs, le Groupe est également présent en Afrique dans des métiers situés en amont du transport et de la logistique, notamment les matières premières agricoles et les chemins de fer.

Commission de transport et services portuaires

Le contexte économique en Côte-d'Ivoire a été globalement favorable jusqu'aux événements qui ont commencé en septembre 2002. Les trafics import, bien qu'encore inférieurs à ce qu'ils étaient en 1999, ont été conformes aux attentes. Le port d'Abidjan a bénéficié de nombreux transbordements pour plusieurs armements significatifs. Depuis septembre, les trafics import directs sont en net repli, tandis que les trafics export sont soutenus par de bons volumes cacao. Dans cet environnement incertain, les sociétés du Groupe ont encore renforcé leur productivité par une gestion rigoureuse des moyens et des coûts.

Au Cameroun, le Groupe a su tirer parti des activités induites par le projet Doba (pipe-line Tchad-Cameroun), tant en logistique pétrolière qu'en manutention et transit. Les trafics traditionnels ont été satisfaisants à l'import pour les manutentions, mais faibles à l'export (bois, café, cacao).

La logistique du projet Doba a atteint ses objectifs de volumes pour l'année dans des conditions de rentabilité améliorées par rapport à 2001.

Au Sénégal, les trafics import ont été soutenus tant en conteneurs qu'en conventionnel. Les transbordements ont également augmenté par rapport à 2001 sur le port de Dakar et la productivité des manutentions s'est encore améliorée.

Le Congo a dépassé les objectifs annuels grâce à des trafics conteneurisés import et à des exportations de grumes en hausse.

Au Gabon, la réorganisation de plusieurs services et les synergies dégagées en manutention ont contribué à l'atteinte des objectifs dans des trafics import satisfaisants en conteneurs mais faibles en grumes, principalement à Port-Gentil.

Le Nigeria a souffert en 2002 du gel des crédits gouvernementaux destinés aux projets pétroliers et de la congestion portuaire qui a ralenti les importations.

La conjoncture a été terne au Ghana et se traduit par des performances en retrait dans le transit et la logistique minière. Les métiers maritimes ont été globalement satisfaisants, et le terminal conteneurs de

Tema a développé ses opérations en accueillant les volumes de nouveaux armateurs.

L'**Afrique anglophone de l'Est** affiche des résultats en hausse par rapport à 2001, et les sociétés du Groupe y poursuivent leur développement. Les activités de transit ont ainsi été satisfaisantes au Kenya et en Afrique australe, tandis que la Tanzanie a connu une année 2002 morose.

A **Madagascar**, les filiales du Groupe ont été pénalisées par les troubles politiques qui ont paralysé l'île pendant six mois et dégradé le tissu économique local.

Lignes maritimes

À travers Delmas et Setramar, le groupe Bolloré a renforcé sa position de leader dans le transport maritime au départ et à destination de l'Afrique.

Dans un environnement difficile pour l'ensemble des armateurs internationaux, le Groupe a su, par la maîtrise des coûts opérationnels, conserver une rentabilité satisfaisante, et ce malgré la baisse des taux de fret constatée au second semestre 2002.

Europe-Afrique : la ligne Atlantique-Afrique a bénéficié de l'entrée en service de 4 navires neufs pour améliorer encore son offre et assurer ainsi à sa clientèle un service inégalé. Le rachat de l'armement Setramar à la fin 2001 a permis de renforcer la ligne Méditerranée-Afrique où le Groupe était moins présent.

Asie-Afrique : le Groupe a réalisé d'importants investissements en 2002 sur ce secteur en forte croissance avec le quasi-doublement des volumes de la ligne Asie-Afrique de l'Ouest (mise en place d'un service hebdomadaire utilisant trois navires neufs), le lancement d'une nouvelle ligne entre l'Asie et l'Afrique de l'Est et, enfin, l'ouverture de plusieurs bureaux de représentation en Chine continentale venant renforcer les équipes présentes à Hong Kong et Singapour.

Sur les **autres secteurs**, les lignes Europe-océan Indien, Europe-Maghreb, Inde-Afrique de l'Ouest (Midas) ont poursuivi leurs développements avec une rentabilité toujours satisfaisante.

Les deux derniers navires de la série commandée en 2001 seront mis en service au cours de l'année 2003.

Le renouvellement du parc de conteneurs s'est également poursuivi avec l'achat en Chine de 7 000 conteneurs neufs afin de soutenir les développements entre l'Asie et l'Afrique.

Division Développement Afrique

La division Développement Afrique étudie, réalise et gère les développements en Afrique dans des activités situées en amont des activités de logistique du Groupe. Elle a réalisé des investissements dans les matières premières et les chemins de fer, et gère en partenariat le principal chantier naval en Afrique de l'Ouest.

Café-cacao : au cours de la campagne 2001-2002, les sociétés du Groupe ont exporté 86 500 tonnes de cacao et 15 000 tonnes de café, ce qui permet au Groupe de figurer parmi les premiers exportateurs de cacao et de café en Côte-d'Ivoire. Pour la campagne en cours (2002-2003), dans un contexte très difficile dans ce pays, les volumes de cacao exportés dépassent néanmoins 70 000 tonnes. En revanche, le volume d'exportation de café devrait être à nouveau en forte baisse.

Au Cameroun, les volumes exportés par Dafci Cameroun ont fortement augmenté au cours de la campagne 2001-2002 pour atteindre 5 000 tonnes de café.

Chemin de fer : après neuf mois de très bonne activité, Sitarail, qui relie la Côte-d'Ivoire et le Burkina Faso, a dû interrompre son exploitation à partir de fin septembre en raison des événements survenus en Côte-d'Ivoire. Au cours de l'année 2002, Sitarail a cependant transporté plus de 300 000 passagers et près de 900 000 tonnes de marchandises.

Camrail, qui relie Douala au nord du Cameroun, et dont le Groupe a pris le contrôle en 2002, a connu une bonne progression grâce notamment à l'impact du projet de pipe-line entre le Tchad et le Cameroun. Au cours de l'année écoulée, Camrail a transporté 1 400 000 voyageurs et 1 950 000 tonnes de marchandises.

Le groupe Bolloré étudie de nouveaux projets de privatisation en Afrique. En partenariat avec Transnet, le Groupe contrôle désormais Comazar qui détient une partie de Camrail et est retenu pour exploiter un chemin de fer plus petit, celui de Madagascar.

Chantier naval : dès le mois de septembre, le chantier naval Carena a connu une situation perturbée en raison des problèmes politiques en Côte-d'Ivoire. Malgré cela, il demeure l'un des premiers chantiers navals d'Afrique de l'Ouest.

Le Groupe

TRANSPORT ET LOGISTIQUE EST-OUEST

À travers SDV Logistique Internationale, le groupe Bolloré exerce tous les métiers du transport et de la logistique dans le monde entier et offre des services adaptés à chacun de ses clients.

Malgré un contexte international difficile au second semestre 2002, la division Transport et Logistique internationale a maintenu à périmètre constant son chiffre d'affaires à un niveau équivalent à celui de 2001. L'association avec Geis en Allemagne et la reprise de son réseau asiatique au 1^{er} janvier 2002 ont généré un volume supplémentaire de l'ordre de 130 millions d'euros.

En parallèle, le niveau de marge s'est amélioré sensiblement par rapport à l'année précédente.

En 2002, la Division a renforcé son réseau en Europe et en Asie. Le rapprochement avec le groupe allemand Geis s'est effectué par la création de la société Geis-SDV en Allemagne, qui figure parmi les 15 premiers opérateurs allemands, et le rachat du réseau Geis en Asie, qui compte aujourd'hui plus de 1 200 collaborateurs en Extrême-Orient. Dès à présent, les équipes utilisent des solutions communes, tant sur le plan des plates-formes opérationnelles que des outils de traitement de l'information. Cette opération renforce de façon significative l'offre logistique proposée aux groupes installés en Allemagne et en Asie.

Également en 2002, la Division a fusionné six sociétés du Groupe, regroupées sous le nom de SDV Logistique Internationale, afin d'offrir aux clients une meilleure lisibilité.

En France, malgré des volumes en léger recul, les marges se sont sensiblement améliorées. Cette progression a été obtenue notamment grâce à une meilleure optimisation des achats suite à la mise en place des plates-formes communes au Havre, à Rouen, à Dunkerque et à Marseille. Une tendance identique a été observée pour l'aérien, même si certains secteurs ont été particulièrement touchés, notamment l'aéronautique et le high-tech.

Dans l'ensemble, les entités européennes ont connu une bonne activité au deuxième semestre, notamment par l'extension de contrats logistiques d'origine française vers l'Italie, la Hollande et le Royaume-Uni.

À l'international, l'activité a été particulièrement soutenue malgré les perturbations engendrées par les grèves des dockers sur la côte ouest des États-Unis et qui ont entraîné des hausses brutales des taux de fret aérien à partir de l'Asie.

En Amérique du Nord, la baisse du dollar explique pour une part le redémarrage des activités à l'export. L'activité de logistique pétrolière a été particulièrement soutenue à Houston grâce notamment aux opérations réalisées pour le compte du projet Doba au Tchad. L'obtention de contrats de distribution logistique dans le domaine des cosmétiques a eu un effet particulièrement bénéfique au Canada et à Miami.

L'activité des services portuaires est restée stable et la réouverture en fin d'année de certains ports aux activités de manutention d'engrais devrait permettre d'envisager une reprise du secteur. L'exercice 2002 a été marqué par le renforcement d'alliances commerciales avec les principaux donneurs d'ordre agricoles. L'activité de manutention des conteneurs a progressé à Rouen et à Montoir-Saint-Nazaire.

DISTRIBUTION D'ÉNERGIE

À travers sa division Distribution d'énergie, le groupe Bolloré est le deuxième distributeur européen indépendant de produits pétroliers. Avec l'oléoduc Donges-Melun-Metz, ainsi que des participations dans des dépôts pétroliers à Lorient et en Suisse, il est également un acteur important dans le domaine de la logistique pétrolière.

En France, des températures particulièrement clémentes, notamment en novembre et décembre 2002, ont entraîné une baisse de 10 % du marché national du fioul domestique par rapport à l'année précédente. À périmètre identique, les ventes "détail" ont suivi la même évolution (-9 %). Cependant, grâce à la reprise d'une partie des réseaux de BP Fioul Service au dernier trimestre 2001 et de Shell Direct au 1^{er} septembre 2002, les volumes se sont accrus de 15 % pour atteindre 670 000 m³. Ces acquisitions permettent de renforcer le réseau d'agences et de mieux maîtriser les coûts.

Les volumes "négoce" fortement pondérés par le gazole sont restés stables à 1 090 000 m³.

SFDM, en charge de l'exploitation du pipe-line Donges-Metz, a réalisé un exercice conforme à celui de l'année précédente qui avait pourtant bénéficié d'éléments exceptionnels favorables. Ce bon résultat est dû principalement à l'activité dépôt.

Calpam a été pénalisée en Hollande par une concurrence très vive dans le bunkering. En revanche, les marges se sont légèrement améliorées dans les stations-service en Allemagne.

Enfin en Suisse, Satram et Cica, qui ont regroupé leur siège administratif à Bâle, ont connu une activité satisfaisante.

Comptes consolidés résumés

Compte de résultat consolidé résumé

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Chiffre d'affaires	4 482	4 301	4 262
Excédent brut d'exploitation	226	244	211
Amortissements	(75)	(79)	(78)
Autres produits/charges	(14)	(30)	(7)
Résultat d'exploitation	137	135	126
Résultat financier	(19)	(32)	(28)
Résultat courant	118	103	98
Résultat exceptionnel	35	112	106
Sociétés mises en équivalence	8	106	17
Impôts	(43)	(103)	(63)
Résultat net avant survaleurs	118	218	157
dont part du Groupe	117	211	138
Amortissements/dépréciations survaleurs	(23)	(25)	(17)
Résultat net	95	193	140
dont part du Groupe	94	187	124

COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Le résultat d'exploitation s'élève à 137 millions d'euros contre 135 millions d'euros en 2001. À périmètre constant, la progression du résultat est de 15 % grâce, en particulier, à la bonne performance des activités de transport et de logistique. Dans le pôle industriel, la division Films plastiques a maintenu un volume de vente comparable à 2002 dans le secteur des films pour condensateurs. Cette activité a néanmoins été pénalisée par la baisse du dollar. Les Films pour emballages ont connu un niveau soutenu d'activité avec une progression des volumes de plus de 10 %. La division Papiers minces a pu faire face à une conjoncture difficile pour ce secteur en promouvant les qualités de faibles grammages. La division Énergie, malgré des facteurs défavorables, a cependant poursuivi ses investissements dans la distribution de combustibles en France. Les divisions industrielles ont maintenu un niveau d'activité comparable à celui de 2001 malgré un contexte économique morose.

La charge financière nette est en forte réduction. Elle s'établit à 13,6 millions d'euros en 2002 contre 31,5 millions en 2001 (dont 10 millions d'euros de

rémunération complémentaire au titre des prêts participatifs de 1994) et traduit la diminution de l'endettement du Groupe.

Le résultat exceptionnel ressort à 35,5 millions d'euros contre 112,4 millions d'euros en 2001. Ce résultat intégrait en 2001 une plus-value de 180 millions d'euros sur la cession de 75 % des titres Tobaccor et, en 2002, une plus-value de 56 millions d'euros sur la cession de 25 % supplémentaires de Tobaccor.

La charge nette d'impôt se réduit de 60 millions d'euros et suit l'évolution des résultats exceptionnels.

Les quotes-parts de résultats de sociétés mises en équivalence s'établissent à 7,9 millions d'euros en 2002 contre 106,1 millions d'euros en 2001. Ce dernier chiffre intégrait la contribution significative de la société Financière du Loch d'une part et de la division Tabac, cédée le 30 mars 2001, d'autre part.

Après amortissements des écarts d'acquisition pour 23 millions d'euros, qui restent stables, le résultat consolidé est de 95 millions d'euros contre 193 millions en 2001.

Comptes consolidés résumés

Bilan consolidé résumé

(en millions d'euros)	31/12/2002	31/12/2001	31/12/2000
Actif immobilisé	1 304	1 386	1 264
Immobilisations incorporelles	173	161	225
Écarts d'acquisition	255	258	251
Immobilisations corporelles	429	404	403
Immobilisations financières	446	562	385
Actif circulant	1 080	1 104	1 156
Stocks	77	61	132
Créances et comptes de régularisation actif	1 003	1 043	1 024
Total	2 384	2 490	2 420
Capitaux propres	808	788	654
Capitaux et autres fonds propres part du Groupe	766	740	595
Intérêts minoritaires	42	47	59
Provisions pour risques et charges	148	167	150
Total capitaux propres et provisions	956	955	804
Endettement net	267	383	422
Autres dettes et comptes de régularisation passif	1 161	1 152	1 194
Total	2 384	2 490	2 420

STRUCTURE FINANCIÈRE

Les obligations remboursables en actions (ORA) émises par la Société en 1996 ont été converties début 2002 conformément au calendrier initial. Cette conversion a eu pour effet une augmentation de capital et la constatation d'une prime d'émission pour un montant total équivalant à l'emprunt obligataire, soit 96 millions d'euros.

La situation de trésorerie du Groupe s'est globalement améliorée sur l'exercice, notamment grâce à l'encaissement des revenus de participations et en particulier de la société Financière du Loch. Au 31 décembre 2002, le ratio d'endettement du groupe Bolloré ressort à 0,33 contre 0,49 en 2001.

ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES

Malgré un contexte international difficile, les activités traditionnelles du groupe Bolloré devraient connaître des performances satisfaisantes au cours de l'année 2003.

COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS

Le chiffre d'affaires de la Société est de 154 millions d'euros pour l'exercice 2002 contre 140 millions d'euros en 2001. Cet accroissement est dû principalement aux activités de prestations de services de Bolloré.

Le résultat d'exploitation ressort à 2,1 millions d'euros, en progression significative par rapport à 2001 (0,3 million d'euros).

Le résultat financier s'établit à 37 millions d'euros en 2002 contre 90 millions d'euros en 2001. Cette baisse correspond à la quote-part de résultat de la Financière du Loch revenant à Bolloré qui avait enregistré en 2001 une plus-value exceptionnelle de 271 millions d'euros lors de la cession des titres Rue Impériale de Lyon. Par ailleurs, la charge d'intérêts nette de Bolloré s'est réduite de 30,6 millions en 2001 à 21,5 millions d'euros en 2002 consécutivement à l'amélioration de la trésorerie. Le résultat exceptionnel de 2002 atteint 89 millions d'euros contre 165 millions d'euros en 2001 qui intégrait une plus-value de 219 millions d'euros sur la cession de 75 % de Tobaccor, holding de la division Tabac. En 2002, le résultat exceptionnel intègre un produit net de 56 millions d'euros sur la vente de 12,5 % supplémentaire des titres Tobaccor.

Après un produit net d'impôt de 7 millions d'euros, le résultat net social de Bolloré S.A. s'établit à 136 millions d'euros contre 191 millions d'euros en 2001.

BILAN

Au 31 décembre 2002, le total de l'actif de Bolloré S.A. s'élève à 1 668 millions d'euros contre 1 713 en 2001. La diminution du total du bilan s'explique essentiellement par le fait qu'en 2001 une quote-part de résultat à recevoir de la société Financière du Loch de 114 millions était constatée à l'actif. En 2002, ce résultat a été reversé à Bolloré.

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 135 976 213,91 euros, qu'il vous est proposé d'affecter de la façon suivante :

	(en euros)
Résultat de l'exercice	135 976 213,91
Report à nouveau antérieur	84 682 132,55
Total à affecter	220 658 346,46
Réserve spéciale de plus-value à long terme	2 687 221,00
Dividende	33 309 202,50
• Acompte sur dividende ⁽¹⁾	25 907 157,50
• Dividende complémentaire ⁽²⁾	7 402 045,00
Report à nouveau	184 661 922,96
Total	220 658 346,46

(1) Cet acompte sur dividende, mis en paiement le 10 octobre 2002, fixé à 3,5 euros par action au nominal de 8 euros, ouvre droit à un avoir fiscal, selon la réglementation en vigueur égal :

- à la moitié du dividende versé (soit 1,75 euro) lorsque le bénéficiaire est une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts ;
- à 15 % de ce dividende (soit 0,52 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2002, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'est ni une personne physique ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu.

(2) Le dividende complémentaire à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 1 euro par action au nominal de 8 euros, ce qui ouvre droit à un avoir fiscal, selon la réglementation actuellement en vigueur :

- à la moitié du dividende versé (soit 0,50 euro) lorsque le bénéficiaire est une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts ;
- à 10 % de ce dividende (soit 0,10 euro) pour les crédits d'impôt utilisés à compter du 1^{er} janvier 2003, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'est ni une personne physique ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu.

La distribution ne donne pas lieu au paiement du précompte mobilier.

Les sommes ainsi distribuées seront mises en paiement le 13 juin 2003, chez Lazard Frères Banque, 121, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

La Société

DISTRIBUTION DES DIVIDENDES AU TITRE DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, le montant des dividendes par action, mis en distribution au titre des trois exercices précédents, ainsi que l'avoir fiscal correspondant ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Revenu global	Avoir fiscal	Dividende en euros
1999	6 330 345	(1)	(1)	4,12
2000	6 330 345	(2)	(2)	7,00
2001	6 331 345	(3)	(3)	7,00

(1) Le dividende mis en distribution au titre de l'exercice 1999 était fixé à 4,12 € par action, ce qui ouvrait droit à un avoir fiscal selon la réglementation en vigueur :

- à la moitié du dividende versé (soit 2,06 euros) lorsque le bénéficiaire était une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts ;
- à 40 % de ce dividende (soit 1,65 euro) lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique ni une société qui bénéficiait du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu.

(2) Le dividende mis en distribution au titre de l'exercice 2000 était réparti en :

a) un acompte sur dividende, mis en paiement le 27 décembre 2000 fixé à 4 euros par action, ce qui ouvrait droit à un avoir fiscal, selon la réglementation en vigueur :

- à la moitié du dividende versé (soit 2 euros) lorsque le bénéficiaire était une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts,
- à 40 % de ce dividende (soit 1,6 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2000, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu,
- à 25 % de ce dividende (soit 1 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2001, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu ;

b) un dividende complémentaire, mis en paiement le 26 juin 2001, fixé à 3 euros par action, ce qui ouvrait droit à un avoir fiscal, selon la réglementation en vigueur :

- à la moitié du dividende versé (soit 1,50 euro) lorsque le bénéficiaire était une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts,
- à 25 % de ce dividende (soit 0,75 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2001, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu,
- à 15 % de ce dividende (soit 0,45 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2002, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu.

(3) Le dividende, mis en distribution au titre de l'exercice 2001, était réparti en :

a) un acompte sur dividende mis en paiement le 12 octobre 2001, fixé à 4 euros par action au nominal de 8 euros, ce qui ouvrait droit à un avoir fiscal, selon la réglementation en vigueur :

- à la moitié du dividende versé (soit 2 euros) lorsque le bénéficiaire était une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts,
- à 25 % de ce dividende (soit 1 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2001, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu,
- à 15 % de ce dividende (soit 0,60 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2002, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu ;

b) un dividende complémentaire, mis en paiement le 13 juin 2002, fixé à 3 euros par action au nominal de 8 euros, ce qui ouvrait droit à un avoir fiscal, selon la réglementation en vigueur :

- à la moitié du dividende versé (soit 1,50 euro) lorsque le bénéficiaire était une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts,
- à 15 % de ce dividende (soit 0,45 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2002, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu.

DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Le montant des dépenses et charges non déductibles du résultat fiscal en vertu de l'article 39-4 du Code général des impôts s'élève à un montant global de 95 360,64 euros.

MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LA PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Aucune.

ALIÉNATION D' ACTIONS – PARTICIPATIONS CROISÉES

Aucune.

PRISES DE PARTICIPATIONS DIRECTES

Les participations acquises directement dans les sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française ont été au cours de l'exercice les suivantes :

Sociétés	Participation acquise en 2002		Total de la participation et du contrôle au 31/12/2002	
	% en capital	% en droits de vote	% en capital	% en droits de vote
Bolloré Média	99,99	99,99	99,99	99,99
Compagnie de Port-la-Forêt	95,00	95,00	95,00	95,00
Compagnie Saint-Corentin	95,00	95,00	95,00	95,00
Compagnie de Cornouaille	95,00	95,00	95,00	95,00
Financière du Letty	95,00	95,00	95,00	95,00
Société des Hauts de Vauresson	95,00	95,00	95,00	95,00
Secaf	26,58	26,58	35,69	35,69
Compagnie de Pont l'Abbé	5,00	5,00	5,00	5,00
Financière de Loctudy	5,00	5,00	5,00	5,00

PRISES DE CONTRÔLE

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-7 du Code de commerce, les prises de contrôle dans les sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française ont été au cours de l'exercice les suivantes :

Société	Participations indirectes acquises en 2002 % en droits de vote	Contrôle au 31/12/2002 % en droits de vote
Secaf	—	41,85*

* Compte tenu de 6,16 % détenus par SDV Cameroun

La Société

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIONNARIAT

Principaux actionnaires ou groupes d'actionnaires au 15 mars 2003

	Actions	%	Voix	%
Vincent Bolloré et famille	86 816	1,17	173 632	1,49
Bolloré Investissement ⁽¹⁾	6 626 744	89,53	10 733 934	92,31
Autres sociétés du Groupe	57 569	0,78	64 104	0,55
Total groupe Bolloré	6 771 129	91,48	10 971 670	94,35
Public	630 916	8,52	656 111	5,65
Total	7 402 045	100,00	11 627 781	100,00

(1) Contrôlée directement ou indirectement par la Financière de l'Odet (70,08 % du capital et 71,39 % des droits de vote), Financière de l'Odet étant contrôlée par Sofibol, elle-même contrôlée directement et indirectement à 100 % par Vincent Bolloré

Il n'existe pas de pacte entre les actionnaires de la Société.

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés dans le tableau ci-dessus ne détient plus de 5 % du capital. De plus, la Société ne détient aucune action propre.

D'après les renseignements recueillis par la Société, l'ensemble des Administrateurs possède environ 2,03 % du capital de la Société et détient environ 1,96 % des droits de vote.

Le pourcentage du capital de la Société détenu par les salariés du Groupe, au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce s'élève au 31 décembre 2002 à 0,40 %. Bolloré Investissement est détenue, directement ou indirectement, à 70,08 % par la Financière de l'Odet et à 15,97 % par AGF Vie.

CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, il est demandé à l'Assemblée générale ordinaire d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 du même Code et conclues au cours de l'exercice écoulé après avoir été régulièrement autorisées par le Conseil d'administration.

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

• Comité de direction

Il n'existe pas de Comité de direction dans le Groupe. Cependant, il est indiqué que le montant des dix rémunérations les plus élevées de Bolloré atteint 4 098 997 euros. Ce montant intègre les salaires des principaux dirigeants, aussi bien de la Direction générale que les représentants des Directions fonctionnelles et opérationnelles.

• Comité stratégique

Il existe au sein du Groupe, au niveau de la société Bolloré Investissement, un comité stratégique composé

de treize membres dont sept extérieurs au Groupe, qui se réunit environ six fois par an pour examiner des décisions stratégiques pour l'activité du Groupe.

• Renouvellement du mandat de six Administrateurs

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée de renouveler les mandats d'Administrateur de :

- Vincent Bolloré,
- Antoine Bernheim,
- Philippe Giffard,
- Olivier Roussel,
- Michel Roussin,
- ainsi que de la société Financière V,

pour une durée de six ans qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

• Expiration du mandat d'un Administrateur

Le Conseil d'administration propose de ne pas renouveler le mandat d'Administrateur de Bernard Esambert.

JETONS DE PRÉSENCE

Le montant global maximal des jetons de présence pouvant être alloués par le Conseil d'administration à ses membres a été fixé par l'Assemblée générale ordinaire du 15 juin 2000 à la somme de 145 000 euros jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée.

La répartition des jetons de présence est réalisée, conformément à la décision du Conseil d'administration, par parts égales au prorata de la durée de l'exercice des fonctions d'Administrateur.

RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

Les informations relatives au capital, aux organes d'administration et de direction, figurent en dernière partie du rapport.

ÉVOLUTION DU TITRE BOLLORÉ SUR 18 MOIS

	Cours moyen en euros	Cours plus haut en euros	Cours plus bas en euros	Nombre de titres échangés	Capitaux échangés en millions d'euros
Octobre 2001	239,95	250,00	226,50	11 598	2,79
Novembre 2001	238,25	244,70	232,20	12 794	3,03
Décembre 2001	243,37	259,00	238,50	8 173	2,01
Janvier 2002	247,09	259,00	239,00	25 860	6,29
Février 2002	240,10	243,40	238,00	64 931	15,63
Mars 2002	244,10	248,50	241,00	4 338	1,06
Avril 2002	255,71	262,00	240,10	54 195	13,62
Mai 2002	253,59	258,50	250,00	102 501	26,32
Juin 2002	249,08	260,90	230,00	89 004	21,78
Juillet 2002	239,03	243,90	225,50	66 367	15,82
Août 2002	240,01	245,00	235,00	58 994	14,29
Septembre 2002	238,24	244,60	232,00	8 625	2,05
Octobre 2002	243,53	252,80	233,00	37 661	9,19
Novembre 2002	249,43	260,00	245,00	15 992	3,98
Décembre 2002	248,00	251,90	243,00	23 475	5,76
Janvier 2003	244,60	250,00	237,00	6 538	1,59
Février 2003	234,71	240,00	228,00	100 779	23,50
Mars 2003	237,40	248,00	234,00	94 481	22,64

ANALYSE DES RISQUES DU GROUPE

Risques de taux et de change

Les instruments financiers sont utilisés exclusivement pour couvrir les risques de taux induits pour la gestion de la dette, ainsi que les risques de change et de matières premières. Dans ce cadre, seules des couvertures de type ferme (swaps de taux, FRA, achats ou ventes de devises au comptoir ou à terme) sont utilisées.

Risques juridiques

Les sociétés du Groupe ne sont soumises à aucune législation particulière.

L'activité des sociétés du Groupe ne subit aucun lien de dépendance particulier.

Bolloré S.A. s'est vu infliger une amende par la Commission européenne pour entente au cours des années 1992 à 1995 sur le marché du papier autocopiant, marché sur lequel évoluait sa filiale Copigraph S.A. (cédée en novembre 1998 à Arjo Wiggins Apleton).

Bolloré S.A. a exercé un recours le 11 avril 2002 devant le tribunal de première instance de Luxembourg, contestant notamment la régularité de la procédure ayant abouti au prononcé de l'amende.

Cette procédure est toujours en cours.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.

La Société

Risques industriels et liés à l'environnement

Risques accidentels identifiés	Actions entreprises
Films plastiques	
Rejets accidentels de produits (huile, essence, produits chimiques) dans les rivières voisines	Développement de bassins de rétention.
Pollution par les déchets	Tri sélectif à la source. Recyclage des déchets (carton, films plastiques, bois, piles, etc.) et traitement des déchets spéciaux (produits chimiques, solvants) par des sociétés spécialisées.
Inondation des installations près des rivières, en période de fortes pluies	Construction de parois en béton et aménagements spécifiques dans les sous-sols.
Papiers minces	
Pollution par les effluents dans les eaux du lac Léman	<ul style="list-style-type: none"> - Traitement des effluents réalisé par la station d'épuration de Thonon. À partir de 2004, traitement effectué sur site par des sociétés spécialisées afin d'obtenir de meilleures performances. Coût : 6 millions d'euros. - Programme de réduction de la consommation d'eau en cours pour un investissement de 560 000 euros.
Rejets dans l'atmosphère	Remplacement d'une chaudière à charbon par une turbine à gaz naturel.
Pollution par les déchets	Tri sélectif dans les ateliers avec orientation des déchets vers des filières spécifiques de valorisation (sacs en papier, films plastiques, ferrailles, huiles usagées...).
Boues	Incorporation en cimenterie des boues issues de la décantation des effluents de la papeterie au lieu de la mise en épandage agricole.
Lignes maritimes	
Défaillance technique des navires/collision/pollution	<ul style="list-style-type: none"> - Vérification par un audit extérieur de l'état du matériel sécurité. - Formation et simulation des équipes en matière de sécurité (exercices d'alerte). - Équipements de communication des plus modernes. - Certification ISM (code international de gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires et pour la prévention de la pollution).
Perte de conteneurs	<ul style="list-style-type: none"> - Examens des conteneurs effectués régulièrement. - Respect strict de la réglementation définie par la CSC (Convention internationale sur la sécurité des conteneurs).
Commission de transport et manutention Afrique	
Accidents de manutention portuaire	Vérification périodiques du matériel technique (câbles, systèmes de bascule, chariots élévateurs, etc.).
Entreposage de matières dangereuses	Isolation des produits sensibles (huiles, engrais...) dans des entrepôts spécifiques.
Rejets de produits polluants terrestres (huiles usées, pneus et pièces hors d'usage).	Sensibilisation du personnel à l'environnement. En 2002, action généralisée pour l'amélioration du traitement des rejets liés à l'activité du transport.

Risques accidentels identifiés**Actions entreprises****Division Développement Afrique**

Détérioration de l'environnement dans l'activité exploitation forestière

Partenariat constant avec les autorités locales et la Banque mondiale pour la préservation de la faune et de la flore.

Transport et logistique Est-Ouest

Accidents du travail

- Création de la DSO (Direction Sécurité Opérationnelle), réseau regroupant 140 délégués en France (1 par site), qui gère les autorisations de conduite, les protocoles de sécurité, la mise aux normes des bâtiments, etc.
- Publication mensuelle d'une lettre d'information
- Veille réglementaire, assistance téléphonique permanente, etc.

Transport ou stockage de marchandises dangereuses

- Formation régulière du personnel pour suivre l'évolution des règlements maritimes, aériens et terrestres.
- Création de fiches produits en interne pour faciliter l'accès aux informations réglementaires.
- Nominations de conseillers sécurité spécifiques à chaque trafic.

Distribution d'énergie

Détérioration des dépôts

- Plan sécurité/environnement réactualisé chaque année pour être en conformité avec la réglementation 2002.
- Fermeture en 2002 de 7 dépôts vétustes et construction de 2 dépôts neufs pour un investissement de 545 000 euros.
- Contrôle annuel des installations techniques, de la qualité des eaux de rejets de séparateurs et des systèmes incendie.

Accidents de camions

- Formation des chauffeurs au transport de matières dangereuses.
- Respect des 35 heures et de la réglementation coordination transport.

Fuites dans le pipe-line SFDM

- Pilotage par télécommande 24 h sur 24 des moteurs, pompes, vannes.
- Télésurveillance en continu.
- Vannes d'isolement permettant d'isoler des tronçons de ligne.

La Société

Assurance - Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus par la Société

Le groupe Bolloré mène une politique active de gestion des risques ayant pour objectif de respecter au mieux l'intérêt des salariés, de l'environnement et la défense du patrimoine de ses actionnaires. Dans ce cadre, le groupe Bolloré a procédé à l'analyse des risques de ses activités et a mis en place des couvertures adaptées auprès d'assureurs de premier rang et ce en fonction des capacités des marchés de l'assurance et de la réassurance.

Autres risques particuliers, notamment sociaux

Le Groupe, après avoir analysé chacun de ses métiers ne prévoit pas de difficultés importantes notamment dans le domaine social pour l'exercice à venir.

DONNÉES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES 2002

Groupe

Effectifs moyens consolidés par secteur d'activité

	Cadre	Non cadre	Total 2002
Transport logistique	2 411	16 839	19 250
Énergie	116	805	921
Industrie	127	1 014	1 141
Autres	95	74	169
Total	2 749	18 732	21 481

Effectifs par zone d'activité

	Total 2002
Afrique - Océan Indien	11 556
Europe	7 994
Amérique	1 399
Asie - Pacifique	532
Total	21 481

Effectifs par pays

	Effectifs des principaux pays
France	6 839
Cameroun	2 555
Côte-d'Ivoire	1 449

Société

Effectif par catégorie socio-professionnelle

	Hommes	Femmes	Total
Cadre	104	55	159
Maîtrise	90	73	163
Employé	24	19	43
Ouvrier	298	19	317
Total	516	166	682

Embauches

	Hommes	Femmes	Total
CDI	50	13	63
CDD	8	9	17
Total	58	22	80

Durant l'exercice 2002, la Société n'a pas rencontré de difficulté pour pourvoir ses postes. Elle a encouragé la mobilité à l'intérieur du Groupe qui, grâce à la bourse de l'emploi, permet de pourvoir en interne environ 25 % des postes.

Licenciements

Licenciements économiques	0
Licenciements autres motifs	11

Heures supplémentaires

Nombre d'heures supplémentaires accomplies dans l'année	2 771
---	-------

Main-d'œuvre extérieure

Nombre moyen mensuel de main-d'œuvre extérieure	61
---	----

Sauvegarde de l'emploi

Il n'y a pas eu, en 2002, de plan de réduction de l'effectif ou de sauvegarde de l'emploi.

Temps de travail

Temps de travail hebdomadaire par statut

Cadres intégrés	35 h
T.A.M. et employés non postés	35 h
T.A.M. et employés postés	38/34,2/32 h
Ouvriers postés	34,2/32 h

Nombre de salariés à temps partiel :	41
- dont à mi-temps	20

Nombre de jours d'absence :

Pour raison de santé	5 180
Pour autres motifs (hors CP et JRTT)	842

Rémunérations

Évolution du salaire moyen (N/N-1) 5,97 %

Épargne salariale :

Participation versée en 2002 (en euros)	0
Intéressement versé en 2002 (en euros)	58 419,81
Nombre de salariés ayant souscrit au PEE en 2002	431

Parité hommes-femmes

En dehors de la production qui a des horaires postés, 25 % des postes d'encadrement sont tenus par des femmes.

Relations professionnelles

Institutions représentatives existantes

La représentation du personnel s'articule autour des délégués du personnel, des CHSCT et des Comités d'établissement. Bolloré S.A. est doté d'un CCE qui regroupe l'ensemble des établissements de la Société. Bolloré S.A. fait partie intégrante du Comité de groupe Bolloré Investissement qui regroupe 55 sociétés et 6 938 salariés.

Accords collectifs en vigueur

Les accords sur la réduction et l'aménagement du temps de travail ainsi que les accords d'intéressement et de participation sont toujours en application. L'exercice 2002 a vu la signature d'un accord sur les salaires et l'épargne salariale.

Autres paramètres

Les conditions d'hygiène et de sécurité

Nombre d'accidents de travail avec arrêt :	14
Nombre d'accidents de trajet avec arrêt :	1
Nombre de maladies professionnelles déclarées :	1

Formation

Pourcentage de la masse salariale consacré à la formation :	1,90 %
Nombre de stages de formation	385
Nombre d'heures de formation	7797

Œuvres sociales et charges sociales

Y compris prestations complémentaires maladie, invalidité, décès : 1 260 629 euros

Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance couvre les domaines spécifiques suivants :

- Immobilier : assistance technique (ascenseur, chauffage, régulation thermique).
- Entretien divers : nettoyage, entretien des espaces verts, service courrier, gardiennage.

Les ressources humaines dans les Divisions

FILMS PLASTIQUES

La création de la société BatScap et l'intégration de nouvelles compétences liées à de nouveaux métiers ont été accompagnées par une politique de ressources humaines active et respectueuse des valeurs du Groupe. Les systèmes d'information déployés à cette occasion ont permis de communiquer auprès des salariés sur les enjeux des changements technologiques, économiques et sociaux. Une communication renforcée par la démarche 5 S (appropriation par le salarié de son poste de travail pour en améliorer l'ergonomie, le rangement, la propreté) et le management visuel ont placé la qualité et la sécurité au cœur des priorités industrielles.

PAPIERS MINCES

L'année 2002 a démontré le savoir-faire des personnels des Papeteries du Léman (PDL) en matière d'accompagnement d'une opération de croissance externe et de transfert de technologies.

À l'occasion de l'acquisition par le Groupe d'une machine à papier dans les Vosges, les équipes internes de PDL ont préparé l'intégration de 80 personnes dans le cadre de la création d'une nouvelle société, Papeteries des Vosges (PDV). Les cadres de PDL ont également déployé un plan de formation et de qualification des personnels aux technologies du Papier mince pour impression : 10 200 heures de formation, réparties en 77 stages ont été dispensées en 2002 et au début de l'année 2003.

Une formation originale a été initiée en 2002, baptisée "Entreprise Comprise", plus particulièrement destinée aux opérateurs de PDL. L'objectif est d'expliquer d'une manière simple et ludique les mécanismes de fonctionnement d'une entreprise. Des cadres volontaires ont déjà assuré deux modules pour environ une centaine de stagiaires, les deux derniers modules étant planifiés sur le début de l'année 2003.

Enfin, dans le but d'associer plus étroitement les salariés de PDL aux résultats de l'Entreprise, des accords concernant l'intéressement et la participation ont été signés en 2002 avec les organisations syndicales.

COMMISSION DE TRANSPORT ET MANUTENTION PORTUAIRE AFRIQUE

La politique des ressources humaines de la Division a notamment pour objectif l'intégration dans la culture de chaque pays africain où elle est présente. Une politique de formation adaptée au sein de chaque pays permet de responsabiliser et de former un nombre croissant de cadres locaux.

L'année 2002 a vu le lancement des entretiens d'appréciation pour les cadres sur le continent africain afin de rappeler à chacun d'entre eux la mission prioritaire de leur fonction.

Un plan de formation spécifique sera organisé au courant de 2003.

Lignes maritimes

Formation

En y consacrant 3,30 % de sa masse salariale, Delmas considère la formation professionnelle comme un réel investissement en faveur du développement des compétences de ses collaborateurs, en relation directe avec les projets de l'entreprise. Ainsi, en 2002, 8 005 heures de formation ont été dispensées en faveur de 342 collaborateurs (environ 2/3 des salariés). De plus, dans le cadre de ses relations avec différentes écoles, Delmas a accueilli 69 stagiaires conventionnés en 2002.

Politique de recrutement et de mobilité interne

Delmas favorise la mobilité interne au sein du groupe Bolloré pour renforcer ses équipes de "seniors".

Les recrutements externes concernent davantage de jeunes collaborateurs, qui bénéficient dans le cadre de leur intégration, d'un processus d'accueil des nouveaux embauchés. Delmas favorise également les évolutions professionnelles et géographiques.

Enfin, Delmas a intégré cette année sept contrats d'apprentissage, contribuant ainsi à la formation des jeunes en alternance.

COMMISSION DE TRANSPORT SUR L'AXE EST-OUEST

Contrats de qualification

L'Organisation Portuaire Europe, activité manutention de SDV, a décidé de recruter des jeunes dockers dans un cadre législatif permettant de leur faire bénéficier d'une formation et favorisant leur intégration dans l'entreprise.

IFL, école de formation interne de SDV, a proposé de conclure des contrats de qualification d'une année pour les sites de Dunkerque et de Rouen. Six contrats ont été signés avec la société Cogema Dunkerque et douze avec la société Normande de Manutention à Rouen. IFL, porteur du projet global, a bâti le programme de formation conjointement avec les sociétés concernées et mis en place les actions de formation (456 heures par salarié) confiées pour moitié à des formateurs internes et pour moitié à des organismes de formation locaux.

L'objectif est que les jeunes acquièrent, au terme de la formation, une qualification supérieure telle que définie dans la convention collective de la manutention portuaire.

Formation

L'institut de formation IFL a aussi une fonction de veille des compétences internes : il a élaboré avec la Direction de la sécurité opérationnelle de SDV, un programme de formation au transport de marchandises dangereuses et a géré le déploiement des sessions sur toute la métropole ainsi que dans les DOM (environ 20 sites de formation et 1 400 salariés formés sur une année).

En 2003, IFL formera ces personnels aux évolutions réglementaires propres au transport de marchandises par voie maritime.

DISTRIBUTION D'ÉNERGIE

Intégration des équipes de Shell Direct

La société Bolloré Énergie a repris une partie du fonds de commerce de Shell Direct à effet du 1^{er} septembre. À cette date les équipes de Bolloré Énergie ont accueilli 293 nouveaux collaborateurs répartis sur une trentaine d'établissements.

Ces équipes se sont mobilisées pour que l'ensemble des personnes soient intégrées au mieux. L'encadrement de Bolloré Énergie a largement été impliqué dans le plan de communication auprès des personnels sur l'ensemble du territoire.

Formation en alternance

Depuis 1998, Bolloré Énergie est engagée dans une formation qualifiante de BTS "Force de vente". À partir de 2001, des programmes ont été organisés avec le CFA CODIS. Ils intègrent largement les nouvelles technologies d'apprentissage. Les agences d'accueil des apprentis ont été dotées des outils nécessaires. La dernière promotion a su relever le défi du travail en alternance et de l'enseignement à distance, en renouvelant les 90 % de réussite au diplôme national.

Données opérationnelles (unité physique) des consommations de matières premières et d'énergie

	Unité de mesure	Données 2002
Consommation de matières premières		
Eau	m ³	5 722 260
Consommation d'énergie		
Électricité	MWh	163 369
Fuel pour poids lourds, engins...	L	30 243 169
Fuel pour usine (séchoir, véhicules de manutention)	L	3 084 263
Fuel et diesel oil pour navires	T	502 287
Gaz	m ³	559 121

Sommaire

Comptes consolidés 2002

- 26 Bilan
- 28 Compte de résultat
- 29 Variation de la trésorerie
- 30 Variation des capitaux propres
- 31 Annexe aux comptes consolidés
- 35 Notes sur le bilan
- 50 Notes sur le compte de résultat
- 60 Liste des sociétés consolidées
- 68 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Comptes consolidés

Bilan

ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2002	31/12/2001	31/12/2000
Actif immobilisé				
Écarts d'acquisition	4	255 209	258 060	250 615
Immobilisations incorporelles	5	173 301	161 351	225 387
Immobilisations corporelles	6	428 777	404 303	403 274
Immobilisations financières :				
– Titres mis en équivalence	7	148 487	271 254	156 519
– Immobilisations financières	8 et 10	297 899	290 783	228 097
Total de l'actif immobilisé		1 303 673	1 385 751	1 263 892
Actif circulant				
Stocks et en-cours	9	76 740	60 604	132 291
Créances d'exploitation	10	918 356	957 803	953 441
Autres créances et comptes de régularisation	10	84 456	86 407	70 428
Conventions de trésorerie	10, 12	22 977	16 872	15 381
Valeurs mobilières de placement	11	77 851	73 468	48 426
Disponibilités		174 579	176 593	174 595
Total de l'actif circulant		1 354 959	1 371 747	1 394 562
Total de l'actif		2 658 632	2 757 498	2 658 454

PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2002	31/12/2001	31/12/2000
Capitaux propres et autres fonds propres				
Capital		59 216	50 651	50 643
Primes		307 378	219 639	219 490
Réserves		305 640	186 455	104 095
Résultat part du Groupe		93 582	187 393	124 101
Capitaux propres part du Groupe		765 816	644 138	498 329
Intérêts minoritaires dans les réserves		41 358	41 422	43 744
Intérêts minoritaires dans le résultat		1 282	5 958	15 740
Intérêts minoritaires		42 640	47 380	59 484
Total capitaux propres		808 456	691 518	557 813
Obligations remboursables en actions (ORA)	13	0	96 304	96 304
Provisions pour risques et charges	14, 15, 16	148 021	167 464	149 973
Dettes				
Emprunts obligataires	17, 18, 19	1 219	3 582	87 429
Emprunts et dettes financières	17, 18	316 693	261 638	319 432
Dettes d'exploitation	17	1 008 135	988 576	1 037 548
Conventions de trésorerie	17	224 749	384 879	253 203
Autres dettes et comptes de régularisation	17	151 359	163 537	156 752
Total des dettes		1 702 155	1 802 212	1 854 364
Total du passif		2 658 632	2 757 498	2 658 454

Comptes consolidés

Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	2002	2001	2000
Chiffre d'affaires	20, 25	4 481 520	4 301 199	4 262 128
Autres produits d'exploitation		78 781	60 558	85 219
Achats consommés		(2 540 119)	(2 494 288)	(2 551 592)
Charges de personnel		(539 111)	(486 809)	(469 510)
Autres charges d'exploitation		(1 176 955)	(1 068 681)	(1 023 485)
Impôts et taxes		(51 191)	(53 541)	(58 613)
Dotations aux amortissements et provisions	21	(115 914)	(123 077)	(118 338)
Résultat d'exploitation	20	137 011	135 361	125 809
Charges et produits financiers	22	(19 323)	(32 007)	(28 192)
Résultat courant des entreprises intégrées	20	117 688	103 354	97 617
Charges et produits exceptionnels	23	35 521	112 355	105 514
Résultat avant impôts des entreprises intégrées		153 209	215 709	203 131
Impôts sur les résultats	24	(42 834)	(103 614)	(62 865)
Résultat net des entreprises intégrées		110 375	112 095	140 266
Quote-part de résultat des mises en équivalence	7	7 877	106 148	17 053
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition		118 252	218 243	157 319
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		(23 388)	(24 892)	(17 478)
Résultat net de l'ensemble consolidé		94 864	193 351	139 841
Intérêt des minoritaires		1 282	5 958	15 740
Résultat net part du Groupe		93 582	187 393	124 101
Résultat par action (en euros)				
Nombre moyen pondéré de titres en circulation		7 402 045	6 331 012	6 330 345
Résultat courant global par action		15,9	16,3	15,4
Résultat net part du Groupe par action		12,6	29,6	19,6
Nombre de titres émis au 31 décembre		7 402 045	6 331 345	6 330 345
Nombre de titres potentiels - emprunt obligataire		0	0	0
Nombre de titres potentiels - stock-options		324 700	327 700	162 000
Nombre de titres à créer au titre du remboursement des ORA		0	1 070 700	1 070 700
Total nombre de titres émis et potentiels		7 726 745	7 729 745	7 563 045
Résultat courant global dilué par action		15,2	13,4	12,9
Résultat net part du Groupe dilué par action		12,1	24,2	16,4

Variation de la trésorerie

(en milliers d'euros)	Notes	2002	2001	2000
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net total des sociétés consolidées		94 864	193 351	139 841
Quote-part de résultat des mises en équivalence		(7 877)	(106 148)	(17 053)
Résultat net des sociétés intégrées		86 987	87 203	122 788
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		85 883	13 214	32 127
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie :				
– dotations aux amortissements sur immobilisations		75 042	78 945	78 417
– dotations (reprises) de provisions		(1 722)	44 949	(11 517)
– variation des impôts différés		653	(3 231)	(7 282)
– autres		(629)	738	(3 909)
Marge brute d'autofinancement		246 214	221 818	210 624
Élimination des plus ou moins-values de cession		(47 211)	(177 653)	(110 277)
Variation du besoin en fonds de roulement		24 336	(8 230)	(50 408)
– dont stocks et en-cours		(17 573)	8 841	2 912
– dont dettes et créances		41 909	(17 071)	(53 320)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		223 339	35 935	49 939
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations :				
– corporelles et incorporelles		(148 541)	(162 427)	(87 281)
– titres		(8 847)	(102 712)	(78 454)
– autres immobilisations financières		(13 920)	(45 802)	(38 834)
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations :				
– corporelles et incorporelles		26 607	48 534	142 431
– titres		306	5 696	40 908
– autres immobilisations financières		28 556	17 639	9 347
Incidence des changements de périmètre sur la trésorerie		56 401	254 250	(28 086)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(59 438)	15 178	(39 969)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
Décaissements :				
– dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(44 901)	(44 316)	(51 640)
– dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(2 317)	(9 145)	(12 547)
– remboursements d'emprunts		(17 736)	(713 841)	(237 982)
– réduction des capitaux propres		0	0	0
Encaissements :				
– augmentation de capital en numéraire		1 200	6 769	121
– augmentation des autres fonds propres		1 766	0	231
– augmentation des emprunts		82 700	605 065	51 404
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		20 712	(155 468)	(250 413)
Variation de la trésorerie		184 613	(104 355)	(240 443)
Trésorerie à l'ouverture	12	(357 943)	(257 298)	(15 202)
Trésorerie à la clôture	12	(179 211)	(357 943)	(257 298)
Incidence des variations de cours des devises		(5 881)	605	(1 653)
Incidence des reclassements		0	3 105	0

La réduction du besoin en fonds de roulement s'explique principalement par les efforts portés sur la gestion du poste clients dans les divisions opérationnelles.

Les investissements 2002 comprennent principalement :

– au titre des investissements incorporels : les fonds de commerce de Shell Direct et le fonds de commerce Linea Setramar,

– au titre des investissements corporels : les investissements réalisés pour le renouvellement, le développement et l'amélioration des matériels et des aménagements de l'exploitation, ainsi que ceux relatifs aux engins de transports et manutention.

La division maritime a par ailleurs procédé au rachat de quatre navires en "defeasance".

L'incidence des variations de périmètre sur la trésorerie provient principalement de la cession de 12,5 % de la division Tabac au 1^{er} semestre 2002, et de l'acquisition du groupe Geis, rétroactivement au 1^{er} janvier 2002.

Comptes consolidés

Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions (en quantité)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2000	6 330 345	50 643	219 490	146 034	60	416 227	115 106	531 333
Variation des réserves de conversion	-	-	-	-	4 267	4 267	(50)	4 217
Augmentation de capital de la société mère	-	-	-	-	-	0	-	0
Dividendes distribués	-	-	-	(51 402)	-	(51 402)	(12 544)	(63 946)
Variation des subventions d'investissement	-	-	-	(331)	-	(331)	(8)	(339)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	0	(58 441)	(58 441)
Changement de méthode ⁽¹⁾	-	-	-	5 467	-	5 467	(319)	5 148
Résultat de l'exercice	-	-	-	124 101	-	124 101	15 740	139 841
Au 31 décembre 2000	6 330 345	50 643	219 490	223 869	4 327	498 329	59 484	557 813
Variation des réserves de conversion	-	-	-	-	2 778	2 778	222	3 000
Augmentation de capital de la société mère	1 000	8	149	-	-	157	-	157
Dividendes distribués	-	-	-	(44 316)	-	(44 316)	(8 247)	(52 563)
Variation des subventions d'investissement	-	-	-	(203)	-	(203)	8	(195)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	0	(10 045)	(10 045)
Résultat de l'exercice	-	-	-	187 393	-	187 393	5 958	193 351
Au 31 décembre 2001	6 331 345	50 651	219 639	366 743	7 105	644 138	47 380	691 518
Variation des réserves de conversion	-	-	-	-	(25 007)	(25 007)	(409)	(25 416)
Augmentation de capital de la société mère ⁽²⁾	1 070 700	8 565	87 739	-	-	96 304	-	96 304
Dividendes distribués	-	-	-	(44 901)	-	(44 901)	(4 494)	(49 395)
Variation des subventions d'investissement	-	-	-	1 700	-	1 700	(3)	1 697
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	0	(1 116)	(1 116)
Résultat de l'exercice	-	-	-	93 582	-	93 582	1 282	94 864
Au 31 décembre 2002	7 402 045	59 216	307 378	417 124	(17 902)	765 816	42 640	808 456

(1) Suite à l'application par le Groupe du règlement du CRC n° 99-02 avec les impacts suivants comptabilisés à l'ouverture :

- constatation d'impôts différés (voir note 1-14),

- passage dans la division Maritime à la méthode préférentielle de l'avancement pour la comptabilisation des voyages en cours.

(2) Suite à la conversion des ORA, 1 070 700 actions ont été créées, portant le nombre total des actions du capital social Bolloré S.A. à 7 402 045 et son montant à 59 216 360 €.

Annexe aux comptes consolidés

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

1-1 Généralités

Les comptes consolidés au 31 décembre 2002 ont été établis conformément au règlement n°99-02 du CRC homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

Conformément à la dérogation prévue par ce règlement, le Groupe a opté pour le non-retraitement des opérations d'acquisitions et cessions réalisées au cours des exercices antérieurs au 1^{er} janvier 2000.

1-2 Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles Bolloré détient directement ou indirectement le contrôle sont intégrées globalement. Les sociétés dans lesquelles Bolloré exerce un contrôle conjoint sont intégrées proportionnellement.

Les sociétés dans lesquelles Bolloré a une influence notable sont mises en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives au regard de leur chiffre d'affaires, de leur total bilan, de leur situation nette et de leur résultat, et celles dont la détention est provisoire ne sont pas consolidées. Le seuil de signification concernant cette analyse est fixé à 2 millions d'euros.

1-3 Entités *ad hoc*

Neuf entités *ad hoc* ont été créées afin d'accueillir six navires porte-conteneurs de 2 200 EVP construits à Taïwan et trois navires porte-conteneurs de 1 600 EVP construits en Corée. Ces navires sont loués coque nue à Delmas pour une durée de huit ans.

Le Groupe ne détient, directement ou indirectement, aucun titre de capital.

L'impact de la consolidation de ces entités sur les comptes au 31 décembre 2002 aurait eu les effets suivants : actifs corporels : + 204,8 M€ ; dettes + 205,7 M€ ; capitaux propres (0,9) M€ dont 0 M€ pour le Groupe et (0,9) M€ pour les minoritaires.

1-4 Date de clôture

Les filiales dont la date de fin d'exercice est antérieure ou postérieure de plus de trois mois au 31 décembre sont consolidées sur la base d'une situation intermédiaire.

1-5 Écarts d'acquisition et écarts d'évaluation

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres et la part des capitaux propres à la date d'acquisition.

Ceux afférents à des éléments identifiables (qui correspondent à la différence entre la valeur comptable et la juste valeur des actifs et passifs) sont affectés aux actifs concernés (intérêts minoritaires compris) et amortis sur la durée de vie de ces actifs (cas des biens amortissables) ou dépréciés le cas échéant en fonction de l'évo-

lution de critères retenus pour suivre la valeur d'inventaire de ces actifs (cas des biens non amortissables). Les écarts affectés à des immobilisations incorporelles sont détaillés à la note 1-7.

Les écarts non affectés sont inscrits soit au poste "écarts d'acquisition", soit au poste "provisions pour risques et charges". Ils sont amortis sur une durée maximale de vingt-cinq ans.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'amortissements exceptionnels lorsque les circonstances le justifient, notamment en cas de projets de cession, de restructuration juridique ou de rentabilité insuffisante. Selon le type d'activité exercé, les principaux critères de rentabilité retenus sont : la marge, le niveau d'activité, le résultat d'exploitation ou le résultat courant.

1-6 Conversion des comptes des filiales étrangères

FILIALES ÉTRANGÈRES HORS ZONE CFA

Les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de clôture, à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. La différence qui en résulte est portée dans un poste "écart de conversion" compris dans les réserves consolidées.

FILIALES ÉTRANGÈRES SITUÉES EN ZONE CFA

Conformément à l'avis du CNC du 23 juin 1994, les comptes des filiales exprimés en francs CFA ont été convertis selon la méthode du cours historique, selon laquelle les éléments non monétaires sont convertis au cours historique et les éléments monétaires au cours de clôture.

1-7 Immobilisations incorporelles

Les valeurs brutes résultent des valeurs historiques d'acquisition. Les fonds de commerce font généralement l'objet d'un amortissement sur une durée de six ans deux tiers à quarante ans, selon leur nature.

Ces fonds de commerce sont appréciés par rapport à leur valeur d'utilité. Les diminutions de valeur sont constatées par voie de provisions.

Des écarts de première consolidation ont été affectés aux parts de marché dans le secteur du tabac et de la distribution de combustibles. Au cours des exercices suivant l'affectation, il est systématiquement procédé à la comparaison entre la valeur actualisée à cette date, déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés à l'origine (contribution, marge, volumes vendus ou distribués...), et la valeur initiale. Cette comparaison peut, le cas échéant, conduire à déprécier les parts de marché comptabilisées. En 2000, une dotation pour dépréciation de 245 milliers d'euros a été comptabilisée à ce titre.

Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

En 2001, les parts de marché relatives au Tabac, soit 60 980 milliers d'euros, ont été totalement amorties sur l'exercice, suite à la cession de la majeure partie de cette activité.

Des écarts de première consolidation ont été affectés aux marques dans le secteur du transport maritime pour un total de 7,6 millions d'euros. Chaque année, celles-ci sont valorisées afin de déterminer s'il y a lieu de les déprécier.

Des fonds de commerce relatifs aux activités "terrestre international" et "transit aérien" ont été comptabilisés suite à l'affectation de l'écart de première consolidation issu de l'OPA-OPE de la société Bolloré Technologies sur Scac Delmas Vieljeux - SDV pour un montant global de 93,9 millions d'euros. Ces fonds de commerce sont amortis sur une durée de quarante ans. Chaque année, leur valorisation, déterminée à partir des mêmes éléments ayant servi à l'affectation (multiple du résultat courant des sociétés concernées conformément aux usages dans le secteur), est comparée à leur valeur nette comptable. Tout écart négatif fait l'objet d'une dépréciation.

En 2000, 2001 et 2002, aucune dépréciation n'a été constatée sur ces fonds.

1-8 Immobilisations corporelles

Elles figurent au bilan en valeur brute pour leur valeur historique d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie de chacun des actifs, à savoir :

Navires	15 ans
Conteneurs	de 4 à 6 ans
Constructions	de 15 à 40 ans
Agencements et installations	de 5 à 15 ans
Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles (hors foncier) détenues par nos filiales de la zone CFA ont été réestimées en 1994 afin de les rendre homogènes avec celles pratiquées au sein du Groupe et de tenir compte de la politique de renouvellement plus lent consécutive à la dévaluation du franc CFA.

Ce réaménagement des durées d'amortissement dans la zone CFA a eu un impact positif sur le résultat d'exploitation 2000 de 1 309 milliers d'euros et aucun impact en 2001 et 2002.

1-9 Biens pris en crédit-bail

Les biens immobiliers et mobiliers pris en crédit-bail d'une valeur supérieure à 200 milliers d'euros sont comptabilisés en immobilisations et font l'objet d'un amortissement sur leur durée de vie. La valeur du capital représentatif de la dette restant due est inscrite dans les dettes financières.

1-10 Immobilisations financières

Elles sont inscrites au bilan pour leur coût d'acquisition. À la fin de l'exercice, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'entrée dans le patrimoine. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net comptable corrigé de la rentabilité et des perspectives d'avenir. L'estimation de la valeur d'inventaire de certaines participations peut donc conduire la Société à ne pas les déprécier, bien que la situation nette comptable soit inférieure au coût d'acquisition.

1-11 Valeurs d'exploitation

Les marges sur stocks résultant de transactions internes au Groupe font l'objet d'une élimination lorsque leurs montants sont significatifs.

À compter du 1^{er} janvier 2000, les voyages en cours sont comptabilisés suivant la méthode de l'avancement. Les incidences de ce changement de méthode sur les états financiers ont été les suivantes sur l'exercice 2000 (en milliers d'euros) :

Chiffre d'affaires	46 082
Réserves	938
Stocks	(29 718)
Provisions pour pertes à terminaison	3 533

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, basée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

1-12 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement et créances assimilées sont évaluées à leur prix d'acquisition ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure (cours moyen de décembre).

1-13 Opérations en devises

Les écarts de conversion relatifs aux créances et aux dettes en devises en fin d'exercice sont inscrits au compte de résultat.

1-14 Impôts différés

Les impôts différés sont calculés suivant les taux d'impôts connus à la date d'établissement des comptes consolidés (méthode du report variable).

Le taux d'imposition retenu pour le calcul des impôts différés des sociétés françaises tient compte de la contribution additionnelle de 3 % (en l'absence d'information confirmant sa suppression) et de la contribution sociale de 3,3 %.

Conformément aux dispositions du règlement CRC n° 99-02, les impôts différés sont déterminés sur la base des différences entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales des éléments d'actif et de passif.

L'impact au 1^{er} janvier 2000 de la mise en œuvre de cette méthodologie a été enregistré en capitaux propres pour un montant total de 4,2 millions d'euros.

Pour les sociétés ne faisant pas partie d'un groupe d'intégration fiscale, les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque société. Le solde correspondant à une dette est provisionné après imputation d'un éventuel déficit reportable. Lorsque le solde correspond à une créance, un impôt différé actif est constaté si cette créance n'est pas constituée par des déficits reportables ou des moins-values à long terme dont la récupération n'est pas jugée suffisamment probable.

Pour les sociétés faisant partie d'un groupe d'intégration fiscale, l'impôt différé est calculé et analysé chez la société mère pour l'ensemble du groupe fiscal concerné.

1-15 Charges à répartir sur plusieurs exercices

Les frais d'émission de certains emprunts obligataires sont inscrits en charges à étaler et amortis sur la durée de ces emprunts.

1-16 Provisions pour retraites

Les obligations concernant les pensions complémentaires à verser au personnel (retraité ou en activité), ainsi que les indemnités spéciales de fin de carrière relatives aux expatriés sont constatées sous forme de provisions pour toutes les sociétés du Groupe. La valeur actuelle des engagements futurs est calculée après déduction des montants couverts par des assu-

rances et avec application de la méthode prospective, tenant compte de l'augmentation future des salaires et d'une actualisation financière à un taux brut de 4,0 %. En revanche, les engagements au titre des indemnités légales et réglementaires de départ à la retraite pour l'ensemble des sociétés au sein du groupe Bolloré sont constatés en engagement hors bilan.

L'impact de la non-application de la méthode préférentielle consistant en la comptabilisation d'une provision pour la totalité des engagements de retraite et assimilés s'élève à (26,8) millions d'euros (dont (28,4) millions d'euros en situation nette et + 1,6 million d'euros en résultat).

1-17 Les instruments financiers

Deux filiales du Groupe ont pour activité le négoce de produits faisant l'objet de marchés à terme (produits pétroliers).

Ces filiales peuvent intervenir sur ces marchés afin de se protéger du risque de prix consécutif à la détention de leurs stocks. Elles valorisent leurs stocks de fin de période au prix du marché. Par ailleurs, les variations de valeur des opérations de couverture (gains latents ou pertes latentes) sont enregistrées en résultat. En outre, une provision pour risques sur marchés à terme est constituée quand une variation des cours laisse prévoir une perte.

1-18 Résultat exceptionnel

Les principales composantes du résultat exceptionnel sont constituées :

- des plus ou moins-values de cession d'immobilisations,
- des provisions et charges de restructuration,
- des amortissements exceptionnels d'éléments d'actif.

NOTE 2 - VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Tableau récapitulatif des sociétés consolidées

Nombre de sociétés consolidées	31/12/2002		31/12/2001		31/12/2000	
	France	Étranger	France	Étranger	France	Étranger
Intégration globale	78	129	76	118	84	130
Intégration proportionnelle	2	2	2	2	2	2
Mise en équivalence	7	6	12	27	5	12
Sous-total	87	137	90	147	91	144
Total	224		237		235	

Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

Principales évolutions par exercice

EXERCICE 2002

• Tobaccor

Le groupe Bolloré a cédé en 2002 12,5 % de sa filiale Tobaccor, holding de tête de son ancienne division Tabac au groupe britannique Imperial Tobacco. Le sous-groupe Tobaccor dont Bolloré avait déjà cédé 75 % en 2001, a été figé à sa valeur de mise en équivalence basée sur le 31 décembre 2001 dans la consolidation du Groupe.

Au total, le résultat de cession dans les comptes consolidés de Bolloré ressort à 55,8 millions d'euros avant impôt.

• Geis

Rétroactivement au 1^{er} janvier 2002, le groupe Bolloré (division Commission de transport international) s'est associé avec l'Allemand Geis pour se développer en Allemagne et en Asie. Une structure détenue à 50,1 % par le groupe Bolloré, Geis-SDV GmbH, a été créée en Allemagne, regroupant SDV-Deutschland et Geis Cargo. Parallèlement, le groupe Bolloré a racheté le réseau Geis en Asie, pour renforcer ses implantations. L'ensemble de ces structures, soit dix sociétés, est consolidé par intégration globale.

Aucune autre variation de périmètre significative n'est intervenue depuis le 31 décembre 2001.

EXERCICE 2001

• Tobaccor

Le groupe Bolloré a cédé le 31 mars 2001 75 % de sa filiale Tobaccor (détenue à 100 %), holding de tête de la division Tabac au groupe britannique Imperial Tobacco. Tobaccor et ses filiales sont consolidées par mise en équivalence dans la consolidation Bolloré.

• Coastinvest

Le groupe Bolloré a acquis en janvier 2001 les 50 % de sa filiale Coastinvest non encore en sa possession auprès d'un actionnaire externe. Il est désormais majoritaire dans ses filiales situées en Afrique anglophone, principalement au Ghana et au Nigeria.

• Financière du Loch

La Financière du Loch, dont Bolloré détient 32,56 %, a réinvesti une partie des liquidités retirées de la cession des titres Rue Impériale de Lyon. En particulier, elle est devenue actionnaire à travers BB Investissement à hauteur de 14,70 % de Consortium Srl pour 106 millions d'euros.

• Cica

Le groupe Bolloré a acquis en juillet 2001 la majorité dans Cica (Suisse) auprès de Total et de Haefliger & Kaeser S.A. représentant 215 000 m³ de stockage de produits pétroliers, notamment à Genève, Zurich et Bâle.

EXERCICE 2000

• Cession de l'activité Cahier à cigarettes de Bolloré

Les marques et brevets ont été cédés à Republic Technologies société américaine, client de notre activité depuis de nombreuses années, pour 54 millions d'euros, dégageant une plus-value avant impôt de 53 millions d'euros, les contrats de distribution et les actifs corporels à une société détenue pour 81 % par Republic Technologies et 19 % par Bolloré pour un montant de 92 millions d'euros, dégageant une plus-value avant impôt de 78 millions d'euros. Seuls 81 % de cette dernière plus-value ont donc été maintenus dans les comptes consolidés. Au total, le résultat de cession dans les comptes consolidés ressort à 117 millions d'euros avant impôt.

• SFDM

Bolloré Énergie, filiale à 99,30 % de Bolloré, a acquis, au dernier trimestre 2000, 80 % de SFDM, société concessionnaire de l'oléoduc Donges-Melun-Metz. Ces 80 % de la société SFDM ont été acquis pour 22,6 millions d'euros auprès de CNN d'une part et d'Elf d'autre part.

NOTE 3 - COMPARABILITÉ DES COMPTES

Aux variations de périmètre de consolidation près, les comptes de l'exercice 2002 sont comparables aux comptes de l'exercice 2001.

La note 20 décrit l'incidence des variations de périmètre 2002 sur les chiffres clés.

Afin de les rendre comparables, les données 2002 sont ramenées au périmètre 2001.

Notes sur le bilan

NOTE 4 - ÉCARTS D'ACQUISITION

Évolution des écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Écarts d'acquisition positifs			Écarts d'acquisition négatifs ⁽¹⁾			Total net
	Montants bruts	Amortissements	Montants nets	Montants bruts	Amortissements	Montants nets	
Au 31 décembre 2000	436 759	(186 144)	250 615	(19 533)	14 447	(5 086)	245 529
Acquisitions	9 269	–	9 269	(37)	–	(37)	9 232
Cessions	(1 698)	669	(1 029)	–	–	0	(1 029)
Amortissements	–	(25 527)	(25 527)	–	636	636	(24 891)
Dépréciations	–	–	0	–	–	0	0
Variations de change	692	(178)	514	(15)	16	1	515
Autres	19 769	4 449	24 218	9 909	(10 841)	(932)	23 286
Au 31 décembre 2001	464 791	(206 731)	258 060	(9 676)	4 258	(5 418)	252 642
Acquisitions	25 108	–	25 108	(242)	–	(242)	24 866
Cessions	(3 039)	1 057	(1 982)	30	(12)	18	(1 964)
Amortissements	–	(23 786)	(23 786)	–	399	399	(23 387)
Dépréciations	–	–	0	–	–	0	0
Variations de change	(2 569)	378	(2 191)	24	(12)	12	(2 179)
Autres	(10 385)	10 385	0	254	(254)	0	0
Au 31 décembre 2002	473 906	(218 697)	255 209	(9 610)	4 379	(5 231)	249 978
dont relatifs à des sociétés mises en équivalence	–	–	6 566	–	–	–	6 566

(1) Inscrits au passif en "provisions pour risques et charges".

Ventilation par secteur d'activité des écarts d'acquisition positifs et négatifs

(en milliers d'euros)	2002	2001	2000
Lignes maritimes	49 665	58 541	66 932
Commission de transport Est-Ouest	27 663	10 693	11 444
Commission de transport et services portuaires Afrique	71 936	78 018	59 111
Total Transport	149 264	147 252	137 487
Développement Afrique	3 909	688	–
Tabac	–	656	2 617
Distribution d'énergie	53 531	59 114	58 059
Industrie	–	–	–
Autres activités	43 274	44 932	47 366
Total	249 978	252 642	245 529

Comptes consolidés

Ventilation par durée d'amortissement des écarts d'acquisition positifs et négatifs

(en milliers d'euros)	2002	2001	2000
25 ans	218 735	215 293	198 797
15 ans	26 970	37 298	46 639
10 ans et moins	4 273	51	93
Total	249 978	252 642	245 529

NOTE 5 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Évolution en 2002

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2001	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2002
Frais d'établissement	0	-	-	-	-	-	0
Concessions, brevets, frais de recherche	37 012	1 474	(435)	-	(100)	249	38 200
Fonds commerciaux	68 000	14 742	(78)	-	(57)	(43)	82 564
Affectation écart de première consolidation :							
- aux parts de marché	11 998	-	-	-	-	-	11 998
- aux fonds de commerce	93 864	-	-	-	-	-	93 864
- aux marques	7 622	-	-	-	-	-	7 622
Autres	18 302	4 404	(1 519)	773	(130)	(225)	21 605
Total des valeurs brutes	236 798	20 620	(2 032)	773	(287)	(19)	255 853

Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2001	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2002
Frais d'établissement	0	-	-	-	-	-	0
Concessions, brevets, frais de recherche	(14 736)	(2 734)	430	-	81	259	(16 700)
Fonds commerciaux	(32 991)	(1 224)	133	-	19	0	(34 063)
Affectation écart de première consolidation :							
- aux parts de marché	(4 156)	-	-	-	-	-	(4 156)
- aux fonds de commerce	(11 734)	(2 347)	-	-	-	-	(14 081)
- aux marques	0	-	-	-	-	-	0
Autres	(11 830)	(2 409)	1 509	(751)	91	(162)	(13 552)
Total des amortissements et provisions	(75 447)	(8 714)	2 072	(751)	191	97	(82 552)
Total net	161 351	11 906	40	22	(96)	78	173 301

Évolution en 2001

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2000	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2001
Frais d'établissement	0	-	-	-	-	-	0
Concessions, brevets, frais de recherche	37 559	1 541	(189)	(1 443)	28	(484)	37 012
Fonds commercial	66 190	1 788	(820)	(383)	6	1 219	68 000
Affectation écart de première consolidation :							
- aux parts de marché	72 978	-	-	(60 980)	-	-	11 998
- aux fonds de commerce	93 864	-	-	-	-	-	93 864
- aux marques	7 622	-	-	-	-	-	7 622
Autres	16 814	4 393	(1 734)	(919)	33	(285)	18 302
Total des valeurs brutes	295 027	7 722	(2 743)	(63 725)	67	450	236 798
Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2000	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2001
Frais d'établissement	0	-	-	-	-	-	0
Concessions, brevets, frais de recherche	(13 296)	(2 469)	179	875	(24)	(1)	(14 736)
Fonds commercial	(32 713)	(1 322)	669	375	-	-	(32 991)
Affectation écart de première consolidation :							
- aux parts de marché	(4 156)	-	-	-	-	-	(4 156)
- aux fonds de commerce	(9 387)	(2 347)	-	-	-	-	(11 734)
- aux marques	0	-	-	-	-	-	0
Autres	(10 088)	(2 326)	26	403	(26)	181	(11 830)
Total des amortissements et provisions	(69 640)	(8 464)	874	1 653	(50)	180	(75 447)
Total net	225 387	(742)	(1 869)	(62 072)	17	630	161 351

Comptes consolidés

NOTE 6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Évolution en 2002

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2001	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2002
Terrains	38 197	759	(287)	–	(652)	116	38 373
Constructions	254 109	11 075	(3 527)	696	(3 547)	14 580	278 592
Installations techniques, matériels	468 679	45 236	(15 176)	116	(6 680)	2 922	495 224
Autres	228 754	37 896	(37 403)	1 620	(5 782)	34 516	259 602
Immobilisations en cours	34 054	13 390	(342)	–	(984)	(24 767)	15 777
Avances, acomptes	13 070	13 011	–	–	–	(25 042)	1 039
Total des valeurs brutes	1 036 863	121 367	(56 735)	2 432	(17 645)	2 325	1 088 607

Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2001	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2002
Terrains	(5 413)	(300)	9	–	62	(5)	(5 647)
Constructions	(137 863)	(14 002)	3 463	(514)	614	545	(147 757)
Installations techniques, matériels	(343 577)	(32 186)	13 373	(66)	4 328	3 321	(354 807)
Autres	(145 707)	(23 180)	16 611	(1 011)	3 198	(1 530)	(151 619)
Immobilisations en cours	0	–	–	–	–	–	0
Avances, acomptes	0	–	–	–	–	–	0
Total des amortissements et provisions	(632 560)	(69 668)	33 456	(1 591)	8 202	2 331	(659 830)
Total net	404 303	60 235	(31 815)	841	(9 443)	4 656	428 777

Évolution en 2001

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2000	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2001
Terrains	29 486	12 646	(2 484)	(1 060)	(26)	(365)	38 197
Constructions	259 646	22 676	(8 432)	(25 674)	667	5 226	254 109
Installations techniques, matériels	526 285	41 194	(59 117)	(68 268)	1 165	27 420	468 679
Autres	236 768	50 074	(31 078)	(28 468)	926	532	228 754
Immobilisations en cours	17 052	29 530	(189)	(478)	(137)	(11 724)	34 054
Avances, acomptes	11 177	12 679	–	47	(1)	(10 832)	13 070
Total des valeurs brutes	1 080 414	168 799	(101 300)	(123 901)	2 594	10 257	1 036 863

Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2000	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2001
Terrains	(3 939)	(2 036)	144	246	36	136	(5 413)
Constructions	(145 171)	(13 995)	4 630	19 133	(251)	(2 209)	(137 863)
Installations techniques, matériels	(355 724)	(37 065)	32 629	35 838	(816)	(18 439)	(343 577)
Autres	(172 306)	(22 363)	24 450	23 646	(939)	1 805	(145 707)
Immobilisations en cours	0	-	-	-	-	-	0
Avances, acomptes	0	-	-	-	-	-	0
Total des amortissements et provisions	(677 140)	(75 459)	61 853	78 863	(1 970)	(18 707)	(632 560)
Total net	403 274	93 340	(39 447)	(45 038)	624	(8 450)	404 303

Biens pris en crédit-bail et retraités en consolidation au 31 décembre 2002

(en milliers d'euros)	Montant brut	Amortissements Exercice	Amortissements Cumulé	Montant net
Terrains	2 493	-	-	2 493
Constructions	19 577	(1 407)	(4 367)	15 210
Autres immobilisations	8 451	(1 168)	(4 798)	3 653
Total	30 521	(2 575)	(9 165)	21 356

Biens pris en crédit-bail et retraités en consolidation au 31 décembre 2001

(en milliers d'euros)	Montant brut	Amortissements Exercice	Amortissements Cumulé	Montant net
Terrains	3 508	-	-	3 508
Constructions	25 799	(1 213)	(8 223)	17 576
Autres immobilisations	8 849	(1 165)	(4 028)	4 821
Total	38 156	(2 378)	(12 251)	25 905

Comptes consolidés

NOTE 7 - TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

Évolution des titres mis en équivalence

(en milliers d'euros)

Au 31 décembre 2000	156 519
Entrées dans le périmètre et sociétés désormais consolidées par mise en équivalence	22 315
Sorties du périmètre de consolidation et sociétés désormais consolidées en intégration globale	(1 550)
Quote-part de résultat	106 148
Autres mouvements (variation des cours de change, dividendes, reclassement actif/passif, etc.)	(12 178)
Au 31 décembre 2001	271 254
Entrées dans le périmètre et sociétés désormais consolidées par mise en équivalence	–
Sorties du périmètre de consolidation et sociétés désormais consolidées en intégration globale	(35 230)
Quote-part de résultat	7 877
Autres mouvements (variation des cours de change, dividendes, reclassement actif/passif, etc.)	(95 414)
Au 31 décembre 2002	148 487

Les titres dont la valeur est négative sont inscrits au passif dans les provisions pour risques et charges (*cf.* note 16).

Montant des principales sociétés mises en équivalence

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2002		Au 31/12/2001	
	Quote-part de résultat	Quote-part de situation nette	Quote-part de résultat	Quote-part de situation nette
Financière du Loch	2 075	44 493	85 673	128 096
Groupe Socfinal	2 718	43 752	3 861	52 497
Groupe Cotrafi	1 459	13 722	1 590	12 307
Groupe Grinhold	na ⁽¹⁾	na ⁽¹⁾	3 435	6 822
BB Investissement	28	34 806	(119)	34 778
Someport Walon	77	1 899	1	1 822
Groupe Tabac	na ⁽¹⁾	na ⁽¹⁾	10 664	27 387
SCCF	(7)	(24)	324	(3)
Camrail	1 686	5 290	1 003	1 888
Secaf	(166)	671	na ⁽¹⁾	na ⁽¹⁾
RTI	0	3 995	0	(225)
Autres sociétés	7		(283)	
Total	7 877		106 148	

(1) na = non applicable.

Comptes consolidés

NOTE 8 - TITRES NON CONSOLIDÉS

Sociétés (en milliers d'euros)	Pourcentage de détention	Au 31/12/2002				Au 31/12/2001	
		Valeur nette comptable	Valeur boursière ⁽¹⁾	Capitaux propres	Dont résultat du dernier exercice	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable
Sofibol	49	117 740	na	170 221	1 506	49	117 740
Tobacco	14	16 082	na	(3 991)	(22 791)	-	-
Immobilière Mount Vernon	100	9 617	na	7 176	21	100	9 617
SIF Artois	9	9 689	28 762	209 465	6 891	9	9 650
Financière Moncey	9	9 568	20 034	103 789	(156)	10	9 568
Omnium Bolloré	33	13 532	na	42 320	(4)	33	13 532
SEPBG	50	3 751	na	962	70	-	-
Financière V	10	10 782	na	85 175	19	10	10 782
Financière de Cézembre	96	4 441	na	4 991	102	96	4 472
Dépôt pétrolier de Lorient	20	1 431	na	1 948	2	20	1 431
SDLP La Pallice	18	1 439	na	5 642	54	18	1 439
Cambi Tanzanie	100	1 480	na	1 339	26	100	1 449
SCI Bruges conteneurs	49	1 174	na	2 407	14	49	1 174
Nord Sumatra Investissements	3	1 598	1 626	55 271	3 516	-	-
Autres titres (aucun montant individuel significatif)		15 928					14 628
Total		218 252					195 482

(1) Valorisation des titres au cours de Bourse à la clôture de l'exercice pour les sociétés cotées.
na = non applicable

NOTE 9 - STOCKS ET EN-COURS

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2002			Au 31/12/2001		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Matières premières, fournitures et autres	25 791	(3 079)	22 712	24 477	(3 340)	21 137
Produits en cours, intermédiaires et finis	13 836	(2 761)	11 075	13 438	(1 491)	11 947
Voyages en cours	84	-	84	69	-	69
Autres prestations en cours	2 141	-	2 141	2 482	-	2 482
Marchandises	40 940	(212)	40 728	25 060	(91)	24 969
Total	82 792	(6 052)	76 740	65 526	(4 922)	60 604

NOTE 10 - ÉCHÉANCIER DES CRÉANCES

Échéancier des créances au 31 décembre 2002

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2002	À moins d'un an	À plus d'un an	Provisions au 31/12/2002	Valeur nette au 31/12/2002
Créances de l'actif immobilisé					
Créances rattachées à des participations	3 616	93	3 523	(1 980)	1 636
Prêts	71 201	4 723	66 478	(1 105)	70 096
Autres	17 450	3 775	13 675	(9 534)	7 916
Sous-total autres immobilisations financières	92 267	8 591	83 676	(12 619)	79 648
Créances de l'actif circulant					
Créances d'exploitation	976 391	968 873	7 518	(58 035)	918 356
Autres créances et comptes de régularisation	94 784	88 432	6 352	(10 328)	84 456
Conventions de trésorerie	22 977	22 977	-	-	22 977
Total	1 186 419	1 088 873	97 546	(80 982)	1 105 437

Les montants des créances d'exploitation figurant dans cet échéancier tiennent compte des mobilisations du poste client. Les mobilisations effectuées pour l'essentiel par cession Dailly ont eu pour effet, au 31 décembre 2002, de diminuer le poste créances de 105,2 millions d'euros et d'augmenter celui des dettes diverses de 64,0 millions d'euros par le biais du compte de mandataire relatif à l'encaissement pour le compte des cessionnaires des créances cédées. La contrepartie de ces deux montants se retrouve dans la trésorerie.

Échéancier des créances au 31 décembre 2001

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2001	À moins d'un an	À plus d'un an	Provisions au 31/12/2001	Valeur nette au 31/12/2001
Créances de l'actif immobilisé					
Créances rattachées à des participations	4 884	1 468	3 416	(2 221)	2 663
Prêts	80 661	1 644	79 017	(677)	79 984
Autres	21 831	4 137	17 694	(9 177)	12 654
Sous-total autres immobilisations financières	107 376	7 249	100 127	(12 075)	95 301
Créances de l'actif circulant					
Créances d'exploitation	1 017 155	985 340	31 815	(59 352)	957 803
Autres créances et comptes de régularisation	95 094	76 965	18 129	(8 687)	86 407
Conventions de trésorerie	16 872	16 872	-	-	16 872
Total	1 236 497	1 086 426	150 071	(80 114)	1 156 383

Comptes consolidés

NOTE 11 - VALEUR ESTIMATIVE DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Décomposition de la valeur estimée

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2002			Au 31/12/2001		
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur estimée	Valeur brute	Valeur nette	Valeur estimée
Titres non cotés	2 830	2 294	2 335	3 372	2 837	2 874
Titres cotés	75 679	75 557	126 706	70 772	70 631	107 794
Total	78 509	77 851	129 041	74 144	73 468	110 668

Les titres non cotés sont estimés, selon leur nature, à leur valeur liquidative ou à leur quote-part de situation nette en fin d'exercice et sont composés essentiellement de certificats de dépôt et de sicav.

Les titres cotés sont estimés au cours de Bourse de décembre 2002.

NOTE 12 - TRÉSORERIE

Tableau de bouclage de la trésorerie nette

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2002			Au 31/12/2001		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Disponibilités	174 579	–	174 579	176 593	–	176 593
VMP liquides	2 830	(536)	2 294	3 372	(535)	2 837
Conventions de trésorerie	(201 772)	–	(201 772)	(368 007)	–	(368 007)
Concours bancaires courants	(154 312)	–	(154 312)	(169 366)	–	(169 366)
Trésorerie nette	(178 675)	(536)	(179 211)	(357 408)	(535)	(357 943)

Les conventions de trésorerie figurant au bilan consolidé sont établies entre sociétés ayant des liens de filiation, dont l'une des partenaires n'est pas consolidée au sein du périmètre de consolidation concerné mais dans un ensemble plus grand.

Les intérêts financiers communs de ces sociétés les ont conduites à étudier des modalités leur permettant d'améliorer les conditions dans lesquelles elles doivent assurer leurs besoins de trésorerie ou utiliser leurs excédents de manière à réaliser un équilibre au niveau du Groupe.

Ces opérations sont exclusivement les opérations de trésorerie du Groupe et sont par nature des crédits de substitution. Ces conventions sont des opérations courantes réalisées à des conditions normales (taux du marché).

NOTE 13 - VARIATION DES FONDS NON REMBOURSABLES ET ASSIMILÉS

(en milliers d'euros)	31/12/2002	31/12/2001	31/12/2000
Obligations remboursables en actions (ORA)	0	96 304	96 304

Obligations remboursables en actions

Les ORA émises par Bolloré en 1996 à la suite de l'OPA/OPE sur sa filiale Scac Delmas Vieljeux (535 350 ORA d'un nominal de 180 euros) ont été converties le 1^{er} janvier 2002. Lors de la conversion, 1 070 700 actions Bolloré ont été créées.

NOTE 14 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros)	2002	2001	2000
Impôts différés passif	26 031	24 957	29 322
Écarts d'acquisition négatifs	5 231	5 418	5 086
Autres provisions pour risques et charges	116 759	137 089	115 565
Total des provisions pour risques et charges	148 021	167 464	149 973

NOTE 15 - IMPÔTS DIFFÉRÉS**Évolution en 2002**

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2001	Variations de périmètre		Augmentations	Diminutions et autres mouvements	Variations de change	Au 31/12/2002
		Entrées	Sorties				
Impôts différés actif ⁽¹⁾	28 481	16	–	4 709	(6 405)	(456)	26 345
Impôts différés passif	25 089	2	–	7 027	(5 505)	(248)	26 365

(1) Enregistrés dans le poste "autres créances".

Évolution en 2001

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2000	Variations de périmètre		Augmentations	Diminutions et autres mouvements	Variations de change	Au 31/12/2001
		Entrées	Sorties				
Impôts différés actif ⁽¹⁾	27 347	–	(18)	4 802	(3 718)	68	28 481
Impôts différés passif	29 322	1 798	(1)	6 110	(12 240)	100	25 089

(1) Enregistrés dans le poste "autres créances".

Comptes consolidés

NOTE 16 - AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Évolution en 2002

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2001	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions avec utilisation	Diminutions sans utilisation	Autres mouvements	Variations de change	Au 31/12/2002
Provisions pour risques								
Mises en équivalence	0	-	-	-	-	-	-	0
Provisions pour litiges	19 762	-	5 988	(2 040)	(5 802)	12	(421)	17 499
Provisions pour situations nettes négatives de filiales non consolidées	8 570	(20)	718	(6)	(4 790)	-	-	4 472
Autres provisions pour risques ⁽¹⁾	49 242	16	14 601	(5 541)	(15 359)	(114)	(132)	42 713
Sous-total provisions pour risques	77 574	(4)	21 307	(7 587)	(25 951)	(102)	(553)	64 684
Provisions pour charges								
Retraites et indemnités de fin de contrat	31 324	-	1 257	(1 955)	(785)	-	(75)	29 766
Grosses réparations	7 563	-	2 360	(437)	(3 674)	-	(17)	5 795
Restructurations (plans sociaux)	9 361	-	3 805	(5 331)	(625)	27	(68)	7 169
Autres	11 267	65	2 327	(1 952)	(2 324)	(28)	(10)	9 345
Sous-total provisions pour charges	59 515	65	9 749	(9 675)	(7 408)	(1)	(170)	52 075
Total	137 089	61	31 056	(17 262)	(33 359)	(103)	(723)	116 759

(1) Dont provisions perte à terminaison = 9,6 M€ ; provisions Copigraph = 17 M€ ; provisions avaries = 2,5 M€

Impact (net des charges encourues) au compte de résultat (en milliers d'euros)	Dotations	Reprises avec utilisation	Reprises sans utilisation	Autres	Net
Résultat d'exploitation	(21 931)	0	18 300	0	(3 631)
Résultat financier	(796)	0	158	0	(638)
Résultat exceptionnel	(8 329)	0	14 901	0	6 572

Évolution en 2001

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2000	Variations de périmètre Entrées	Sorties	Augmentations	Diminutions et autres mouvements	Variations de change	Au 31/12/2001
Provisions pour risques							
Mises en équivalence	488	-	-	-	(488)	-	0
Provisions pour litiges	11 489	679	-	7 335	134	125	19 762
Provisions pour situations nettes négatives de filiales non consolidées	9 596	(240)	-	3 011	(3 797)	-	8 570
Autres provisions pour risques	29 617	58	-	33 402	(13 854)	19	49 242
Sous-total provisions pour risques	51 190	497	0	43 748	(18 005)	144	77 574
Provisions pour charges							
Retraites et indemnités de fin de contrat	29 212	-	-	2 392	(220)	(60)	31 324
Grosses réparations	12 375	-	-	3 364	(8 183)	7	7 563
Restructurations (plans sociaux)	8 844	-	-	6 808	(6 292)	1	9 361
Autres	13 944	36	-	5 311	(8 030)	6	11 267
Sous-total provisions pour charges	64 375	36	0	17 875	(22 725)	(46)	59 515
Total	115 565	533	0	61 623	(40 730)	98	137 089

Comptes consolidés

NOTE 17 - ÉCHÉANCIER DES DETTES

Au 31 décembre 2002

(en milliers d'euros)	Total 2002	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	457	–	–	457
Autres emprunts obligataires	762	–	–	762
Sous-total : emprunts obligataires	1 219	0	0	1 219
Emprunts et dettes	140 638	89 012	46 121	5 505
Dettes rattachées à des participations	1 088	804	284	–
Découverts bancaires et assimilés	154 312	154 312	–	–
Dettes de crédit-bail	20 655	3 010	9 429	8 216
Sous-total : emprunts et dettes financières	316 693	247 138	55 834	13 721
Dettes d'exploitation	1 008 135	1 001 702	6 433	–
Conventions de trésorerie	224 749	224 749	–	–
Autres dettes et comptes de régularisation ⁽¹⁾	151 359	149 095	972	1 292
Total	1 702 155	1 622 684	63 239	16 232

(1) Cf commentaires sur les mobilisations de créances : note 10.

Au 31 décembre 2001

(en milliers d'euros)	Total 2001	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	457	–	–	457
Autres emprunts obligataires	3 125	–	–	3 125
Sous-total : emprunts obligataires	3 582	0	0	3 582
Emprunts et dettes	66 812	25 889	34 394	6 529
Dettes rattachées à des participations	751	557	194	–
Découverts bancaires et assimilés	169 366	159 527	8 118	1 721
Dettes de crédit-bail	24 709	3 212	10 263	11 234
Sous-total : emprunts et dettes financières	261 638	189 185	52 969	19 484
Dettes d'exploitation	988 576	959 851	28 725	–
Conventions de trésorerie	384 879	384 879	–	–
Autres dettes et comptes de régularisation	163 537	160 807	936	1 794
Total	1 802 212	1 694 722	82 630	24 860

NOTE 18 - CARACTÉRISTIQUES DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

Selon la devise

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2002				Au 31/12/2001			
	Total	Euros	Dollars	Autres devises	Total	Euros	Dollars	Autres devises
Emprunts obligataires convertibles	457	457	-	-	457	457	-	-
Autres emprunts obligataires	762	762	-	-	3 125	3 125	-	-
Emprunts et dettes	140 638	90 579	44	50 015	66 812	40 246	1 706	24 860
Dettes rattachées à des participations	1 088	1 085	-	3	751	505	-	246
Découverts bancaires et assimilés	154 312	105 755	15 172	33 385	169 366	114 404	17 072	37 890
Dettes de crédit-bail	20 655	20 423	8	224	24 709	24 395	60	254
Total	317 912	219 061	15 224	83 627	265 220	183 132	18 838	63 250

Selon le taux

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2002			Au 31/12/2001		
	Total	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable
Emprunts obligataires convertibles	457	457	-	457	457	-
Autres emprunts obligataires	762	762	-	3 125	3 125	-
Emprunts et dettes	140 638	38 656	101 982	66 812	61 828	4 984
Dettes rattachées à des participations	1 088	1 063	25	751	622	129
Découverts bancaires et assimilés	154 312	37 980	116 332	169 366	34 948	134 418
Dettes de crédit-bail	20 655	193	20 462	24 709	4 338	20 371
Total	317 912	79 111	238 801	265 220	105 318	159 902

NOTE 19 - EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Emprunt obligataire convertible

(en milliers d'euros)	au 31/12/2002	au 31/12/2001
Valeur	457	457

Le solde au 31 décembre 2002 correspond à la part souscrite par les minoritaires dans un emprunt convertible émis par une filiale du Groupe.

Autres emprunts obligataires

(en milliers d'euros)	au 31/12/2002	au 31/12/2001
Valeur	762	3 125

Émis par SFDM

Cet emprunt obligataire a été émis le 3 octobre 1995 pour une durée de quinze ans au taux de 5 %. Bolloré Énergie a repris une partie de cet emprunt (2 363 milliers d'euros) à CNN en janvier 2002, conformément au protocole signé lors du rachat par Bolloré Énergie des titres SFDM détenus par CNN. Le solde de 762 milliers d'euros au 31 décembre 2002 correspond à la part de l'emprunt détenu par un actionnaire externe.

Son amortissement aura lieu en totalité le 2 octobre 2010.

Comptes consolidés

Notes sur le compte de résultat

NOTE 20 - PRINCIPALES ÉVOLUTIONS À PÉRIMÈTRE ET TAUX DE CHANGE CONSTANTS

(en millions d'euros)	2002	Variations de périmètre (1)	Variations de change	2002 périmètre et change constants	2001
Chiffre d'affaires	4 482	(216)	44	4 310	4 301
Résultat d'exploitation	137	17	2	156	135
Résultat courant	118	17	1	136	103

(1) dont variations liées à :

- Acquisition de Linea Setramar et du groupe Geis en 2002,
- Changement de méthode de CICA (mise en intégration globale à partir du 30 juin 2001),
- Acquisition du fonds de commerce Shell Direct par Bolloré Énergie,
- Sortie de Tobaccor.

NOTE 21 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

(en milliers d'euros)	2002	2001	2000
Dotations aux amortissements	(75 042)	(78 945)	(78 417)
Dotations aux provisions pour dépréciations	(18 941)	(18 579)	(18 259)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(21 931)	(25 553)	(21 662)
Total	(115 914)	(123 077)	(118 338)

NOTE 22 - RÉSULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	2002	2001	2000
Produits et charges d'intérêts	(13 605) (2)	(31 507)	(32 510)
Revenus des participations	3 021	1 957	2 763
Résultat de cession des valeurs mobilières de placement	328	329	1 377
Pertes ou profits de change	(17 042)	318	5 817
Autres charges ou produits financiers (1)	7 975	(3 104)	(5 639)
Total	(19 323)	(32 007)	(28 192)

(1) dont 10 millions d'euros sur la liquidation de Bolloré Italie.

(2) dont 10 millions d'euros de rémunération complémentaire des prêts participatifs de 1994.

NOTE 23 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)	2002	2001	2000
- plus et moins-values de cession de titres ⁽¹⁾	44 838	178 124	(2 267)
- plus et moins-values sur immobilisations corporelles et incorporelles ⁽²⁾	3 605	(677)	110 034
Provisions et charges nettes de restructuration (plans sociaux)	(11 500)	(17 789)	(16 204)
Sous-activité	(57)	(162)	(3 015)
Autres charges, provisions et produits exceptionnels ⁽³⁾	(1 365)	(47 141)	16 966
Total	35 521	112 355	105 514

(1) dont + 55 789 milliers d'euros sur la cession de la division Tabac et -10 220 milliers d'euros sur la liquidation de Bolloré Italie.

(2) dont + 2 113 milliers d'euros de plus-value de cession terrain et construction de Vénissieux.

(3) dont - 2 149 milliers d'euros sur les retraites,
+ 3 908 milliers d'euros de provisions sur filiales et sociétés déconsolidées,
- 2 178 milliers d'euros d'amortissement de survaleur affectée aux fonds de commerce.

Élimination de la plus-value d'échange sur les titres Compagnie des Caoutchoucs de Padang et Société Financière des Terres Rouges

La plus-value d'échange, comptabilisée dans les comptes sociaux de Bolloré S.A. pour un montant de 31,8 millions d'euros, a été éliminée du résultat consolidé du groupe Bolloré. Dans le cadre de la simplification de son organigramme, le Groupe a réalisé la fusion le 31 juillet 2002, rétroactive au 1^{er} janvier 2002 de la Compagnie des Caoutchoucs de Padang et de la Société Financière des Terres Rouges dans la Compagnie du Cambodge.

Bolloré S.A. a reçu, en échange de ses 12 194 titres Compagnie des Caoutchoucs de Padang, 6 097 titres Compagnie du Cambodge, et, en échange de ses 148 326 titres Société Financière des Terres Rouges, 24 721 titres Compagnie du Cambodge. S'agissant d'une étape de la simplification des structures internes au groupe Bolloré, le Groupe a décidé d'en annuler l'incidence au niveau du résultat consolidé.

Comptes consolidés

NOTE 24 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Analyse de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	2002	2001	2000
Impôts exigibles	(51 192)	(101 145)	(80 394)
Report en arrière des déficits	-	-	-
Impact de l'intégration fiscale	9 972	(4 673)	12 513
Sous-total impôts sur les bénéfices	(41 220)	(105 818)	(67 881)
Impôts sur les distributions	(457)	(1 027)	(2 714)
Impôts différés nets	(1 157)	3 231	7 730
Sous-total impôts différés	(1 614)	2 204	5 016
Total	(42 834)	(103 614)	(62 865)

Rationalisation de la charge d'impôt

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt réelle s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2002	2001	2000
Résultat net consolidé	94 864	193 351	139 841
Résultat net des sociétés mises en équivalence	(7 877)	(106 148)	(17 053)
Charge (produit) d'impôt	42 834	103 614	62 865
Résultat avant impôt	129 821	190 817	185 653
Taux d'impôt théorique	35,43%	36,43%	37,76%
Profit (charge) théorique d'impôt	(45 996)	(69 520)	(70 103)
Rapprochement :			
Différences permanentes	14 421	(66 237)	(16 306)
Opérations imposées au taux réduit	17	41 743	2 329
Variation de l'impôt différé	1 157	(3 231)	10 843
Crédit d'impôt	(10 507)	(5 341)	6 483
Différences dues aux taux d'impôt des sociétés étrangères	(1 758)	(1 731)	(1 794)
Autres	(168)	703	5 683
Produit (charge) réel d'impôt	(42 834)	(103 614)	(62 865)

Origine des impôts différés actifs et passifs

(en milliers d'euros)	2002	2001	2000
Reports fiscaux déficitaires	909	2 980	5 854
Créances de carry back et crédits d'impôt	-	-	-
Provisions pour retraites	9 866	1 229	948
Marges en stocks et autres éliminations de résultats internes	712	521	2 294
Annulation des réévaluations	8 903	5 353	5 781
Différences temporaires sociales	11 252	20 950	21 406
Différence entre valeurs fiscales et valeurs consolidées des immobilisations	(4 600)	(6 291)	(8 306)
Autres retraitements	313	507	498
Actifs d'impôt différés	27 355	25 249	28 475
Amortissements accélérés des immobilisations en zone CFA	(5 106)	(5 106)	(8 238)
Coûts historiques des immobilisations en zone CFA	(1 978)	(2 431)	(3 798)
Provisions fiscales	(18 928)	(14 877)	(15 089)
Crédit-bail	(760)	(642)	(1 002)
Autres retraitements	5 556	4 996	1 862
Passifs d'impôt différés	(21 216)	(18 060)	(26 265)
Autres actifs et passifs	(286)	81	(321)
Actifs et passifs d'impôt différés nets	5 853	7 270	1 889

Reports déficitaires non activés (en impôts)

(en milliers d'euros)	2002	2001	2000
Déficits reportables	38 244	26 067	26 723
ARD	3 512	2 750	3 893
Moins-values long terme	814	1 086	2 031
Total	42 570	29 903	32 647

Comptes consolidés

NOTE 25 - INFORMATIONS SECTORIELLES

Ventilation du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation par branche d'activité

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires			Résultat d'exploitation		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Transport ⁽¹⁾	2 998	2 853	2 560	131	114	51
Tabac ⁽²⁾	–	67	249	–	13	53
Industrie ⁽³⁾	165	168	202	(2)	3	19
Distribution d'énergie ⁽⁴⁾	1 276	1 189	1 240	11	12	6
Autres activités	43	24	11	(3)	(7)	(3)
Total	4 482	4 301	4 262	137	135	126

(1) Le chiffre d'affaires Transport inclut en 2002 les activités du transitaire allemand Geis pour 130 M€ ainsi que l'entrée de Linea Setramar pour 40 M€.

(2) L'activité Tabac est mise en équivalence à compter du 1^{er} avril 2001 jusqu'au 31 décembre 2001. Elle est sortie du périmètre en 2002.

(3) L'évolution du résultat d'exploitation de l'Industrie traduit l'augmentation de l'effort de recherche sur la batterie électrique et la mise en service d'une nouvelle unité de production de papiers fins dans les Vosges (PDV).

(4) Le chiffre d'affaires de l'Énergie intègre l'acquisition du fonds de commerce Shell Direct pour 40 M€ à partir du 1^{er} septembre 2002, ainsi que 50 M€ pour l'impact en année pleine de l'acquisition, au 1^{er} juillet 2001, de la société Suisse CICA.

Ventilation des immobilisations incorporelles et corporelles nettes par branche d'activité

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles			Immobilisations corporelles		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Transport ⁽¹⁾	113	110	114	216	210	195
Tabac	–	–	62	–	–	51
Industrie	2	2	1	127	120	91
Distribution d'énergie ⁽²⁾	55	48	47	46	31	29
Autres activités	3	1	1	40	43	37
Total	173	161	225	429	404	403

(1) Dont acquisition fonds de commerce Linea Setramar pour 5,8 M€.

(2) Dont acquisition fonds de commerce Shell Direct pour 8,5 M€.

Ventilation du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation par zone géographique

La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique est fondée sur la localisation des sociétés du Groupe pour l'ensemble des activités à l'exception de l'activité Lignes maritimes présentée sur une ligne séparée.

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires			Résultat d'exploitation		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Lignes maritimes ⁽¹⁾	620	622	599	(11)	4	(55)
France et Dom-Tom ⁽²⁾	1 915	1 932	1 946	25	28	68
Europe ⁽³⁾	781	645	625	3	4	7
Afrique ⁽⁴⁾	766	781	809	103	89	97
Amérique	136	145	128	5	3	2
Asie/Océanie ⁽⁵⁾	264	176	155	12	7	7
Total	4 482	4 301	4 262	137	135	126

(1) Le chiffre d'affaires des Lignes maritimes prend en compte l'entrée de Linea Setramar pour 40 M€. Par ailleurs, la baisse des taux de fret en 2002 provoque un recul du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation.

(2) Le chiffre d'affaires lié au fonds de commerce Shell Direct s'élève à 40 M€ en 2002 (acquisition réalisée au 1^{er} septembre 2002).

(3) Le chiffre d'affaires réalisé en Europe (hors France) prend en compte l'impact en année pleine de la société suisse CICA pour 50 M€ (acquise le 1^{er} juillet 2001) et 55 M€ au titre de la part réalisée en Allemagne par le réseau Geis (acquis en 2002).

(4) Le chiffre d'affaires réalisé en Afrique intègre l'activité Tabac pour 67 M€ en 2001. Cette activité a été consolidée par mise en équivalence à compter du 1^{er} avril 2001 jusqu'au 31 décembre 2001. Elle est sortie du périmètre en 2002.

(5) Le chiffre d'affaires réalisé en Asie/Océanie comprend la part réalisée par le réseau Geis pour 75 M€.

Nota : les activités figurant en zone géographique "autres" sur les années antérieures ont été réaffectées. Cette réaffectation touche essentiellement la nouvelle zone Asie/Océanie et l'Afrique (Madagascar étant auparavant classée en "autres") et de manière marginale les zones Lignes maritimes et Europe.

Ventilation des immobilisations incorporelles et corporelles nettes par zone géographique

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles			Immobilisations corporelles		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Lignes maritimes	18	18	18	18	1	23
France et Dom-Tom	70	62	123	239	233	187
Europe	10	4	4	24	16	15
Afrique	75	77	80	132	137	162
Amérique	-	-	-	9	10	10
Asie/Océanie	-	-	-	7	7	6
Total	173	161	225	429	404	403

Nota : les activités figurant en zone géographique "autres" sur les années antérieures ont été réaffectées. Cette réaffectation touche essentiellement la nouvelle zone Asie/Océanie et l'Afrique (Madagascar étant auparavant classée en "autres") et de manière marginale les zones Lignes maritimes et Europe.

Comptes consolidés

NOTE 26 - EFFECTIFS

	2002	2001	2000
Cadres	2 749	2 656	2 724
Agents de maîtrise / Employés et ouvriers	18 732	17 354	18 015
Total	21 481	20 010	20 739

Ventilation des effectifs par activité

	2002	2001	2000
Transport et logistique	19 250	17 919	16 344
Industrie	1 141	1 093	1 403
Distribution d'énergie	921	821	731
Tabac	-	-	2 261
Autres activités	169	177	-
Total	21 481	20 010	20 739

Toutes les entités du Groupe en France ont signé un accord sur les 35 heures. Ces accords prévoient l'embauche de 180 personnes sur une période de 2 ans. Seul l'établissement de Bretagne n'est pas concerné car il applique la loi Robien depuis 1997. L'impact potentiel des allègements de charges en année pleine est négligeable sur les comptes du Groupe.

NOTE 27 - RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

	2002	2001	2000
Jetons de présence (en milliers d'euros)	133	139	404
Autres rémunérations perçues (en milliers d'euros)	1 230	823	1 014
Nombre de stock-options détenues par les dirigeants sur les titres Bolloré ⁽¹⁾	119 000	119 000	19 000

(1) Dont : 19 000 provenant du plan du 14 avril 1999,
100 000 provenant du plan du 30 mars 2001.

Les montants indiqués ci-dessus sont ceux versés au cours de l'exercice aux membres du Conseil d'administration et aux mandataires sociaux dirigeants du Groupe.

La rémunération brute versée en 2002 à Vincent Bolloré, Président du Conseil d'administration par les sociétés du Groupe s'est élevée à 1 000 000 euros (457 000 euros en 2001). Par ailleurs, Vincent Bolloré a perçu en 2002, 10 milliers d'euros de jetons de présence à raison des mandats sociaux qu'il exerce dans les sociétés du Groupe.

Il n'existe pas d'engagement du Groupe envers ses dirigeants ou anciens dirigeants au titre des pensions et indemnités assimilées.

Il n'y a aucune avance ni aucun crédit accordé aux membres du Conseil d'administration par le Groupe.

NOTE 28 - TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec des sociétés non consolidées dans le groupe Bolloré, mais consolidées à un niveau supérieur.

(en milliers d'euros)	2002	2001	2000
Conventions de trésorerie et c/c actif	23 199	17 554	16 481
Conventions de trésorerie et c/c passif	(229 643)	(386 576)	(253 795)
Créances d'exploitation	25 672	24 504	18 591
Dettes d'exploitation	(10 573)	(11 337)	(9 080)
Produits d'exploitation	113 332	115 847	83 876
Charges d'exploitation	(92 988)	(93 032)	(53 644)

NOTE 29 - ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les obligations du groupe Bolloré concernant les pensions complémentaires à verser au personnel (retraité et en activité), ainsi que les indemnités de départ en retraite relatives au personnel expatrié sont constatées sous forme de provisions (cf. note 16).

Les indemnités de départ à la retraite sur le personnel (hors expatriés) sont constatées en engagement hors bilan et représentent pour l'ensemble du groupe Bolloré un montant de 26,8 millions d'euros au 31 décembre 2002 et de 28,4 millions d'euros au 31 décembre 2001.

NOTE 30 - ENGAGEMENTS DONNÉS

(en milliers d'euros)	Total 2002	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 2001
Cautions sur douanes	544 583	456 963	81 962	5 658	440 185
Autres cautions accordées par les banques (contentieux fiscaux, cautions/marchés)	87 555	51 912	26 219	9 424	89 167
Retraite	26 767	729	3 197	22 841	28 411
Avals, cautions et garanties	63 112	4 717	23 845	34 550	32 628
Effets escomptés non échus	11 612	11 612	-	-	10 982

NOTE 31 - ENGAGEMENTS REÇUS

(en milliers d'euros)	Total 2002	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 2001
Avals, cautions et garanties reçues	0	-	-	-	0
Autres engagements reçus	123	123	-	-	3 961

Comptes consolidés

NOTE 32 - ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL MOBILIER

Informations relatives aux contrats de crédit-bail non retraités en consolidation.

(en milliers d'euros)	2002	2001
Valeur d'origine des biens	7 221	5 595
Redevances versées :		
- au cours des exercices antérieurs	2 837	2 249
- au cours de l'exercice	1 924	1 433
Total	4 761	3 682
Redevances restant à payer	5 300	3 884
Total des redevances	10 061	7 566
Valeur résiduelle en fin de contrat	10	43

Échéancier :

(en milliers d'euros)	Total 2002	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Redevances de crédit-bail restant à payer :	5 300	1 666	3 634	-

NOTE 33 - AUTRES ENGAGEMENTS FINANCIERS

(en milliers d'euros)	Total 2002	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 2001
Facilités à options multiples (FOM)	0	-	-	-	0
Ventes à terme de devises	30 029	30 029	-	-	26 814
Achats à terme de devises	12 998	12 998	-	-	26 109
Ventes à terme de produits	0	-	-	-	0
Achats à terme de produits	10 682	10 682	-	-	20 084
Position ouverte sur marché IPE	3 024	3 024	-	-	6 560

NOTE 34 - HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

Montant des honoraires par réseaux

(en milliers d'euros)	Total 2002	Constantin	%	G. Harmand	%	Autres	%
Commissariat aux comptes	(3 211)	(1 626)	90	(175)	100	(1 410)	81
Autres missions légales et accessoires	(320)	(140)	8	-	-	(180)	10
Total audit	(3 531)	(1 766)	98	(175)	100	(1 590)	92
Prestations juridiques, fiscales, sociales	(122)	(30)	2	-	-	(92)	5
Prestations technologies de l'information	0	-	-	-	-	-	-
Audit interne	(2)	(2)	-	-	-	-	-
Autres honoraires	(321)	(13)	1	-	-	(308)	18
Total autres prestations	(445)	(45)	2	0	0	(144)	8
Total honoraires	(3 976)	(1 811)	100	(175)	100	(1 734)	100

NOTE 35 - INFORMATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les nouveaux instruments financiers sont utilisés exclusivement pour couvrir les risques de taux induits par la gestion du portefeuille obligataire et de la dette, ainsi que les risques de change et de matières premières. Dans ce cadre, seules des couvertures de type ferme (swap de taux, FRA, achats ou ventes de devises au comptant ou à terme) sont utilisées.

Un comité stratégique est chargé de définir les procédures, la stratégie, ainsi que les limites/marchés/instruments/contreparties pour l'année.

Valeurs de marché des instruments financiers

Les valeurs de marché retenues pour les titres de placement et les valeurs mobilières de placement correspondent aux cours de Bourse. Celles-ci sont indiquées respectivement dans les notes 8 et 11.

Couverture du risque de change

Au 31 décembre 2002, la dette totale brute s'élève à 543 millions d'euros (déduction non faite des VMP liquides, des disponibilités et des conventions de trésorerie actives, soit 200 millions d'euros) dont 444 millions d'endettement en euros. Le solde, soit un équivalent de 99 millions d'euros, est constitué par une dette en dollars américains pour un équivalent de 15 millions d'euros et une dette en autres devises pour un équivalent de 84 millions d'euros.

Les achats à terme de dollars américains auprès de banques s'élèvent à la clôture de l'exercice à 9,8 millions d'euros et les ventes à terme de dollars américains auprès de banques à 22,2 millions d'euros.

Couverture du risque de taux

Sur un total brut de 543 millions d'euros, la dette à taux variable représente, au 31 décembre 2002, un montant de 464 millions d'euros qui n'a fait l'objet d'aucune couverture de taux au titre de l'exercice 2002. En 2002, diverses obligations maritimes en dollars américains de Delmas ont fait l'objet chez Bolloré de passage de taux fixe à taux variable par mise en place de swaps de taux pour un montant total d'environ 152 millions de dollars :

- 4 swaps d'une durée de 8 ans (2002-2010) amortissables de dollars américains 24,9 millions à 6,2 millions avec passage de taux fixe 4,65 % à taux variable Libor 6 mois + 1 %.
- 3 swaps d'une durée de 8 ans (2002-2010) amortissables de dollars américains 17,4 millions à 9 millions avec passage de taux fixe respectivement 6,5825 % / 6,135 % et 4,68 % à taux variable Libor 6 mois + 1 %.

Risques de contrepartie

Toute contrepartie bancaire, intervenant dans le cadre d'opérations de couverture de change, de gestion de taux d'intérêt ou de placement de trésorerie, doit avoir obtenu l'aval de la Direction financière. Le Groupe travaille uniquement avec des établissements bancaires de premier ordre.

Couvertures de transactions futures

En ce qui concerne les matières premières, des ventes à terme sur les marchés organisés sont généralement mises en place quand un achat est effectué. Les positions non couvertes au 31 décembre 2002 font l'objet de provisions en cas de pertes latentes.

NOTE 36 - LISTE DES SOCIÉTÉS DONT LA DATE DE CLÔTURE EST DIFFÉRENTE DU 31 DÉCEMBRE

Date de clôture

MP 42	30 septembre
-------	--------------

NOTE 37 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant.

Comptes consolidés

Liste des sociétés consolidées

Libellé	Siège	2002 % intérêt	2001 % intérêt	Siren / Pays territoire
I. PAR INTÉGRATION GLOBALE				
3H	Marseille	60,00	60,00	344920913
ACCI	Abidjan	100,00	100,00	Côte-d'Ivoire
Acor	Montoir-de-Bretagne	52,52	52,48	420488355
Agence Maritime Rochelaise ⁽¹⁾	Rocheport	99,99	99,97	541780193
Aget	Lille	47,97	47,97	542052709
AIC	Luxembourg	92,83	92,57	Luxembourg
Air TT ⁽¹⁾	Roissy	99,96	99,99	342790698
Alcafi	Rotterdam	100,00	100,00	Pays-Bas
Alraïne Shipping	Lagos	100,00	100,00	Nigeria
Amartrans	Marseille	99,97	99,99	421088857
Ami Angola Lda	Luanda	99,83	99,83	Angola
Ami Port Operations Ltd	Dar es-Salaam	99,84	99,84	Tanzanie
Ami Tanzanie	Dar es-Salaam	99,83	99,83	Tanzanie
Amifin Holding	Genève	99,83	99,83	Suisse
Amodru ⁽¹⁾	Metz	99,22	99,26	370801748
Antrak Ghana Ltd (ex-Ro Ro Services (Ghana) Ltd)	Tema	100,00	100,00	Ghana
Antrak Group (Ghana) Ltd	Tema	100,00	100,00	Ghana
Antrak Group (Nigeria) Ltd	Lagos	100,00	100,00	Nigeria
Antrak Logistic Pty Australia	Perth	51,00	51,00	Australie
BatScap	Odet	60,00	60,00	421090051
Bolloré	Odet	100,00	100,00	304827900
Bolloré Énergie ⁽¹⁾	Odet	99,30	99,30	612040923
Bolloré Inc (ex-Bolmet Inc)	Dayville	100,00	100,00	États-Unis
Bolloré Média	Puteaux	100,00	NC	444564793
Bolloré Production	Odet	100,00	NC	438114746
Bolloré Shanghai	Shanghai	100,00	100,00	Chine
Carena	Abidjan	50,00	50,00	Côte-d'Ivoire
CGMS ⁽¹⁾	Sète	100,00	100,00	642680060
Chamar ⁽¹⁾	Le Havre	99,98	100,00	357502517
Cherbourg Maritime Voyages ⁽¹⁾	Tourlaville	99,98	100,00	408306975
CICA	Neuchâtel	97,84	97,84	Suisse
Compagnie de Suresnes	Puteaux	89,33	89,35	542072558

Libellé	Siège	2002 % intérêt	2001 % intérêt	Siren / Pays territoire
Compagnie Saint-Gabriel ⁽¹⁾	Odet	100,00	100,00	398954503
CIPCH	Rotterdam	100,00	100,00	Pays-Bas
Cofidec ⁽¹⁾	Dunkerque	99,97	99,82	075550756
Cogema Dunkerque ⁽¹⁾	Dunkerque	99,95	99,80	076650019
Cogema La Rochelle ⁽¹⁾	La Rochelle	100,00	100,00	781333422
Comarine	Casablanca	99,99	99,99	Maroc
Comesmar	Gênes	100,00	100,00	Italie
Cross Marine Services Ltd	Lagos	70,00	70,00	Nigeria
Delmas ⁽¹⁾	Le Havre	100,00	100,00	582006193
Delmas Agencies Ltd	Liverpool	100,00	100,00	Royaume-Uni
Delmas Deutschland	Hambourg	100,00	100,00	Allemagne
Delmas Hong Kong	Hong Kong	99,99	99,99	Hong Kong
Delmas Kenya Ltd (ex-Notco)	Mombasa	99,85	99,77	Kenya
Delmas La Rochelle ⁽¹⁾	La Rochelle	100,00	100,00	352668776
Delmas Nederland	Rotterdam	100,00	100,00	Pays-Bas
Delmas Shipping Singapore	Singapour	100,00	75,00	Singapour
Delmas Shipping South Africa	Durban	100,00	100,00	Afrique du Sud
DEPS ⁽¹⁾	Petite Synthe	95,13	94,99	075750745
Dewulf Cailleret ⁽¹⁾	Dunkerque	99,96	99,81	380355875
DPS	Libreville	77,31	77,31	Gabon
EACS Mombasa	Mombasa	99,99	99,92	Kenya
Exaf ⁽¹⁾	Puteaux	100,00	100,00	602031379
Financière Penfret ⁽¹⁾	Odet	100,00	100,00	418212197
Forestière de Campo	Douala	51,99	51,99	Cameroun
Fos Conteneurs Logistique ⁽¹⁾	Port St-Louis-du-Rhône	99,98	100,00	342134566
Geis - SDV GmbH (ex-SDV Deutschland)	Kelsterbach	50,09	100,00	Allemagne
Geis Cargo JM China Ltd	Shanghai	99,98	NC	Chine
Geis Cargo JM Hong Kong Ltd	Hong Kong	99,98	NC	Hong Kong
Geis Cargo JM Indochina Ltd	Hô Chi Minh Ville	99,98	NC	Vietnam
Geis Cargo JM Malaysia Snd Bhd	Kuala Lumpur	59,99	NC	Malaisie
Geis Cargo JM Singapour Ltd	Singapour	99,98	NC	Singapour
Geis Cargo JM Taïwan Ltd	Taipei	99,98	NC	Taïwan
Geis Cargo JM Thaïland Ltd	Bangkok	59,99	NC	Thaïlande
Geis Cargo Logistics Ltd	Hong Kong	99,98	NC	Hong Kong

Comptes consolidés

Liste des sociétés consolidées

Libellé	Siège	2002 % intérêt	2001 % intérêt	Siren / Pays territoire
Gie RCS	Le Petit-Quevilly	99,96	99,92	387895550
Gie SDV Air Cargo	Roissy	(3)	99,99	424175305
GMOD	La Rochelle	61,53	61,53	N/A
Hombard Publishing Bv	Amsterdam	100,00	100,00	Pays-Bas
Ibesmar Norte	Valence	100,00	100,00	Espagne
Intermodal Maritime Agencies	Londres	100,00	100,00	Royaume-Uni
Iris Immobilier ⁽¹⁾	Puteaux	100,00	100,00	414704163
Isamar	Valence	100,00	100,00	Espagne
ITD	Puteaux	50,00	NC	440310381
Joinis ⁽¹⁾	Bordeaux	99,98	100,00	457200681
Joint Service Africa	Amsterdam	100,00	100,00	Pays-Bas
La Charbonnière	La Plaine-Saint-Denis	52,67	52,67	572199636
Linea Setramar	Ravenne	80,00	NC	Italie
Locamat ⁽¹⁾	Tremblay-en-France	100,00	100,00	339390197
Maritima Sudcargo Espana	Barcelone	70,00	70,00	Espagne
Mombasa Container Terminal Ltd	Mombasa	100,00	NC	Kenya
MP 42	Odet	99,08	99,12	343167110
Nord Sud CTI (ex-Transit Gauthier) ⁽¹⁾	Rouen	99,88	99,70	590501698
Normande de Manutention	Rouen	99,98	100,00	382467645
Orca Lines Nv	Anvers	79,87	79,87	Belgique
Overseas Transport and Chartering	Nassau	100,00	100,00	Bahamas
Papeteries des Vosges	Laval-sur-Vologne	99,97	NC	440271039
Papeteries du Léman ⁽¹⁾	Publier	100,00	100,00	400333225
Pt Sarana Citra Adicarya	Djakarta	99,98	100,00	Indonésie
Réunitrans ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	98,78	98,40	345261580
Saka Delmas	Djakarta	99,98	100,00	Indonésie
SAMC Combustibles	Bâle	99,33	99,33	Suisse
SAMP ⁽²⁾	Le Port/La Réunion	92,69	92,35	310863329
SAMR ⁽²⁾	Le Port/La Réunion	92,69	92,35	350869004
Satram Huiles	Bâle	99,33	99,33	Suisse
Scac Air Service	Puteaux	(3)	100,00	323530865
Scac Marine	Tamatave	99,99	99,99	Madagascar
Scac Maroc	Casablanca	99,97	99,99	Maroc
Scac Méditerranée ⁽¹⁾	Marseille	99,97	100,00	722058856

Libellé	Siège	2002 % intérêt	2001 % intérêt	Siren / Pays territoire
Scanship Ghana	Tema	100,00	100,00	Ghana
SCE ⁽¹⁾	Strasbourg	99,25	99,25	601251614
SDCA	Douala	90,09	90,07	Cameroun
SDMT ⁽¹⁾	Loon Plage	95,05	94,91	075750034
SDV Aérospace (ex-AOG Air Service)	Tremblay-en-France	(3)	100,00	313711830
SDV Afrique	Puteaux	100,00	100,00	328046032
SDV Ami Malawi (ex-Ami Malawi)	Blantyre	99,89	99,89	Malawi
SDV Ami Mozambique (ex-Ami Mozambique)	Beira	99,33	99,33	Mozambique
SDV Ami Zambie (ex-Ami Zambie)	Lusaka	99,83	99,83	Zambie
SDV Australia	Sydney	99,98	99,99	Australie
SDV Belgium	Bruxelles	99,98	100,00	Belgique
SDV Bénin	Cotonou	93,06	93,05	Bénin
SDV Burkina Faso	Ouagadougou	88,59	88,59	Burkina Faso
SDV Burundi (ex-Transintra Burundi)	Bujumbura	98,92	98,92	Burundi
SDV Cambodge	Phnom Penh	99,98	100,00	Cambodge
SDV Cameroun	Douala	98,09	98,06	Cameroun
SDV Caraïbes ⁽¹⁾	Baie-Mahault/ Guadeloupe	95,03	99,91	348092297
SDV Centrafrique	Bangui	99,99	99,99	Rép. centrafricaine
SDV Chili	Santiago	98,72	98,74	Chili
SDV Congo	Pointe Noire	99,99	99,98	Congo
SDV Côte-d'Ivoire	Abidjan	79,09	78,01	Côte-d'Ivoire
SDV DAT Gie	Puteaux	99,98	100,00	389877523
SDV Freight Services Pty Ltd	Johannesburg	99,98	NC	Afrique du Sud
SDV Gabon	Libreville	96,63	96,63	Gabon
SDV Ghana Ltd (ex-Delmas Ghana)	Tema	100,00	100,00	Ghana
SDV Guinée	Conakry	96,49	96,49	Guinée
SDV Guyane	Remiré-Montjoly	84,98	84,92	403318249
SDV Italia	Milan	99,98	100,00	Italie
SDV Japon KK	Tokyo	100,00	100,00	Japon
SDV Korea	Séoul	100,00	100,00	Corée du Sud
SDV La Réunion ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	99,97	100,00	310879937
SDV Logistique Internationale (ex-Scac) ⁽¹⁾	Puteaux	99,98	100,00	552088536

Comptes consolidés

Liste des sociétés consolidées

Libellé	Siège	2002 % intérêt	2001 % intérêt	Siren / Pays territoire
SDV Logistiques (Canada) (ex-Scac Canada)	Saint-Laurent	99,59	99,59	Canada
SDV Luxembourg	Luxembourg	99,48	NC	Luxembourg
SDV Madagascar (ex-Scac Madagascar)	Tamatave	99,99	99,99	Madagascar
SDV Mali	Bamako	99,98	99,98	Mali
SDV Martinique ⁽¹⁾	Fort-de-France / Martinique	99,89	99,88	421360785
SDV Mexique	Mexico	99,88	99,90	Mexique
SDV Nederland Bv (ex-Scac Nederland Bv)	Rotterdam	99,98	100,00	Pays-Bas
SDV Niger	Niamey	99,98	99,98	Niger
SDV Nigeria (ex-Alraïne Nigeria)	Lagos	99,94	99,94	Nigeria
SDV Notco Tanzanie Ltd (ex-Notco Tanzanie)	Dar es-Salaam	100,00	100,00	Tanzanie
SDV Nouvelle-Zélande	Auckland	99,98	99,99	Nouvelle-Zélande
SDV Oilfield Doba Logistic S.A. ⁽¹⁾	Puteaux	99,88	99,88	414703893
SDV Oilfield Ltd	Londres	100,00	100,00	Royaume-Uni
SDV Philippines	Parnaque	69,98	70,00	Philippines
SDV Portugal	Lisbonne	99,88	99,90	Portugal
SDV Rwanda (ex-Transintra Rwanda)	Kigali	99,88	99,88	Rwanda
SDV Sénégal	Dakar	83,19	83,19	Sénégal
SDV South East Asia Pte Ltd	Singapour	99,98	100,00	Singapour
SDV Taïwan	Taipei	99,98	100,00	Taïwan
SDV Tchad	N'Djamena	84,89	84,89	Tchad
SDV Thaïlande	Bangkok	59,99	60,00	Thaïlande
SDV Togo	Lomé	99,99	99,99	Togo
SDV Transami Kenya Ltd (ex-Transami Kenya)	Nairobi	100,00	99,92	Kenya
SDV Transami Nv (ex-Transintra Nv)	Anvers	100,00	100,00	Belgique
SDV Transami Ouganda Ltd (ex-Transami Ouganda)	Kampala	99,92	99,92	Ouganda
SDV Transami Pty Ltd Rsa	Durban	100,00	100,00	Afrique du Sud
SDV Transport Hong Kong	Wanchai	99,98	100,00	Hong Kong
SDV Transport Malaysia	Kuala Lumpur	59,99	60,00	Malaisie
SDV UK	Bradford	99,98	100,00	Royaume-Uni
SDV USA Inc.	New York	99,98	100,00	États-Unis

Libellé	Siège	2002 % intérêt	2001 % intérêt	Siren / Pays territoire
SDV Vietnam Ltd	Hô Chi Minh Ville	99,98	NC	Vietnam
Sénégal Tours	Dakar	65,09	65,08	Sénégal
SEPAL	Avon	89,34	89,40	420795270
SEPBC	Douala	62,26	62,25	Cameroun
SFDM	Avon	89,34	89,36	390640100
SGCM ⁽¹⁾	Baie Mahault/ Guadeloupe	100,00	99,99	393516943
SGMT ⁽¹⁾	La Rochelle	99,96	99,96	551780331
Sibaf Cameroun	Douala	99,99	99,99	Cameroun
SMGR/OTS	Puteaux	NC	100,00	327756342
SNCDV Nigeria	Lagos	100,00	100,00	Nigeria
Société Comorienne de Navigation	Mayotte	100,00	100,00	Comores
Société Financière d'Afrique de l'Ouest (ex-Coastinvest Bvi)	Tortola	100,00	100,00	Îles Vierges Britanniques
Société Navale Caennaise ⁽¹⁾	Caen	99,90	99,88	562000141
Société Navale de l'Ouest ⁽¹⁾	Puteaux	99,99	99,99	572017341
Société Nouvelle Cherbourg Maritime ⁽¹⁾	Tourlaville	100,00	100,00	552650228
Société Togolaise de Consignation Maritime	Lomé	79,05	77,97	Togo
Socopao Benin (ex-SBCM)	Cotonou	79,08	78,00	Bénin
Socopao Cameroun	Douala	92,36	92,27	Cameroun
Socopao Congo	Pointe Noire	99,99	99,99	Congo
Socopao Côte-d'Ivoire	Abidjan	79,08	78,00	Côte-d'Ivoire
Socopao Gabon	Libreville	89,98	89,99	Gabon
Socopao Guinée	Conakry	98,28	98,28	Guinée
Socopao S.A. ⁽¹⁾	Puteaux	100,00	100,00	343390431
Socopao Sénégal (ex-Socofroid)	Dakar	83,32	83,32	Sénégal
Socotab ⁽¹⁾	Odet	99,30	98,36	590801833
Sofimar ⁽¹⁾	Puteaux	100,00	99,99	552067423
Sofimar Italia	Milan	100,00	NC	Italie
Sofiprom ⁽¹⁾	Puteaux	99,99	100,00	328516844
Sogam	Les Sables-d'Olonne	67,94	67,96	332185859
Sogetra	Dunkerque	50,00	50,00	075450569
Soréma	Strasbourg	61,45	61,45	548500305

Comptes consolidés

Liste des sociétés consolidées

Libellé	Siège	2002 % intérêt	2001 % intérêt	Siren / Pays territoire
Sorétrans ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	98,78	98,40	345261655
Soterko	Bamako	69,68	69,68	Mali
SRSM ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	99,80	99,80	379108152
Starlogic Ltd	Hong Kong	99,98	NC	Hong Kong
Tamaris Finance ⁽¹⁾	Odet	99,80	99,80	417978632
Tema Conteneur Terminal Ltd Ghana	Accra	100,00	100,00	Ghana
Terminal Conteneurs Madagascar	Toamasina	100,00	100,00	Madagascar
Tous Transports Aériens	Roissy-CDG	(3)	100,00	652010067
Transcap International	Puteaux	(3)	99,99	352880819
Transcap Nigeria	Lagos	100,00	100,00	Nigeria
Transinor	Dunkerque	(3)	98,52	322490707
Transintra Soudan	Khartoum	50,00	50,00	Soudan
Transisud	Marseille	54,82	54,74	327411583
UX France ⁽¹⁾	Roissy	99,54	99,56	325124428

II. PAR INTÉGRATION PROPORTIONNELLE

GIE Manucci	Abidjan	39,55	39,01	Côte-d'Ivoire
Manumat	Le Port/La Réunion	46,35	46,17	348649864
SMTC	Cotonou	50,00	50,00	Bénin
Sudcargos	Marseille	50,00	50,00	71805766

Libellé	Siège	2002 % intérêt	2001 % intérêt	Siren / Pays territoire
III. PAR MISE EN ÉQUIVALENCE				
BB Investissement	Puteaux	32,56	32,56	421090259
Camrail	Douala	32,62	14,62	Cameroun
Delmas Nigeria	Lagos	40,00	20,00	Nigeria
Financière du Loch	Puteaux	32,56	32,56	417537628
Groupe Cotrafi	Paris	34,00	34,00	542090824
Imperial Mediterranean	Puteaux	32,56	32,56	414818906
Plantation Nord Sumatra Ltd	Guernesey	25,80	25,80	Royaume-Uni
RTI (Republic Technologies International)	Perpignan	19,00	19,00	432302156
SCCF	Douala	42,15	20,73	Cameroun
Secaf	Puteaux	41,73	20,73	75650820
Socfinal	Luxembourg	16,90	16,90	Luxembourg
Socfinasia	Luxembourg	25,80	25,80	Luxembourg
Someport Walon	Levallois-Perret	37,50	37,50	54805494

(1) Société intégrée fiscalement dans Bolloré.

(2) Société intégrée fiscalement dans SAMP.

(3) Société fusionnée dans Scac qui prend le nom de SDV Logistique Internationale.

NC : Non consolidée.

Comptes consolidés

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2002

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Bolloré, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2002, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations signifi-

catives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux règles et principes comptables français, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 4 avril 2003

Les Commissaires aux comptes

CONSTANTIN ASSOCIÉS
J.F. SERVAL J.P. SÉGURET

Gérard HARMAND

Sommaire

Comptes sociaux 2002

- 70 Bilan
- 72 Compte de résultat
- 74 Capacité d'autofinancement
- 75 Tableau des emplois et des ressources
- 76 Annexe aux comptes sociaux
- 78 Notes sur le bilan
- 84 Notes sur le compte de résultat
- 88 Filiales et participations
- 94 Résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices
- 95 Rapport général des Commissaires aux comptes
- 96 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Comptes sociaux

Bilan au 31 décembre 2002

ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2002		31/12/2001	31/12/2000
		Montant brut	Amortissement et provisions	Montant net	Montant net
Capital souscrit non appelé					
Immobilisations incorporelles	1				
Frais d'établissement		-	-	-	-
Frais de recherche et développement		-	-	-	-
Concessions, brevets, droits similaires		4 065	2 125	1 940	316
Fonds commercial		329 989	6 902	323 087	324 237
Autres immobilisations incorporelles		72	-	72	-
Avances et acomptes immobilisations incorporelles		-	-	-	-
Immobilisations corporelles	1				
Terrains		3 240	618	2 622	2 402
Constructions		35 739	19 778	15 961	9 135
Installations techniques, matériel, outillage		84 397	61 867	22 530	16 730
Autres immobilisations corporelles		40 407	4 003	36 404	6 903
Immobilisations en cours		1 004	-	1 004	9 126
Avances et acomptes		-	-	0	9 705
Immobilisations financières	1, 3, 4				
Participations		1 134 034	257 837	876 197	850 287
Créances rattachées à des participations		89 501	68 097	21 404	17 371
Autres titres immobilisés		11 709	8 977	2 732	6 553
Prêts		67 642	883	66 759	31 344
Autres immobilisations financières		596	367	229	3 142
Total	I	1 802 395	431 454	1 370 941	1 375 266
Stocks et en-cours					
Matières premières, approvisionnements		2 873	132	2 741	2 136
En-cours de production de biens		-	-	-	-
En-cours de production de services		-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis		3 262	283	2 979	2 998
Marchandises		-	-	-	-
Avances, acomptes versés sur commandes		142	-	142	387
Créances	4				
Créances clients et comptes rattachés		35 267	4 094	31 173	35 233
Autres créances		167 022	31 055	135 967	144 143
Capital souscrit et appelé, non versé		-	-	-	-
Divers					
Valeurs mobilières de placement	5	103 871	652	103 219	36 880
Disponibilités		5 315	-	5 315	6 123
Comptes de régularisation					
Charges constatées d'avance		431	-	431	799
Total	II	318 183	36 216	281 967	332 514
Charges à répartir sur plusieurs exercices	III	3 363	-	3 363	3 924
Primes de remboursement des obligations	IV	-	-	-	-
Écarts de conversion actif	V	11 666	-	11 666	680
Total général	(I à V)	2 135 607	467 670	1 667 937	1 712 648

PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2002 Montant net	31/12/2001 Montant net	31/12/2000 Montant net
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 59 216 360 €)		59 216	50 651	50 643
Primes d'émission, de fusion, d'apport		307 378	219 639	219 490
Écarts de réévaluation		-	-	-
Réserve légale		8 616	8 616	8 616
Réserves statutaires ou contractuelles		-	-	-
Réserves réglementées		343 157	90 016	81 400
Autres réserves		-	-	-
Report à nouveau		84 683	190 600	152 954
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		135 976	191 543	90 574
Acompte sur dividende		(25 907)	(25 325)	(25 321)
Subventions d'investissement		-	-	-
Provisions réglementées		11 822	9 043	7 965
Total	I 6	924 941	734 783	586 321
Autres fonds propres				
Produits des émissions de titres participatifs			96 304	96 304
Total	II 7	0	96 304	96 304
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques		49 200	44 128	24 960
Provisions pour charges		4 567	4 317	3 914
Total	III 8	53 767	48 445	28 874
Dettes				
	4			
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	86 426
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		139 894	83 720	103 160
Emprunts et dettes financières divers		346	8 132	10 700
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		163	177	35
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		23 462	18 692	15 105
Dettes fiscales et sociales		13 063	48 121	44 115
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 113	10 221	4 726
Autres dettes		508 325	662 921	544 483
Comptes de régularisation				
Produits constatés d'avance		209	452	245
Total	IV	688 575	832 436	808 995
Écarts de conversion passif	V	654	680	60
Total général	(I à V)	1 667 937	1 712 648	1 520 554

Comptes sociaux

Compte de résultat

(en milliers d'euros)	France	2002 Exportation	Total	2001 Total	2000 Total
Ventes de marchandises	1	32 148	32 149	30 231	25 232
Production vendue de : – biens	14 080	54 259	68 339	62 135	98 515
– services	9 432	44 144	53 576	47 779	39 600
Chiffre d'affaires net (Note 10)	23 513	130 551	154 064	140 145	163 347
Production stockée			(286)	430	(1 869)
Production immobilisée			498	574	663
Subventions d'exploitation			342	949	768
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			2 444	1 436	1 033
Autres produits			289	361	602
Total des produits d'exploitation		I	157 351	143 895	164 544
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			29 253	27 793	19 162
Variation de stock (marchandises)			–	–	250
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			23 433	21 415	30 683
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(98)	(491)	2 434
Autres achats et charges externes			44 816	37 084	34 019
Impôts, taxes et versements assimilés			4 177	5 444	5 128
Salaires et traitements			29 632	29 484	30 143
Charges sociales			11 680	12 043	12 250
Dotations d'exploitation					
Sur immobilisations : – dotations aux amortissements			10 812	8 884	6 676
– dotations aux provisions			–	–	–
Sur actif circulant : dotations aux provisions			79	1 456	60
Pour risques et charges : dotations aux provisions			80	122	110
Autres charges			1 350	395	423
Total des charges d'exploitation		II	155 214	143 629	141 338
1. Résultat d'exploitation		(I - II)	2 137	266	23 206
Opérations en commun					
Bénéfice attribué ou perte transférée		III	119	–	–
Perte supportée ou bénéfice transféré		IV		34	195

(en milliers d'euros)		2002 Total	2001 Total	2000 Total
Produits financiers				
Produits financiers de participations		50 660	132 715	76 408
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		6 334	6 109	4 525
Autres intérêts et produits assimilés		9 389	16 152	20 667
Reprises sur provisions et transferts de charges		17 470	18 408	5 847
Différences positives de change		4 394	2 800	8 695
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		292	298	820
Total des produits financiers	V	88 539	176 482	116 962
Dotations financières aux amortissements et provisions		15 967	27 081	42 849
Intérêts et charges assimilés		31 984	56 478	49 278
Différences négatives de change		3 164	2 445	6 611
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		1	2	-
Total des charges financières	VI	51 116	86 006	98 738
2. Résultat financier (Note 11)	(V - VI)	37 423	90 476	18 224
3. Résultat courant avant impôts	(I - II + III - IV + V - VI)	39 679	90 707	41 235
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		19	11	7 024
Produits exceptionnels sur opérations en capital		143 615	306 293	222 107
Reprises sur provisions et transferts de charges		27 311	40 728	14 421
Total des produits exceptionnels	VII	170 945	347 032	243 552
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		2 788	36 988	93 391
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		61 003	93 700	55 167
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		17 970	51 017	15 718
Total des charges exceptionnelles	VIII	81 761	181 705	164 276
4. Résultat exceptionnel (Note 12)	(VII - VIII)	89 184	165 327	79 276
Participation et intéressement	IX	116	81	1 601
Impôts sur les bénéfices (Note 13)	X	(7 230)	64 411	28 336
Total des produits	(I + III + V + VII)	416 954	667 409	525 058
Total des charges	(II + IV + VI + VIII + IX + X)	280 978	475 866	434 484
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)		135 976	191 543	90 574

Comptes sociaux

Capacité d'autofinancement

(en milliers d'euros)	2002 Exercice	2001 Exercice
Excédent brut d'exploitation	11 724	9 327
Transfert de charges d'exploitation	1 853	1 120
Autres produits d'exploitation	289	361
Autres charges d'exploitation	(1 350)	(395)
Quote-part de résultat/opérations en commun	119	(34)
Produits financiers	88 539	168 599
Reprises provisions financières	(17 470)	(17 769)
Charges financières	(51 116)	(78 125)
Dotations aux provisions financières	15 967	27 082
Produits exceptionnels	170 945	347 032
Produits de cession d'éléments d'actif	(139 792)	(303 655)
Subventions d'investissement rapportées au résultat	-	-
Reprises/provisions exceptionnelles	(27 312)	(40 728)
Charges exceptionnelles	(81 761)	(181 706)
Valeur comptable des immobilisations cédées	58 414	84 387
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	17 970	51 017
Participation et intéressement des salariés	(116)	(81)
Impôts sur les bénéfices	7 230	(64 411)
Capacité d'autofinancement	54 133	2 021
Résultat net comptable	135 976	191 543
Dotations aux amortissements et provisions	44 907	88 560
Reprises sur amortissements et provisions	(45 372)	(58 813)
Résultat sur cession d'éléments d'actif	(81 378)	(219 269)
Subventions d'investissement rapportées au résultat	-	-
Capacité d'autofinancement	54 133	2 021

Tableau des emplois et des ressources

Calcul de la variation du fonds de roulement net global

(en milliers d'euros)		2002 Exercice	2001 Exercice
Ressources durables			
Capacité d'autofinancement de l'exercice		54 133	2 021
Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé :			
Cessions d'immobilisations :			
– immobilisations incorporelles (prix de vente)		–	–
– immobilisations corporelles (prix de vente)		29 382	8 957
– titres ^(a)		78 612	294 699
– autres immobilisations financières		22 271	45 549
– apports		–	–
Augmentation des capitaux propres :			
– augmentation de capital ou apports		–	–
– augmentation des autres postes		–	–
Augmentation des dettes financières (à MLT)		44 763	618
Total des ressources	(I)	229 161	351 844
Emplois stables			
Distributions de dividendes ^(b)		44 901	44 316
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :			
– immobilisations incorporelles		541	2 490
– immobilisations corporelles		31 157	44 425
– immobilisations financières		33 346	108 706
– apports		–	–
Augmentation des créances rattachées aux participations		16 710	20 442
Augmentation des prêts et autres immobilisations financières		–	41 480
Charges à répartir sur plusieurs exercices		750	639
Remboursement des dettes financières		53	107 870
Total des emplois	(II)	127 458	370 368
Variation du fonds de roulement net global			
Ressource nette	(I - II)	101 703	–
Emploi net	(II-I)	–	18 524

(a) Dont cession titres Tobaccor 293 532 en 2001 et 72 000 en 2002.

(b) Dont acompte sur dividende 25 325 en 2001 et 25 907 en 2002.

Comptes sociaux

Annexe aux comptes sociaux

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Bolloré S.A. a cédé en 2001 75 % de la société Tobaccor, société holding de son activité Tabac, au groupe britannique Imperial Tobacco. En 2002, elle a cédé 50 % des titres restants pour 72 millions d'euros, la plus-value sociale avant impôts est de 59,6 millions d'euros. Dans le cadre de la politique de simplification des structures juridiques du sous-groupe Rivaud conduite par le groupe Bolloré, la Compagnie du Cambodge a absorbé la Compagnie des Caoutchoucs de Padang et la Société Financière des Terres Rouges le 30 juillet 2002, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2002.

Par cette opération Bolloré S.A. a reçu 30 818 actions de la Compagnie du Cambodge en échange des 12 194 actions de la Compagnie des Caoutchoucs de Padang et des 148 326 actions de la Société Financière des Terres Rouges qu'elle détenait précédemment. La plus-value d'échange réalisée, en sursis d'imposition, s'élève à 31 798 milliers d'euros. Au 31 décembre 2002, Bolloré S.A. détient 5,50 % de la Compagnie du Cambodge.

MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis suivant les principes, normes et méthodes comptables découlant du plan comptable général de 1999 conformément au règlement 99-03 du CRC.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La première application du règlement 2000-06, relatif aux passifs, du CRC à compter du 1^{er} janvier 2002 n'a pas d'incidence significative sur les comptes sociaux.

1. Valeurs immobilisées

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, à leur valeur d'apport ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

L'écart entre l'amortissement fiscal et l'amortissement linéaire est porté au compte d'amortissements dérogatoires au passif du bilan.

1.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La fusion Bolloré Technologies - Scac Delmas Vieljeux - SDV ayant été effectuée sur la base des valeurs comptables, l'écart entre la valeur comptable des titres SDV chez Bolloré et la quote-part d'actif comptable (non réévaluée) correspondante fait apparaître un mali technique de fusion.

Ce mali technique n'étant représentatif ni de pertes ni de distributions exceptionnelles des filiales absorbées, mais correspondant à la valeur intrinsèque des actifs apportés et aux écarts d'acquisition comptabilisés dans

les comptes consolidés de l'absorbante, il a été inscrit en immobilisations incorporelles pour une valeur de 315 millions d'euros.

Cet actif incorporel fait l'objet d'un test d'évaluation et de dépréciation annuel, en fonction de la valeur des actifs sous-jacents, ceux-ci étant cohérents avec les survaleurs, et les affectations d'écarts de première consolidation effectuées lors des consolidations des exercices passés.

D'autre part, le mali technique existant précédemment chez Scac Delmas Vieljeux - SDV pour un montant de 14 millions d'euros, dégagé en 1991 lors de l'absorption de Scac, a été repris chez Bolloré en conservant la même méthode de dépréciation. N'étant pas représentatif d'une diminution de la valeur intrinsèque de la société absorbée, il est inscrit en immobilisations incorporelles et amorti sur 25 ans. Cet amortissement est comptabilisé en résultat exceptionnel.

1.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les principales durées de vie retenues pour les acquisitions de biens neufs sont les suivantes :

Constructions	de 15 à 40 ans
Agencements et installations	de 5 à 15 ans
Matériels industriels	de 4 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

1.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les titres de participation sont inscrits pour leur coût d'acquisition ou leur valeur d'apport.

À la fin de l'exercice, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'entrée dans le patrimoine.

La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net comptable réévalué, de la rentabilité, des perspectives d'avenir et de la valeur d'utilité de la participation. L'estimation de la valeur d'inventaire peut donc justifier le maintien d'une valeur nette supérieure à la quote-part d'actif net comptable.

Les créances immobilisées sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Des provisions sont constituées sur les autres titres immobilisés si leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur au bilan.

2. Stocks

Les matières premières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le cas échéant, elles sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte de leur valeur actuelle.

La valeur des produits en cours et finis inclut le coût des matières et fournitures mises en œuvre, les frais directs de production, les frais indirects d'usine et d'ateliers, ainsi que les amortissements économiques. Les charges fixes sont imputées en fonction de l'activité normale.

Une décote est appliquée aux fabrications anciennes sans pour autant abaisser la valeur nette en dessous de la valeur de récupération.

3. Créances et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. Opérations en devises

Les créances et les dettes libellées dans les devises en dehors de la zone euro figurent au bilan pour leur contre-valeur aux cours de fin d'exercice. Les pertes et les gains latents sont enregistrés dans les comptes d'écarts de conversion. Les pertes latentes correspondant aux écarts de conversion actif font l'objet d'une provision pour risques.

5. Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont dotées selon les règles fiscales en vigueur. Elles comprennent les amortissements dérogatoires, les provisions pour hausse de prix et pour implantation à l'étranger.

6. Provision pour pensions et retraites

Les obligations concernant les pensions complémentaires à verser au personnel retraité sont constatées sous forme de provision. Elles sont évaluées selon la méthode PUC (Projected Unit Credit) en retenant un taux d'actualisation financière brut de 4 %.

7. Indemnités de départ en retraite ou pensions

Les indemnités légales ou conventionnelles de départ en retraite ou pensions complémentaires relatives au personnel en activité figurent en engagements hors bilan.

Le montant de l'engagement est évalué selon la méthode PUC (Projected Unit Credit) en utilisant un taux d'actualisation financière brut de 4 %, une évolution réelle des salaires de 0,4 % (évolution nominale des salaires : 2,1%, inflation : 1,7 %).

Il n'existe pas d'engagements spécifiques en faveur des organes d'administration ou de direction.

8. Informations sur les nouveaux instruments financiers

Les nouveaux instruments financiers sont utilisés exclusivement pour couvrir les risques de taux induits par la gestion du portefeuille obligataire et de la dette, ainsi que les risques de change. Dans ce cadre, seules des couvertures de type ferme (swap de taux, FRA, achats ou ventes de devises au comptant ou à terme) sont utilisées.

Un comité stratégique est chargé de définir les procédures, la stratégie, ainsi que les limites, les marchés et les instruments contreparties pour l'année.

COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE

Les achats à terme de dollars américains auprès des établissements bancaires s'élèvent, à la clôture de l'exercice, à 10 millions d'euros et les ventes à terme de dollars américains à 22 millions d'euros.

COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX

Sur un total de dette de 140 millions d'euros au 31 décembre 2002 (contre 92 en 2001), la dette à taux variable comprend au 31 décembre 2002 un montant de 117 millions d'euros qui n'a fait l'objet d'aucune couverture de taux au titre de l'exercice 2002.

Diverses obligations maritimes en dollars américains de Delmas ont fait l'objet chez Bolloré S.A. de swaps de taux (taux fixe à taux variable) pour un montant total d'environ 152 millions de dollars :

- 4 swaps d'une durée de 8 ans (2002-2010) amortissables de 24,9 millions de dollars américains à 6,2 millions de dollars américains (taux fixe 4,65 % à taux variable Libor 6 mois + 1 %) ;
- 3 swaps d'une durée de 8 ans (2002-2010) amortissables de 17,4 millions de dollars américains à 9 millions de dollars américains (taux fixes respectivement de 6,5825 %, 6,135 % et 4,68 % à taux variable Libor 6 mois + 1 %).

9. Intégration fiscale

La Société a créé un groupe d'intégration fiscale. La charge d'impôt est supportée par chaque société comme en l'absence d'intégration. Les économies d'impôt sont appréhendées par la société mère.

L'impact de la charge d'impôt sur l'exercice 2002 est le suivant :

- le produit d'intégration représente 22 003 milliers d'euros (contre 9 269 milliers d'euros en 2001) ;
- la charge d'impôt du groupe fiscal est de 12 454 milliers d'euros (contre 73 691 milliers d'euros en 2001).

Comptes sociaux

Notes sur le bilan

NOTE 1 - ACTIF IMMOBILISÉ ET AMORTISSEMENTS

Montants bruts

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2001	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2002
Immobilisations incorporelles	334 003	551	(429)	334 125
Immobilisations corporelles	173 247	31 163	(39 622)	164 788
Immobilisations financières	1 308 799	51 334	(56 651)	1 303 482
Total	1 816 049	83 048	(96 702)	1 802 395

Amortissements économiques

(en milliers d'euros)	Amortissements cumulés au 31/12/2001	Dotations linéaires	Dotations exceptionnelles	Diminutions	Amortissements cumulés au 31/12/2002
Immobilisations incorporelles	8 038	839	575	(426)	9 026
Immobilisations corporelles	88 095	8 906	194	(11 108)	86 087
Total	96 133	9 745	769	(11 534)	95 113

NOTE 2 - INFORMATIONS EN MATIÈRE DE CRÉDIT-BAIL

Redevances payées et amortissements théoriques

(en milliers d'euros)	Valeur d'origine	Redevances payées		Dotations théoriques aux amortissements	
		Exercice	Cumulées	Exercice	Cumulées
Autres immobilisations corporelles	143	29	161	27	143
Total	143	29	161	27	143

Redevances restant à payer

Néant.

NOTE 3 - IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participations

Les principales augmentations du poste Titres de participations sont dues à l'acquisition ou à la souscription aux augmentations de capital des sociétés :

- Bolloré Production : pour 10 millions d'euros
- Bolloré Média : pour 10 millions d'euros
- Papeterie des Vosges : pour 6 millions d'euros
- Secaf : pour 5 millions d'euros

Les diminutions proviennent essentiellement de la cession de 12,5 % des titres Tobaccor pour 12 millions d'euros et à la liquidation de Bolloré Italie pour 10 millions d'euros.

Prêts

Dans le cadre de la construction de neuf navires destinés aux lignes de la division Maritime, neuf prêts participatifs ont été accordés aux sociétés hors groupe propriétaires des navires pour un montant total de 62,3 millions de dollars américains. Ces prêts sont libérés au fur et à mesure de l'avancement des constructions et sont rémunérés au taux annuel de 2 %. Ils figurent au bilan pour 55 millions d'euros. Ils sont réévalués à chaque clôture en fonction du cours de clôture du dollar.

NOTE 4 - ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

État des créances

(en milliers d'euros)	Montant brut	À moins d'un an	À plus d'un an	Dont entreprises liées
Actif immobilisé				
Créances rattachées aux participations	89 501	11 665	77 836	89 432
Prêts	67 642	2 654	64 988	965
Autres immobilisations financières	596	–	596	–
Actif circulant				
Créances clients	35 267	34 264	1 003	16 536
Autres créances	167 022	140 036	26 986	151 927
Total	360 028	188 619	171 409	258 860

Comptes sociaux

Notes sur le bilan

État des dettes

(en milliers d'euros)	Montant brut	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	Dont entreprises liées
Dettes financières					
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	138 894	120 911	17 602	381	-
Emprunts et dettes divers	346	84	262	-	-
Dettes d'exploitation					
Avances et acomptes reçus	163	163	-	-	-
Dettes fournisseurs	23 462	23 462	-	-	3 699
Dettes fiscales et sociales	13 063	13 063	-	-	-
Comptes courants	504 684	504 684	-	-	504 684
Autres dettes	3 641	3 641	-	-	1 109
Dettes diverses					
Dettes sur immobilisations	3 113	3 113	-	-	6
Total	687 366	669 121	17 864	381	509 498

La Société assure une gestion centralisée de la trésorerie de ses filiales. L'évolution de l'endettement net est la suivante :

(en milliers d'euros)	au 31/12/2002	au 31/12/2001
Emprunts auprès des établissements de crédit	139 609	83 720
Autres emprunts et dettes financières diverses	892	8 132
Comptes courants créditeurs	504 684	656 877
Créances rattachées aux participations	(21 404)	(28 523)
Prêts	(66 759)	(68 072)
Comptes courants débiteurs	(78 058)	(201 667)
Disponibilités	(5 315)	(3 359)
Valeurs mobilières de placement	(103 219)	(66 961)
Total	370 430	380 147

NOTE 5 - VALEUR ESTIMATIVE DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Valeur nette	Valeur estimative
Titres non cotés	1 878	1 348	1 348
Titres cotés (au cours moyen de Bourse de décembre 2002)	101 993	101 871	125 741
Total	103 871	103 219	127 089

NOTE 6 - CAPITAUX PROPRES ET VARIATION DE LA SITUATION NETTE

(en milliers d'euros)	Capital social ⁽¹⁾	Primes	Réserve légale	Réserves réglementées	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Acompte sur dividende	Subventions	Provisions réglementées	Total
Capitaux propres au 01/01/2002	50 651	219 639	8 616	90 016	190 600	191 543	(25 325)	-	9 043	734 783
Variations dues à des modifications de structure										
- levées d'option	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- conversion d'obligations	8 565	87 739	-	-	-	-	-	-	-	96 304
Variations hors opérations de structure										
- affectation du résultat 2001	-	-	-	253 141	(105 917)	(191 543)	25 325	-	-	(18 994)
- acompte sur dividendes 2002	-	-	-	-	-	-	(25 907)	-	-	(25 907)
- variation des subventions et des provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	-	2 779	2 779
- résultat de l'exercice 2002	-	-	-	-	-	135 976	-	-	-	135 976
- capitaux propres au 31/12/2002 avant affectation	59 216	307 378	8 616	343 157	84 683	135 976	(25 907)	0	11 822	924 941

(1) Le capital est divisé en 7 402 045 actions de 8 € de nominal. Les actions inscrites au nominatif depuis plus de 4 ans bénéficient d'un droit de vote double.

NOTE 7 - OBLIGATIONS REMBOURSABLES EN ACTIONS

Dans le cadre de l'Offre publique d'échange (OPE) lancée par Bolloré Technologies du 9 septembre au 27 septembre 1996, qui offrait la possibilité aux actionnaires de Scac Delmas Vieljeux (SDV) d'échanger leurs actions contre des Obligations remboursables en actions (ORA) Bolloré Technologies, il a été créé 535 350 ORA d'un nominal de 180 euros, représentant un montant total de 96 304 milliers d'euros.

Cette OPE était une offre conjointe et alternative à une Offre publique simplifiée d'achat (OPA) au prix de 168 euros par

action SDV payable en deux fois, soit 84 euros en septembre 1996 et 84 euros le 18 janvier 1998.

Conformément à l'avis de l'Ordre des experts-comptables n° 28 d'octobre 1994, les ORA étaient classées en autres fonds propres. Chaque obligation remise en échange des actions apportées dans l'OPE a été remboursée le 1^{er} janvier 2002 en deux actions Bolloré par la création de 1 070 700 actions d'un nominal de 8 euros et la constatation d'une prime d'émission de 87 739 milliers d'euros.

Comptes sociaux

Notes sur le bilan

NOTE 8 - ÉTAT DES PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Montant au 31/12/2001	Dotations	Utilisations	Reprises	Solde au 31/12/2002
Provisions réglementées	9 043	5 209	-	(2 430)	11 822
- provision pour hausse de prix	117	11	-	-	128
- amortissements dérogatoires	8 379	5 198	-	(2 156)	11 421
- provision pour implantation à l'étranger	547	-	-	(274)	273
Provisions pour risques et charges	48 445	20 215	(1 448)	(13 445)	53 767
- provision pour restructurations	1 276	60	(1 230)	(46)	60
- provision pour perte de change	1 189	11 665	-	(1 189)	11 665
- provision pour retraites	2 358	-	-	(778)	1 580
- provision pour litiges	12 833	-	-	(5 447)	7 386
- provision risques filiales	10 345	4 895	-	(5 074)	10 166
- provision pour amendes	17 010	-	-	-	17 010
- provision pour impôts	-	2 737	-	-	2 737
- autres provisions	3 434	858	(218)	(911)	3 163
Provisions pour dépréciation	389 967	10 639	-	(28 049)	372 557
- immobilisations corporelles	179	-	-	-	179
- immobilisations financières	344 470	7 971	-	(16 279)	336 162
- stocks et en-cours	555	36	-	(176)	415
- clients	4 575	168	-	(649)	4 094
- autres créances	39 517	2 464	-	(10 926)	31 055
- valeurs de placement et divers	671	-	-	(19)	652
Total	447 455	36 063	(1 448)	(43 924)	438 146

NOTE 9 - ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN (HORS CRÉDIT-BAIL)

(en milliers d'euros)	2002	2001
Engagements donnés		
Cautions solidaires	1 396	5 696
Contreparties douanes et Trésor public	15 254	16 200
Autres cautions	75 233	48 549
Engagements reçus		
Avals et cautions	64	150
Lignes de crédit bancaire non utilisées ⁽¹⁾	218 812	221 356
Engagements réciproques et exceptionnels		
– ventes de devises à terme	25 286	25 905
– achats de devises à terme	12 998	15 445
– immobilisations corporelles	401	24 703
– effets escomptés non échus	949	821
– créances mobilisées	4 574	4 571
– dont avec recours	4 116	685
Engagements de retraite	3 992	4 029

(1) Dont utilisation conjointe par Bolloré et/ou Bolloré Investissement : 75 122 milliers d'euros contre 60 979 milliers en 2001.

Comptes sociaux

Notes sur le compte de résultat

NOTE 10 - VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR CENTRE D'ACTIVITÉ

(en milliers d'euros)	2002	2001
Usines de Bretagne	70 633	66 162
Négoce international de bois (OIT)	19 791	26 628
Prestations diverses du siège	63 640	47 355
Total	154 064	140 145
Par zone géographique		
(en %)	2002	2001
France	35,2	39,8
Europe	25,1	26,7
Amériques	22,9	21,9
Afrique	2,2	2,7
Autres	14,6	8,9
Total	100,0	100,0

NOTE 11 - RÉSULTAT FINANCIER

La diminution du résultat financier est due principalement à la constatation en 2001 d'une quote-part de résultat de 86 millions d'euros réalisée par la Financière du Loch (détenue à 32,56 % par Bolloré) lors de la cession de titres Rue Impériale de Lyon, contre 2 millions d'euros en 2002.

NOTE 12 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)	2002	2001
Dotations exceptionnelles sur immobilisations	(769)	(700)
Dotations nettes aux provisions réglementées	(2 778)	(1 078)
Résultat sur la cession des titres Tobaccor	59 620	219 251
Autres résultats sur cessions d'actifs	(10 045)	21
Abandon de créances Bolloré Inc.	–	(3 517)
Résultat sur échanges titres (fusion SFTR/Padang/Cambodge)	31 798	–
Retour à meilleure fortune Delmas	3 565	2 334
Restructurations	(98)	(1 690)
Dotations nettes de provisions sur filiales	5 345	(17 940)
Dotations aux provisions pour amendes	–	(16 010)
Risques divers et litiges	–	636
Indemnités de retraites versées	(820)	(842)
Honoraires exceptionnels	(160)	(9 297)
Divers	3 526	(5 841)
Total	89 184	165 327

NOTE 13 - VENTILATION DE L'IMPÔT ENTRE LE RÉSULTAT COURANT ET LE RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant	39 679	–	39 679
Exceptionnel	89 184	157	89 027
Total	128 863	157	128 706

Le tableau présente la ventilation relative à l'impôt de Bolloré S.A. hors effet de l'intégration fiscale. Le produit net d'impôt au compte de résultat est de 7 230 milliers d'euros.

Comptes sociaux

Notes sur le compte de résultat

NOTE 14 - EFFECTIFS MOYENS

	2002	2001
Cadres	149	164
Agents de maîtrise et techniciens	158	163
Employés et ouvriers	348	353
Total	655	680

NOTE 15 - RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

(en milliers d'euros)	2002	2001
Jetons de présence	134	139
Autres rémunérations	1 249	840

Les montants indiqués ci-dessus sont ceux versés au cours de l'exercice par la Société aux membres du Conseil d'administration et aux mandataires sociaux.

NOTE 16 - INCIDENCE DES ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES

(en milliers d'euros)	2002	2001
Résultat de l'exercice	135 976	191 543
Impôts sur les bénéfices	(7 230)	64 411
Résultat avant impôts	128 746	255 954
Variation des provisions réglementées	2 778	1 069
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires	131 524	257 023

NOTE 17 - ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS

Nature des différences temporaires

(en milliers d'euros)

	2002	2001
A. Accroissement de la dette future d'impôts		
Amortissements dérogatoires	11 420	8 739
Subventions d'investissement		
Provision pour hausse des prix	128	117
Provision pour implantation à l'étranger	273	547
Charges à répartir, écart de conversion actif, marchés financiers	15 230	5 383
Base totale	27 051	14 426
Accroissement de la dette future d'impôts	9 288	5 097
B. Allègement de la dette future d'impôts		
Congés payés, contribution sociale de solidarité, provisions non déductibles	22 940	13 308
Écart de conversion passif, produits taxés d'avance	653	680
Base totale	23 593	13 988
Allègement de la dette future d'impôts	8 100	4 942

NOTE 18 - RENSEIGNEMENTS DIVERS

Les comptes de la Société sont intégrés globalement dans la consolidation du groupe Bolloré Investissement.

Comptes sociaux

Filiales et participations

	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenue en %	Valeur brute
<i>(en milliers d'euros)</i>				
FILIALES DÉTENUES À PLUS DE 50 %				
Alcafi	2 723	7 826	100,00	14 504
BatScap	15 288	(5 753)	60,00	9 172
Bolloré Énergie	18 545	18 848	99,30	75 594
Bolloré Inc.	1 982	(3 419)	100,00	7 477
Bolloré Média	10 000	11	100,00	10 000
Bolloré Production	10 000	(73)	99,98	9 997
Bolloré Shanghai Dielectric Materials Co Ltd.	5 115	(1 861)	100,00	5 209
Charbonnière-LCA	360	12 136	52,66	9 180
Compagnie de Suresnes	457	931	80,16	1 299
Compagnie Saint-Gabriel	15 787	(2 142)	100,00	16 045
Compagnie Fin. Dewulf Cailleret (Cofidec)	348	14 456	98,98	13 762
Cogema	785	1 942	99,95	6 346
Compagnie Marocaine d'Agences Maritimes (Comarine)	218	605	50,16	1 124
Delmas	15 000	7 898	100,00	347 272
Delmas La Rochelle	660	(1 041)	99,98	671
Exaf	11	24 443	99,71	14 694
Financière de Cezembre	1 200	3 791	96,25	4 668
Hombard Publishing	50	(55 812)	100,00	7 768
IMA Londres	846	(556)	100,00	3 908
Immobilière Mount Vernon	5 850	1 326	100,00	9 617
IRIS Immobilier	37 538	1 066	100,00	38 150
MP 42	40	307	98,96	8 588
Papeterie des Vosges	6 040	(865)	99,97	6 038
Papeteries du Léman - PDL	39 607	3 042	100,00	41 465
Samp	627	8 357	84,30	6 436
Satram Huiles	1 033	2 163	68,82	3 260
SDV Bénin	1 054	32	92,50	1 039
SDV Burkina Faso	795	766	88,30	978
SDV Cameroun	2 023	10 752	74,96	3 641
SDV Centrafrique	2 561	(3 483)	99,99	2 287

* Provisions sur prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés.

** Données relatives à l'arrêté du 30 septembre 1995.

Provisions	Valeur nette	Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations
-	14 504	11 855	-	-	(466)	-	
-	9 172	-	-	231	(5 730)	-	
-	75 594	22 377	1 280	723 766	5 507	-	
7 477	0	-	-	23 000	(335)	-	
-	10 000	-	-	-	11	-	
-	9 997	-	-	-	(72)	-	
-	5 209	-	-	4 458	(427)	-	
2 060	7 120	-	-	14 502	236	-	
185	1 114	-	-	-	23	22	
816	15 229	23 094	-	-	(1 583)	-	
-	13 762	-	-	1	1 689	-	
3 622	2 724	-	-	7 184	(636)	-	
801	323	-	-	5 028	305	30	
173 874	173 398	-	5 781	623 410	0	-	
671	0	-	-	9 984	(341)	-	
-	14 694	-	-	99 846	24 434	-	
-	4 668	-	-	-	102	-	
7 768	0	55 756	-	-	(3 248)	-	* 55 756
3 402	506	-	-	211	(546)	138	
-	9 617	-	-	364	21	975	
-	38 150	-	-	8 181	375	601	
8 250	338	-	-	-	(1)	-	
-	6 038	531	-	-	(867)	-	
-	41 465	-	-	84 065	2 359	-	
-	6 436	-	-	701	1 580	-	
-	3 260	4 613	-	1 902	160	-	
-	1 039	-	-	6 659	13	-	
-	978	-	-	8 561	(45)	51	
-	3 641	-	-	60 235	2 457	1 223	
2 287	0	-	-	700	519	-	

Comptes sociaux

Filiales et participations (suite)

	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenue en %	Valeur brute
<i>(en milliers d'euros)</i>				
FILIALES DÉTENUES À PLUS DE 50 %				
SDV Congo	942	2 505	80,90	914
SDV Côte-d'Ivoire	7 454	16 341	79,09	17 835
SDV Gabon	6 883	3 104	96,60	5 409
SDV Holdings UK	583	(413)	100,00	8 642
SDV Logistique Internationale	82 389	19 306	97,64	96 715
SDV Logistiques Canada	1 178	5 242	99,59	791
SDV Madagascar	816	569	99,99	2 710
SDV Niger	213	568	99,92	838
SDV Sénégal	2 621	15 368	83,11	7 255
SDV Transami NV	11 500	5 397	100,00	22 039
SDV Voyages	41	(75)	99,93	663
SIBAF Cameroun	1 524	(2 303)	99,92	3 342
Socopao Cameroun	1 311	506	83,14	2 938
Socopao Gabon	183	(111)	89,98	868
Socopao S.A.	40	(3 371)	99,99	1 281
Sté Financière d'Afrique de l'Ouest	7 094	1 770	100,00	24 971
Tema Container Terminal Limited	3 377	(177)	100,00	4 659
Total	-	-	-	882 059

PARTICIPATIONS DÉTENUES ENTRE 10 ET 50 %

Afrique Initiatives	1 960	(1 543)	30,42	800
Bruges Conteneurs (SCI)	2 394	128	49,04	1 174
Cotrafi	1 920	36 135	34,00	9 071
Delmas Kenya Ltd	1 113	(163)	49,77	937
Financière du Loch	236 940	6 450	32,56	77 171
Financière V	69 724	15 451	10,25	10 782
Republic Technologies International – RTI	22 210	(1 185)	19,00	4 220
SDV Transami Kenya Ltd	1 079	11 100	25,53	3 811
Secaf	174	13 993	35,69	6 381

* Provisions sur prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés.

** Données relatives à l'arrêté du 30 septembre 1995.

*** Données relatives à l'arrêté du 31 décembre 2001.

Provisions	Valeur nette	Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations
0	914	-	996	51 058	1 620	-	
773	17 062	-	-	106 693	1 862	715	
-	5 409	-	-	30 966	1 777	-	
8 471	171	-	-	-	0	-	
-	96 715	-	-	785 200	8 932	7 023	
-	791	-	-	28 478	940	-	
-	2 710	-	-	7 061	(1 091)	-	
40	798	-	-	3 511	47	31	
-	7 255	-	-	61 844	5 319	2 556	
3 589	18 450	7 622	-	31 587	313	1 523	
635	28	-	457	503	(63)	-	
3 342	0	-	-	12 347	1 576	-	
1 757	1 181	-	-	1 241	584	200	
868	0	-	-	1 013	329	-	
1 281	0	550	-	-	(2 093)	-	
15 237	9 734	6 742	-	-	(837)	-	
-	4 659	-	-	1 692	(87)	-	
247 206	634 853	-	-	-	-	-	
800	0	-	-	-	0	-	***
-	1 174	-	-	486	128	-	
-	9 071	-	-	-	4 291	75	
478	459	-	-	475	158	-	
-	77 171	-	-	-	6 374	-	
-	10 782	-	-	-	19	-	
-	4 220	7 780	-	-	0	-	
397	3 414	-	-	-	1 302	141	
-	6 381	-	6 381	1 009	(532)	-	

Comptes sociaux

Filiales et participations (suite)

	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenue en %	Valeur brute
<i>(en milliers d'euros)</i>				
PARTICIPATIONS DÉTENUES ENTRE 10 ET 50 %				
Sivomar	1 628	(321)	34,55	4 648
SMTC	2 439	628	50,00	1 219
Socfinal	24 920	22 338	16,90	3 008
Socfinasia	25 063	265 030	17,04	6 230
Sofibol	131 825	38 396	35,93	81 843
Sogetra	1 193	1 971	49,94	1 465
Someport- Walon	1 249	3 624	37,49	1 906
Sté Maritime de Courtage	-	-	40,00	2 287
Tobaccor	17 861	(21 852)	14,27	12 371
Total	-	-	-	229 324

Renseignements globaux sur les titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital

FILIALES DE PLUS DE 50 %

Filiales françaises	1 999
Filiales étrangères	4 654

PARTICIPATIONS DE 10 À 50 %

Participations françaises	0
Participations étrangères	1 326

Titres des sociétés détenues à moins de 10 % **14 672**

Total **1 134 034**

* Provisions sur prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés.
 ** Données relatives à l'arrêté du 30 septembre 1995.

Provisions	Valeur nette	Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations
4 648	0	-	-	28 868	(2 608)	-	**
-	1 219	-	-	6 373	349	225	
-	3 008	-	-	-	595	30	
-	6 230	-	-	-	5 360	85	
-	81 843	-	-	-	1 506	-	
-	1 465	-	-	53 913	544	160	
110	1 796	-	-	-	134	-	
2 287	0	-	-	-	-	-	
-	12 371	-	-	2 247	- 22 791	-	
8 720	220 604	-	-	-	-	-	
145	1 854	19 675	0	-	-	124	
1 527	3 127	3 312	0	-	-	4 558	
0	0	-	-	-	-	-	
193	1 133	0	0	-	-	761	
46	14 626	0	0	-	-	859	
257 837	876 197						

Comptes sociaux

RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications

	1998	1999	2000	2001	2002
I - Situation financière en fin d'exercice					
Capital social ⁽¹⁾	46 259	50 643	50 643	50 651	59 216
Nombre d'actions émises	6 068 828	6 330 345	6 330 345	6 331 345	7 402 045
Nombre maximal d'actions à créer	-	-	-	-	-
- par conversion d'obligations	267 984	-	-	-	-
- par exercice des droits de souscription	82 103	164 000	162 000	327 500	324 500
II - Résultat global des opérations effectives					
(en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	165 549	162 087	163 347	140 145	154 064
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	109 339	89 685	163 461	285 701	128 283
Impôts sur les bénéfices ⁽²⁾	(19 566)	(7 527)	28 336	64 411	(7 230)
Participation et intéressement des salariés	843	411	1 601	81	116
Bénéfice après impôts et charges calculées	119 402	79 795	90 574	191 543	135 976
Montant des bénéfices distribués	25 004	26 081	44 312	44 319	33 309
III - Résultat des opérations réduit					
à une seule action (en euros)					
Bénéfice avant impôts et charges calculées	18,02	14,17	25,80	45,12	17,33
Bénéfice après impôts et charges calculées	19,68	12,61	14,31	30,25	18,37
Dividende net	4,12	4,12	7,00	7,00	4,50
IV - Personnel					
Effectif moyen salarié	850	869	774	680	655
Montant de la masse salariale de l'exercice ⁽¹⁾	29 514	30 477	30 143	29 484	29 632
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales) ⁽¹⁾	12 637	12 317	12 250	12 043	11 680

(1) En milliers d'euros.

(2) Entre parenthèses : produit d'impôt.

Rapport général des Commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2002

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2002, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Bolloré, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du

résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la mention faite dans les principes généraux de l'annexe qui expose le changement comptable résultant de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2002, du règlement CRC n° 2000-06 relatif au passif.

2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 4 avril 2003

Les Commissaires aux comptes

CONSTANTIN ASSOCIÉS

Jean-François SERVAL Jean-Paul SÉGURET

Gérard HARMAND

Comptes sociaux

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2002

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Avec la société Bolloré Investissement

Compte tenu de l'utilisation par les équipes de Bolloré S.A. de logiciels, propriété de Bolloré Investissement, relatifs aux activités de consolidation, de comptabilité, de reporting et d'intégration fiscale, ainsi que d'un nouveau logiciel de bases de données juridiques acquis par Bolloré Investissement au cours de l'année 2002, Bolloré Investissement a refacturé à Bolloré, au titre de l'exercice 2002, 230 000 euros hors taxes.

Administrateurs intéressés :

- Vincent Bolloré,
- Antoine Bernheim,
- Édouard de Ribes,
- Olivier Roussel,
- Bolloré Participations, représentée par Cédric de Bailliencourt,
- Financière V, représentée par Marc Bebon.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'administration du 3 octobre 2002.

2. Avec la société Secaf

Votre Conseil d'administration du 4 avril 2002 a autorisé le reclassement des 3,34 % des titres Secaf détenus par SDV Côte-d'Ivoire au sein de Bolloré sur la base du prix de souscription, retenu dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire de la société Secaf, décidée par l'Assemblée générale extraordinaire du 21 décembre 2001, soit un montant de 596 899,75 euros.

Administrateur intéressé :

- Bolloré Participations, représentée par Cédric de Bailliencourt.

Cette cession a été autorisée par votre Conseil d'administration du 4 avril 2002.

3. Avec la société Delmas

Votre Conseil d'administration du 4 avril 2002 a autorisé la signature d'un avenant interprétatif à la convention d'abandon de créance de Bolloré au profit de la société Delmas assortie d'une clause de retour à meilleure fortune du 16 octobre 2000.

Cet avenant précise les conditions de déclenchement de la clause de retour à meilleure fortune, celle-ci ne devant pas aboutir à ce que le résultat net social de Delmas devienne négatif.

Administrateur intéressé :

- Bolloré, représentée par François Laroze.

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Utilisation de l'avion, propriété de la Société

Les Conseils d'administration des 30 mars et 1^{er} octobre 2001 ont décidé que le montant facturé, au titre des déplacements privés des Administrateurs et mandataires sociaux du Groupe, est refacturé au prix coûtant et en fonction du type d'avion utilisé, à savoir pour une heure de vol :

– pour un avion de type Falcon 10	1 463,51 €
– pour un avion de type Falcon 50	1 829,39 €
– pour un avion de type Falcon 900	2 103,80 €

Sur cette base, la Société a facturé 110 506,36 € toutes taxes comprises au cours de l'exercice 2002.

2. Avec la société Bolloré Investissement

Le Conseil Régional de Bretagne a accordé à la société une avance de 3 millions de francs, à taux nul, comprenant 3 versements : l'un de 1,5 million de francs, et les deux autres de 750 000 francs, remboursables en 48 mois. Ces versements sont subordonnés à la production d'un engagement de caution de 3 millions de francs à souscrire par Bolloré Investissement, société mère de Bolloré. Votre Conseil d'administration du 4 avril 1996 a autorisé la Société à verser à Bolloré Investissement une rémunération au taux annuel de 0,50 % sur les sommes cautionnées au titre de la présente garantie (rémunération 2002 : 516,27 €).

3. Avec la société Delmas

Dans le cadre des opérations quirataires de cessions de navires en 1994, la Société s'est portée caution auprès de chacune des copropriétés de navires cessionnaires, en garantie de loyers dus à celles-ci par Delmas.

Cet engagement de caution était porté initialement à parité par les sociétés Bolloré et Scac Delmas Vieljeux – SDV. À la suite de la fusion intervenue le 7 décembre 1998 entre Bolloré et SDV, l'engagement est entièrement porté par Bolloré.

Delmas rémunère Bolloré, au titre de sa garantie, par le versement d'une commission hors taxes représentant 0,50 % du montant des loyers, soit 13 295,66 € pour l'exercice 2002.

4. Avec la société Bolloré Participations

La convention de prestation de services s'est poursuivie au cours de l'exercice. À ce titre, Bolloré Participations a facturé 381 120 € toutes taxes comprises à la Société.

5. Avec la société Compagnie du Cambodge

Convention de société en participation

La convention de société en participation entre Bolloré (venant aux droits de Scac Delmas Vieljeux – SDV) et la Compagnie du Cambodge, aux termes de laquelle ces deux sociétés apportent leur expérience dans le négoce des bois achetés auprès de la Forestière de Campo et se répartissent le résultat de cette activité de négoce à hauteur de 52 % pour SDV et de 48 % pour la Compagnie du Cambodge, s'est poursuivie au cours de l'exercice.

6. Avec la société Bolloré Énergie

Caution au profit de la société Perin Frères

La société Perin Frères a consenti à la société Bolloré Énergie une offre unilatérale de vente d'un ensemble de fonds de commerce exploités dans l'est de la France. Le propriétaire de ces fonds a demandé que la société Bolloré garantisse le paiement du prix de vente des fonds en cas d'exécution de la promesse unilatérale de vente.

Le Conseil d'administration de la société Bolloré en date du 8 avril 1998 a décidé d'autoriser l'émission d'une caution à hauteur du prix de vente maximal au profit de la société Perin Frères.

Paris, le 4 avril 2003

Les Commissaires aux comptes

CONSTANTIN ASSOCIÉS

J.F. Serval J.P. Séguret

Gérard HARMAND

Résolutions

Projet de résolutions à l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2003

PREMIÈRE RÉOLUTION

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2002)

L'Assemblée générale, après avoir entendu le rapport de gestion du Conseil d'administration qu'elle approuve dans tous ses termes et le rapport général des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2002, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traitées dans ces comptes et résumées dans ces rapports. Notamment, elle approuve la charge non déductible des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 39.4 du Code général des impôts et qui s'élève à un montant global de 95 360,64 euros.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2002 quitus de leur gestion à tous les Administrateurs.

L'Assemblée générale prend acte de la présentation qui lui a été faite du rapport de gestion du Groupe inclus dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

DEUXIÈME RÉOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2002)

L'Assemblée générale, après avoir pris acte de la présentation qui lui a été faite des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2002 et du rapport des Commissaires aux comptes, faisant apparaître un chiffre d'affaires consolidé de 4 481 520 milliers d'euros et un bénéfice net consolidé part du Groupe de 93 582 milliers d'euros, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2002, tels qu'ils lui ont été présentés.

TROISIÈME RÉOLUTION

(Affectation du résultat)

L'Assemblée générale approuve la proposition du Conseil d'administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 135 976 213,91 euros de la façon suivante :

• Résultat de l'exercice :	135 976 213,91 euros
• Report à nouveau antérieur :	84 682 132,55 euros
• Total à affecter :	220 658 346,46 euros
• Réserve spéciale de plus-value à long terme :	2 687 221,00 euros
• Dividende :	33 309 202,50 euros
– Acompte sur dividende ⁽¹⁾ :	25 907 157,50 euros
– Dividende complémentaire ⁽²⁾ :	7 402 045,00 euros
• Report à nouveau :	184 661 922,96 euros
Total	220 658 346,46 euros

(1) Cet acompte sur dividende, mis en paiement le 10 octobre 2002, fixé à 3,5 euros par action au nominal de 8 euros, ouvrirait droit à un avoir fiscal, selon la réglementation en vigueur :

- à la moitié du dividende versé (soit 1,75 euro) lorsque le bénéficiaire est une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts,
- à 15 % de ce dividende (soit 0,52 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2002, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu,
- à 10 % de ce dividende (soit 0,35 euro) pour les crédits d'impôt utilisés à compter du 1^{er} janvier 2003, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'est ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu.

(2) Le dividende complémentaire à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 1 euro par action au nominal de 8 euros, ce qui ouvre droit à un avoir fiscal, selon la réglementation actuellement en vigueur :

- à la moitié du dividende versé (soit 0,50 euro) lorsque le bénéficiaire est une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts,
- à 10 % de ce dividende (soit 0,10 euro) pour les crédits d'impôt utilisés à compter du 1^{er} janvier 2003, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'est ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu.

La distribution ne donne pas lieu au paiement du pré-compte mobilier.

Les sommes ainsi distribuées seront mises en paiement le 13 juin 2003, chez Lazard Frères Banque, 121, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, le montant des dividendes par action, mis en distribution au titre des trois exercices précédents, ainsi que l'avoir fiscal correspondant ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Revenu global	Avoir fiscal	Dividende en euros
1999	6 330 345	(1)	(1)	4,12
2000	6 330 345	(2)	(2)	7,00
2001	6 331 345	(3)	(3)	7,00

- (1) Le dividende mis en distribution au titre de l'exercice 1999 était fixé à 4,12 € par action ce qui ouvrait droit à un avoir fiscal selon la réglementation en vigueur :
- à la moitié du dividende versé (soit 2,06 euros) lorsque le bénéficiaire était une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts,
 - à 40 % de ce dividende (soit 1,65 euro) lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique, ni une société qui bénéficiait du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu.
- (2) Le dividende, mis en distribution au titre de l'exercice 2000, était réparti en :
- a) un acompte sur dividende, mis en paiement le 27 décembre 2000, fixé à 4 euros par action ce qui ouvrait droit à un avoir fiscal, selon la réglementation en vigueur :
- à la moitié du dividende versé (soit 2 euros) lorsque le bénéficiaire était une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts,
 - à 40 % de ce dividende (soit 1,6 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2000, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu,
 - à 25 % de ce dividende (soit 1 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2001, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu.
- b) un dividende complémentaire, mis en paiement le 26 juin 2001, fixé à 3 euros par action ce qui ouvrait droit à un avoir fiscal, selon la réglementation en vigueur :
- à la moitié du dividende versé (soit 1,50 euro) lorsque le bénéficiaire était une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts,
 - à 25 % de ce dividende (soit 0,75 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2001, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu,
 - à 15 % de ce dividende (soit 0,45 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2002, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu.
- (3) Le dividende, mis en distribution au titre de l'exercice 2001, était réparti en :
- a) un acompte sur dividende, mis en paiement le 12 octobre 2001, fixé à 4 euros par action au nominal de 8 euros ce qui ouvrait droit à un avoir fiscal, selon la réglementation en vigueur :
- à la moitié du dividende versé (soit 2 euros) lorsque le bénéficiaire était une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts,
 - à 25 % de ce dividende (soit 1 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2001, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu,
 - à 15 % de ce dividende (soit 0,60 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2002, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu.
- b) un dividende complémentaire, mis en paiement le 13 juin 2002, fixé à 3 euros par action au nominal de 8 euros, ce qui ouvrait droit à un avoir fiscal, selon la réglementation en vigueur :
- à la moitié du dividende versé (soit 1,50 euro) lorsque le bénéficiaire était une personne physique ou une société bénéficiant du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts,
 - à 15 % de ce dividende (soit 0,45 euro) pour les crédits d'impôt utilisés en 2002, lorsque la personne susceptible d'utiliser ce crédit n'était ni une personne physique, ni une société qui bénéficie du régime mère et filiale visé à l'article 145 du Code général des impôts à raison du dividende perçu.

QUATRIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un Administrateur)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'Administrateur de Vincent Bolloré arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

CINQUIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un Administrateur)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'Administrateur d'Antoine Bernheim arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

SIXIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un Administrateur)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'Administrateur de Philippe Giffard arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

SEPTIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un Administrateur)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'Administrateur d'Olivier Roussel arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

HUITIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un Administrateur)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'Administrateur de Michel Roussin arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

NEUVIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un Administrateur)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'Administrateur de la société Financière V arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Résolutions

DIXIÈME RÉOLUTION

(Constatation de l'expiration du mandat d'un Administrateur)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'Administrateur de Bernard Esambert arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de ne pas le renouveler.

ONZIÈME RÉOLUTION

(Approbation des conventions réglementées)

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve les conventions qui y sont relatées et les conditions d'exécution des conventions antérieurement autorisées.

DOUZIÈME RÉOLUTION

(Autorisation donnée au Conseil d'administration d'émettre des obligations subordonnées ou non ou des bons de souscription d'obligations de même type)

L'Assemblée générale, en application des articles L.225-100 et L.228-40 du Code de commerce, autorise le Conseil d'administration à émettre sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger, des obligations, subordonnées ou non, ou des bons de souscription d'obligations de même type, jusqu'à concurrence d'un montant nominal maximal de 500 millions d'euros, ou d'une contre-valeur équivalente en toute autre monnaie, avec ou sans garantie de quelque nature qu'elle soit, dans les proportions, sous les formes et aux époques, taux et conditions d'émission et d'amortissement et de remboursement avec ou sans prime, qu'il jugera convenables.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, conformément à l'article L.228-41 du Code de commerce, en vue de la réalisation de cet ou de ces emprunt(s) et précise que le Conseil d'administration aura toute latitude pour déterminer les conditions de ces émissions, fixer les caractéristiques des obligations ou des bons qui pourront comporter notamment un taux d'intérêt fixe ou variable et une prime de remboursement fixe ou variable, qui seront calculés en fonction de tels éléments qu'il appréciera. Le montant de ladite prime s'ajoute au montant maximal ci-dessus fixé.

Cette autorisation est valable pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

TREIZIÈME RÉOLUTION

(Pouvoirs pour l'exécution des décisions de l'Assemblée)

L'Assemblée générale, donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Renseignements de caractère général

Renseignements concernant la Société

DÉNOMINATION SOCIALE

Bolloré (depuis le 7 décembre 1998, anciennement Bolloré Technologies).

SIÈGE SOCIAL

Odet - 29500 Ergué-Gabéric

SIÈGE ADMINISTRATIF

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex

FORME JURIDIQUE, LÉGISLATION

Société anonyme à Conseil d'administration, régie par la loi française et notamment par le Code de commerce.

DATE DE CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

11 décembre 1975.

DATE D'EXPIRATION DE LA SOCIÉTÉ

31 décembre 2073.

OBJET SOCIAL (ARTICLE 2 DES STATUTS)

La Société a pour objet, en France et en tous autres pays :

- l'application industrielle de toutes technologies ;
- toutes activités d'armement maritime et de transports de toute nature, maritimes, terrestres ou autres, ainsi que toutes prestations et tous services d'auxiliaire de transport, sous toutes leurs formes, et toutes opérations connexes ;
- la prestation de services, notamment financiers, aux entreprises ;
- toutes opérations de capital-risque ;
- l'achat et la vente de tous produits, l'acquisition, la gestion et l'exploitation, notamment sous forme de bail, avec ou sans option d'achat, la vente de tout bien de consommation ou d'équipement, matériel fixe, mobile ou roulant, machines et outillages, ainsi que de tous véhicules terrestres, maritimes ou aériens ;
- la recherche en général, la mise au point de tous procédés ou produits, le dépôt, l'exploitation et la concession de tous brevets et marques ;
- l'organisation, le financement, le marketing, l'étude, la mise en valeur, la direction, la gérance et plus généralement toutes prestations de services, conseils et assistance de gestion à toutes affaires ou entreprises commerciales, financières, industrielles ou immobilières ou à toutes personnes ;

- la prise de participation minoritaire ou majoritaire dans toutes sociétés, opérations, entreprises, tous établissements ou groupements ayant un caractère commercial, financier, industriel ou immobilier, leur création, la participation à leur constitution ou à leur augmentation de capital, leur commandite, la gestion du portefeuille de participations et de valeurs mobilières ainsi constitué et toutes opérations y afférentes ;
- l'acquisition, la prise à bail, la location, avec ou sans promesse de vente, la construction et l'exploitation, la propriété, la gestion, la vente de tous immeubles, usines, ateliers, bureaux et locaux ;
- et plus généralement, toutes opérations quelconques, commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets ci-dessus.

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

QUIMPER 304 827 900

LIEU OÙ PEUVENT ÊTRE CONSULTÉS LES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA SOCIÉTÉ

Siège administratif : Tour Bolloré,
31-32, quai de Dion-Bouton - 92811 Puteaux Cedex

EXERCICE SOCIAL

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

RÉPARTITION STATUTAIRE DES BÉNÉFICES

Il est fait sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve, dit réserve légale.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, augmenté le cas échéant des sommes prélevées sur les réserves disponibles, l'Assemblée générale détermine la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividendes. Elle décide l'affectation du solde qui peut être soit reporté à nouveau, soit inscrit à un ou plusieurs postes de réserves.

Renseignements de caractère général

Renseignements concernant la Société

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

- Les Assemblées sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles se réunissent au siège social ou en tout autre endroit fixé dans l'avis de convocation.
- Le droit de participer à l'Assemblée est subordonné à l'inscription en compte de l'actionnaire, cinq jours au moins avant la date de l'Assemblée. Le Conseil d'administration aura la faculté de réduire ce délai pour toute Assemblée. Le Conseil d'administration peut décider que l'admissibilité à l'Assemblée générale sera constatée par la remise d'une carte d'entrée dont il fixera le type et les modalités de distribution.
- Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les représentants légaux ou conventionnels des personnes morales actionnaires ont accès aux Assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.
- Tout actionnaire peut donner pouvoir à son conjoint ou à un autre actionnaire pour le représenter à une Assemblée.

CONDITIONS D'ACQUISITION DE DROITS DE VOTE DOUBLE

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins, au nom du même actionnaire.

EXISTENCE DE SEUILS STATUTAIRES DEVANT ÊTRE DÉCLARÉS À LA SOCIÉTÉ

Néant.

IDENTIFICATION DES DÉTENTEURS DE TITRES

Conformément aux statuts, la Société a la possibilité de faire usage des dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres, conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres Assemblées.

Renseignements concernant le capital

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE MODIFICATION DU CAPITAL

Néant.

CAPITAL SOCIAL

Le montant du capital social au 31 décembre 2002 était de 59 216 360 € divisé en 7 402 045 actions d'une valeur nominale de 8 € chacune, toutes de même valeur et entièrement libérées.

CAPITAL AUTORISÉ MAIS NON ÉMIS

Options de souscription d'actions

- 1) AUTORISATIONS DONNÉES PAR LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES DU 23 JUIN 1994 ET DU 17 JUIN 1999

Le Conseil d'administration, dans le cadre des autorisations accordées par les Assemblées générales extraordinaires des 23 juin 1994 et 17 juin 1999, a consenti des options de souscription d'actions au bénéfice des salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées aux articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce. L'autorisation donnée par l'Assemblée générale extraordinaire du 17 juin 1999 est expirée depuis le 7 juin 2001.

Le nombre, les caractéristiques et le prix de souscription des options encore en vigueur au 31 décembre 2002 sont les suivants :

	Plan du 14 avril 1999	Plan du 30 mars 2001
Date du Conseil d'administration	14 avril 1999	30 mars 2001
Nombre d'options pouvant être attribuées	170 000	250 000
Nombre d'options attribuées	164 000	167 700
Nombre de bénéficiaires	79	52
Prix d'exercice en euros	157,67	182,13
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2002	1 000	–
Solde au 31 décembre 2002	159 000	165 700
Durée du plan	5 ans	5 ans
Délai total d'indisponibilité	5 ans	5 ans

- 2) AUTORISATION DONNÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 7 JUIN 2001

L'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2001 a autorisé le Conseil d'administration à consentir des options de souscription d'actions de la Société, le tout conformément aux articles L.225-177 à L.225-180 du Code de commerce.

Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois à compter de la date de l'Assemblée générale extraordinaire.

Ladite délégation n'a pas été utilisée par le Conseil d'administration.

Émissions de titres donnant accès directement ou indirectement au capital

AUTORISATIONS DONNÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 6 JUIN 2002

- L'Assemblée générale extraordinaire du 6 juin 2002 a autorisé le Conseil d'administration de la Société à procéder, en une ou plusieurs fois, avec ou sans droit préférentiel de souscription, à l'émission de valeurs mobilières ouvrant droit immédiatement ou à terme à une quotité du capital de la Société. Le montant nominal total desdites émissions de valeurs mobilières est limité à 500 millions d'euros et l'augmentation de capital résultant de l'utilisation de cette autorisation ne devra pas excéder une valeur nominale de 150 millions d'euros.
- L'Assemblée générale extraordinaire du 6 juin 2002 a autorisé le Conseil d'administration de la Société à augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires à libérer par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, ou par élévation du nominal des actions composant le capital social, ou encore par l'emploi simultané de ces deux procédés. Les émissions d'actions nouvelles ou l'élévation de la valeur nominale des actions ne pourraient avoir pour effet d'augmenter le capital social d'une somme supérieure à 150 millions d'euros qui s'imputera sur les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de l'autorisation globale d'émettre des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital de la Société. La durée de ces autorisations expire à la date de l'Assemblée générale ordinaire devant se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003 et au plus tard le 6 août 2004. Il n'a pas été fait usage de ces autorisations au cours de l'exercice 2002.

Renseignements de caractère général

Renseignements concernant le capital

TITRES NON REPRÉSENTATIFS DU CAPITAL

• Par décision de l'Assemblée générale ordinaire du 7 juin 2001, le Conseil d'administration de la Société a été autorisé à procéder à l'émission d'obligations pouvant éventuellement être assorties de bons de souscription d'obligations de même type, à concurrence d'un montant nominal maximal de 500 millions d'euros. Cette autorisation, qui a privé d'effet celle consentie par l'Assemblée générale ordinaire en date du 17 juin 1999, a été donnée pour une durée de cinq ans, expirant le 7 juin 2006.

La Société n'a pas fait usage de cette autorisation au cours de l'exercice 2002.

• Il sera proposé à l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2003 d'autoriser le Conseil d'administration de la Société à procéder à l'émission d'obligations pouvant éventuellement être assorties de bons de souscription d'obligations de même type, à concurrence d'un montant nominal maximal de 500 millions d'euros. En cas d'adoption par l'Assemblée générale ordinaire, cette autorisation sera d'une durée de cinq ans et privera d'effet celle donnée le 7 juin 2001.

MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LA RÉPARTITION DU CAPITAL AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres actionnaires détenant directement, indirectement ou de concert 5 % ou plus du capital et des droits de vote.

Au 15 mars 2000

Société	% de participation	% de droits de vote
Vincent Bolloré et famille	2,64	3,18
Bolloré Investissement ^{(1) (2)}	81,49	85,10
Financière de l'Odette	0,10	0,07
Sous-total groupe Bolloré	84,23	88,35
Public	15,77	11,65
Total	100,00	100,00

(1) Anciennement Albatros Investissement.

(2) Contrôlée directement par la Financière de l'Odette (50,49 % du capital et 67,57 % des droits de vote), Financière de l'Odette étant contrôlée par Sofibol, elle-même contrôlée directement et indirectement à 100 % par Vincent Bolloré.

Au 16 mars 2001

Société	% de participation	% de droits de vote
Vincent Bolloré et famille	2,46	2,82
Bolloré Investissement ⁽¹⁾	83,90	87,80
Financière de l'Odette	0,10	0,13
Sous-total groupe Bolloré	86,46	90,75
Public	13,54	9,25
Total	100,00	100,00

(1) Contrôlée directement par la Financière de l'Odette (50,19 % du capital et 68,29 % des droits de vote), Financière de l'Odette étant contrôlée par Sofibol, elle-même contrôlée directement et indirectement à 100 % par Vincent Bolloré.

Au 15 mars 2002

Société	% de participation	% de droits de vote
Vincent Bolloré et famille	1,67	2,17
Bolloré Investissement ⁽¹⁾	86,35	89,50
Financière de l'Odette	0,78	0,58
Sous-total groupe Bolloré	88,80	92,25
Public	11,20	7,75
Total	100,00	100,00

(1) Contrôlée directement par la Financière de l'Odette (60,18 % du capital et 67,95 % des droits de vote), Financière de l'Odette étant contrôlée par Sofibol, elle-même contrôlée directement et indirectement à 100 % par Vincent Bolloré.

ÉVOLUTION DU CAPITAL AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Année	Augmentation de capital	Montant des variations de capital		Montants successifs du capital en francs/euros	Nombre cumulé d'actions de la Société
		Nominal en francs/euros	Prime (brute) en francs/euros		
1998	Création de 249 150 actions par suite fusion-absorption de Scac Delmas Vieljeux - SDV	12 457 500 F	58 207 977 F	286 302 400 F	5 726 048
1998	Création de 342 780 actions par suite de levées d'option (333 207) et de conversion d'obligations en actions (9 573)	17 139 000 F	84 332 554 F	303 441 400 F	6 068 828
1999	Création de 191 167 actions par suite de levées d'option (11 753) et de conversion d'obligations en actions (179 414)	9 558 350 F	166 145 179 F	312 999 750 F	6 259 995
1999	Conversion capital en euros par prélèvement sur les réserves d'un montant de 15 503 253,22 francs			50 079 960 €	6 259 995
1999	Création de 70 350 actions par suite de levées d'option	562 800 €	3 083 486 €	50 642 760 €	6 330 345
2000	Néant			50 642 760 €	6 330 345
2001	Création de 1 000 actions par suite de levées d'option	8 000 €	149 670 €	50 650 760 €	6 331 345
2002	Création de 1 070 700 actions suite au remboursement de 535 350 ORA, émises le 27/8/1996 et remboursables au 1 ^{er} janvier 2002	8 565 600 €		59 216 360 €	7 402 045

Renseignements de caractère général

INDICATION DES PERSONNES EXERÇANT LE CONTRÔLE SUR BOLLORÉ

Vincent Bolloré et sa famille contrôlent, indirectement 90,31 % du capital et 92,86 % des droits de vote, et directement 1,17 % du capital et 1,49 % des droits de vote de Bolloré.

DÉPENDANCE DU GROUPE

Néant.

CAPITAL POTENTIEL

Le nombre total de titres potentiels au 31 décembre 2002 était composé de 324 700 actions (options de souscription non encore levées au 31 décembre 2002), soit un capital potentiel complémentaire de 2 597 600 euros.

POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS DU GROUPE BOLLORÉ

Investissements corporels (en millions d'euros)	2002	2001	2000
Transport et logistique	68	83	67
Films et papiers minces	17	20	14
Distribution d'énergie	11	6	3
Autres	25	48	18
Total	121	165	102

En 2002, les investissements du Groupe sont restés à un niveau élevé.

Dans les secteurs du Transport et de la Logistique, la division Maritime a procédé au rachat de navires financés par le biais de sociétés *ad hoc* hors Groupe, à hauteur de 22 millions d'euros. Les divisions auxiliaires de transport ont poursuivi leur plan de renouvellement de la flotte d'engins et de véhicules de transport et de manutention.

Les divisions industrielles ont réalisé des investissements de développement et d'amélioration du traitement des effluents. Dans ce dernier domaine, les Papeteries du Léman (PDL) ont démarré la construction d'une station de traitement au cours du dernier trimestre 2002. Une capacité de production de papiers spéciaux complémentaire a été acquise fin 2002 par Bolloré dans les Vosges. Cette unité sera opérationnelle à partir d'avril 2003. Par ailleurs, la division Films plastiques a complété son dispositif industriel par la mise en service de nouveaux outillages. Enfin, les actifs de Bolloré dédiés aux activités de batteries et de supercapacités ont été regroupés dans BatScap, société contrôlée majoritairement par Bolloré et dans laquelle EDF détient 20 %.

Le montant des investissements de la division Énergie intègre les actifs liés aux fonds de commerce de Shell Direct qui représentent près de 500 000 mètres cubes de volumes additionnels et des aménagements importants en cours sur certains dépôts.

Sur le plan financier, la Société a cédé 12,5 % des titres de Tobaccor, holding de la division Tabac au cours du premier semestre 2002. Un lot de titres représentant 75 % du capital de cette société avait été cédé en 2001. En 2002, les divisions poursuivront leur politique de maintien et de modernisation de leurs actifs. Il n'est pas envisagé d'investissement significatif à court terme compte tenu des efforts importants réalisés ces dernières années.

PRINCIPALES FILIALES OU SOUS-FILIALES DU GROUPE

Filiales directes de Bolloré	Valeur d'inventaire (en millions d'euros)	Branche d'activités
Bolloré Énergie	76	Énergie
Delmas	173	Maritime
SDV Logistique internationale	97	Transit
Iris Immobilier	38	Immobilier
Papeteries du Léman	41	Papier

L'évolution de ces principales et de leurs sous-filiales est décrite pages 8 à 10.

Bolloré Énergie est la principale société de la Division Distribution d'énergie et Iris Immobilier est la société gérant le siège administratif du Groupe (Puteaux).

MARCHÉ DES TITRES DE L'ÉMETTEUR

Place de cotation des actions
Bourse de Paris : premier marché
Numéro de code : 12585
Numéro de code : 6 901 (actions nouvelles, jouissance
1^{er} janvier 2002)

AUTRES TITRES COTÉS

Néant.

RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Vincent Bolloré, Président-directeur général de Bolloré.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

“À notre connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la Société ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.”

Vincent Bolloré

NOMS DES CONTRÔLEURS LÉGAUX

Commissaires aux comptes titulaires

Constantin Associés

114, rue Marius-Aufan
92300 LEVALLOIS-PERRET

Représenté par Jean-Paul Séguret et Jean-François Serval.
Première nomination : Assemblée générale ordinaire de juin 1976, renouvelée par l'Assemblée générale ordinaire du 15 juin 2000.

Mandat expirant le 31 décembre 2005.

Gérard Harmand

4, rue de Châtillon
75014 PARIS

Première nomination : Assemblée générale ordinaire du 7 juin 2001.

Mandat expirant le 31 décembre 2006.

Commissaires aux comptes suppléants

Jean-Claude Saucé

114, rue Marius-Aufan
92300 LEVALLOIS-PERRET

Première nomination : Assemblée générale ordinaire du 27 juin 1991, renouvelée par l'Assemblée générale ordinaire du 15 juin 2000.

Mandat expirant le 31 décembre 2005.

Renseignements de caractère général

Jean-François Baloteaud

4, rue de Châtillon
75014 PARIS
Première nomination : Assemblée générale ordinaire du 7 juin 2001.
Mandat expirant le 31 décembre 2006.

RESPONSABLE RELATIONS INVESTISSEURS

Jean-Louis Bouquet

Directeur financier
Tél : 01 46 96 49 51

HONORAIRES PERÇUS PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXERCICE

Cf. note 34 des comptes consolidés.

ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Mode de direction

L'Assemblée générale extraordinaire du 6 juin 2002 a procédé à une mise en conformité des statuts avec la loi n°2001-420 du 15 mai 2001, permettant notamment au Conseil d'administration de se prononcer sur l'un des deux modes de direction de la Société anonyme, savoir la dissociation ou le cumul des fonctions de Directeur général et de Président du Conseil d'administration, et ce lors de toute nomination ou renouvellement du mandat de Président ou de Directeur général. Le mode de direction retenu reste valable jusqu'à l'expiration du mandat du premier de ceux-ci.

Le mandat de Vincent Bolloré en qualité de Président-directeur général sera à renouveler lors d'un Conseil d'administration devant se tenir à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2003, laquelle sera appelée à se prononcer sur le renouvellement de son mandat d'Administrateur. Il est indiqué, à titre d'information, qu'il sera proposé au Conseil d'administration de se prononcer sur le maintien du mode de direction actuel, à savoir le cumul des fonctions de Directeur général et de Président du Conseil d'administration.

Composition des organes d'administration et de direction

Au 31 décembre 2002, le Conseil compte 13 membres dont six Administrateurs indépendants.

Les critères retenus pour déterminer la qualification d'Administrateur indépendant s'inspirent de la définition proposée par le rapport Bouton : "Un Administrateur est indépendant dès lors qu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement."

VINCENT BOLLORÉ, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

Date d'entrée en fonction : 17 juin 1997 (R)

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2002*

Fonctions et mandats exercés :

- Président-directeur général de Bolloré, Bolloré Participations et Bolloré Média.
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) de Bolloré Investissement et Financière de l'Odet.
- Président de Bolloré Production (S.A.S.), Plantations des Terres Rouges (Luxembourg), Selective East Asiatic et Socfindel Inc.
- Vice-président de SOGB (Abidjan) et Bereby Finances (Abidjan).
- Directeur général d'Omnium Bolloré, Financière V, Sofibol et BB Investissement.
- Administrateur de BatScap, Bolloré Investissement, Bolloré, Bolloré Participations, Bolloré Média, Compagnie des Glénans, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Seita, Tobaccor, BB Groupe, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Financière Privée, Nord Sumatra Investissements, Plantations Nord Sumatra Limited, Red Land Roses (Kenya), SDV Gabon, SDV Sénégal, Socfin, Socfinaf (Kenya), Socfinal, Socfinasia (Luxembourg), Socfinco, Socfindo, Socfininter, Socfin Plantations Sendirian Berhad (Malaisie), Socfin US Inc., Sogescol (Bruxelles), Mabucig (Burkina Faso), MTOA (Dakar), Siat (Brazzaville), Sitab et Société des Cigarettes Gabonaises.
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils de la Société Anonyme Forestière Agricole, Compagnie des Chemins de fer et Tramways du Var et du Gard, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Société Bordelaise Africaine, Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie du Cambodge, IER, SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Côte-d'Ivoire, Immobilière de la Pépinière et Liberian Agricultural Company Lac, de Bolloré au Conseil d'Afrique Initiatives, de la Compagnie du Cambodge au Conseil de la Société Financière HR.

* Son renouvellement est proposé à l'AGO du 5 juin 2003.

ANTOINE BERNHEIM

Date d'entrée en fonction : 17 juin 1997 (R)

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2002*

Fonctions et mandats exercés :

- Président et Administrateur de Assicurazioni Generali S.p.A.
- Président de BB Investissement (SAS).
- Vice-président et Administrateur de Bolloré Investissement et de LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton,
- Administrateur de Bolloré, Generali France Holding, Christian Dior S.A., Rue Impériale, Ciments Français, Mediobanca, AMB, BSI, Generali Holding Vienna, Intesa S.p.a. et de la Compagnie Monégasque de Banque.
- Membre du Conseil de surveillance d'Eurazeo.
- Associé de Lazard LLC.

** Son renouvellement est proposé à l'AGO du 5 juin 2003.***BERNARD ESAMBERT**

Date d'entrée en fonction : 30 mars 2000

Date d'expiration de fonction : 31 décembre 2002

Fonctions et mandats exercés :

- Président du Conseil de surveillance de Banque ARJIL & Cie et de ARJIL et Associés Banque.
- Vice-président du Conseil de surveillance de Lagardère Groupe.
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Glénans, Hachette Filipacchi Médias, Paroma, Pierre Fabre, Saint-Gobain et Medi 1 (Maroc).

HUBERT FABRI

Date d'entrée en fonction : 17 juin 1998

Date d'expiration de fonction : 31 décembre 2003

Fonctions et mandats exercés :

- Vice-président et membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge.
- Administrateur de sociétés françaises : Financière de l'Odet, Bolloré, Financière Moncey, Safa, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Terres Rouges Consultant.
- Président du Conseil d'administration de Socfin International Socfininter, Sogescol, Société Centrale de Gestion "Centrages", Financière Privée S.A., Immobilière de la Pépinière S.A., Fiporix Belgium S.A., Indufina, Socfin, Socfinco, Nord Sumatra Investissements S.A., Compagnie Internationale de Cultures, Induservices S.A., Mopoli S.A., Mopoli NV, Socfinal, Socfinde, Socfinasia, Be-Fin, Palmeraies du Cameroun, Okomu Oil Palm Cy, Socfin US Inc., Socfindel Inc., Socfindo, Socfinaf Cy Ltd, Liberian Agricultural Company, Socfin Plantations Sendirian B, Selective East Asiatic.
- Vice-président de SOGB et de Plantations des Terres Rouges S.A.
- Administrateur de sociétés étrangères : Forestière Équatoriale, Plantations des Terres Rouges S.A., Socfinal, Safa Cameroun, Induservices S.A., Terrasia.

- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, de Palmcam et Red Land Roses, de Bolloré Investissement au Conseil de surveillance de IER, de Financière V au Conseil de la Compagnie des Glénans.

PHILIPPE GIFFARD

Date d'entrée en fonction : 17 juin 1997 (R)

Date d'expiration de fonction : 31 décembre 2002*

Fonctions et mandats exercés :

- Président d'honneur et Administrateur du Crédit Industriel de l'Ouest (CIO).
- Président d'honneur de l'Institut de Participations de l'Ouest (IPO).
- Président du Conseil de surveillance de Raynal & Compagnie (Cognac).
- Vice-président du Conseil de surveillance de SODERO Participations (Nantes).
- Administrateur de Bolloré et de la Compagnie Industrielle et Financière d'Entreprise (CIFE).

** Son renouvellement est proposé à l'AGO du 5 juin 2003.***GEORGES PÉBEREAU**

Date d'entrée en fonction : 12 juin 1996

Date d'expiration de fonction : 31 décembre 2007

Fonctions et mandats exercés :

- Président-directeur général de Marceau Investissements et de Messine Développement.
- Président du Conseil de surveillance des S.A.S. Atemi et Marceau Finance.
- Président des S.A.S. Scorimar et Soffi.
- Président d'honneur d'Alcatel.
- Administrateur de Bolloré, Société des Amis du Louvre, Epona.

ÉDOUARD COMTE DE RIBES

Date d'entrée en fonction : 7 juin 2001 (R)

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2006

Fonctions et mandats exercés :

- Président-directeur général de la Société Bordelaise Africaine.
- Président du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge et de I.E.R.
- Président d'honneur et Administrateur de Société Industrielle et Financière de l'Artois.
- Président de Redlands Farm Holding.
- Vice-président et Administrateur de Bolloré Investissement et de Socfin et Vice-président de Socfin Plantations Sdn Bhd (Malaisie).
- Directeur général de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard.
- Administrateur de sociétés françaises : Bolloré, Ciments français, HRF.
- Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Renseignements de caractère général

- Administrateur de sociétés étrangères : Plantations des Terres Rouges S.A. (Luxembourg), Société Financière des Caoutchoucs (Socfin), Nord Sumatra Investissement S.A., DAFCI, SFA.
- Représentant permanent de la Compagnie du Cambodge au Conseil de Financière Moncey, de la Safa au Conseil de Safa Cameroun, de PF Représentation aux Conseils de Socfinasia, de Socfinal et de SOGB.

OLIVIER ROUSSEL

Date d'entrée en fonction : 17 juin 1997 (R)
Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2002*

Fonctions et mandats exercés :

- Président de Société Acor S.A.S.
- Administrateur directeur général de Istac S.A.
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Investissement, Loze et Associés, Financière Moncey, Saga, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Acacia Films.
- Membre du Conseil de surveillance de Carrere Group.

* Son renouvellement est proposé à l'AGO du 5 juin 2003.

MICHEL ROUSSIN

Date d'entrée en fonction : 14 octobre 1999
Date d'expiration de fonction : 31 décembre 2002*

Fonctions et mandats exercés :

- Président et Administrateur de Safa, Sitarail, SOFIB (Société Ferroviaire Ivoirienne Burkinabe).
- Administrateur de Bolloré, Saga, Forestière Équatoriale, Saga Cameroun, Saga Côte-d'Ivoire, SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Sénégal, SDV Côte-d'Ivoire, SDV Gabon et Comilog S.A. (Compagnie Minière de L'Ogoue).
- Membre du Conseil de surveillance des Assurances Saint-Honoré.

* Son renouvellement est proposé à l'AGO du 5 juin 2003.

AGF VIE

Date d'entrée en fonction : 17 juin 1998 (R)
Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2003

Représentant permanent : Laurent Mignon

Fonctions et mandats exercés :

- Président des Conseils de surveillance de AGF Pierre, de AGF Pierre Actif et de la SCPI Logivalor 5.
- Membre du Conseil de surveillance de AGF Asset Management, AGF Pierre Actif 2, AGF Pierre Locatif, SCPI Capimmovalor 1, SCPI Distripierre 1 et SCPI Logivalor 6.
- Administrateur de Bolloré, AGF Actio France, AGF Boieldieu, AGF Épargne Salariale, AGF Financement 2, AGF Foncier, AGF Opti Index, AGF PEA EUROPE SICAV, AGF PEA PONDERE SICAV, AGF Richelieu, AGF Sécurité, AGF Taux Fixe 7-10, AGFIMO, Aluminium Dunkerque, Appui, Arcalis, Arcalis Internationale, Assurances Médicales S.A., Athena, Calypso, Camat, Château Larose Trintaudon, Compagnie de

Gestion et de Prévoyance, Cofitem Cofimur, Gaipare Diffusion, Génération Vie, Innovacom 3, Klepierre, La Rurale, Natexis Actions Euro, Oddo Indice France, Pfe, Phenix Sécurité, Propierre, Qualis, Rhimo, Semaphore, SFTB, SIBI, Stef Tfe.

- Gérant associé de la SCI Les Collines de Sophia.

BOLLORÉ PARTICIPATIONS

Date d'entrée en fonction : 17 juin 1998 (R)
Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2003
Représentant permanent : Cédric de Bailliencourt

Fonctions et mandats exercés :

- Membre des Conseils de surveillance de la Compagnie du Cambodge et d'IER.
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Investissement, Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie des Glénans, Financière de l'Odet, Société des Chemins de fer et Tramways du Var et du Gard, Société Anonyme Forestière et Agricole, Société Bordelaise Africaine, Société Industrielle et Financière de l'Artois.
- Administrateur d'Agro Products Investment Company Limited, Bereby-Finances, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux, SDV Côte-d'Ivoire, Palmeraies du Cameroun Palmcam, Société des Palmeraies du Cameroun, SDV Cameroun, SDV Congo, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Nord Sumatra Investissements, Socfinco, Red Lands Roses, Liberian Agricultural Company, Compagnie Internationale de Cultures S.A., Induservices S.A., Plantations des Terres Rouges S.A., SFA S.A., Socfinal, Socfinde, Terrasia, Socfinasia, Selective East Asiatic, Société des Palmeraies de la Ferme Suisse.

FINANCIÈRE V

Date d'entrée en fonction : 14 avril 1999
Date d'expiration de fonction : 31 décembre 2002*

Représentant permanent : Marc Bebon

Fonctions et mandats exercés :

- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré, Compagnie des Glénans et de la Société Anonyme Forestière et Agricole.

* Son renouvellement est proposé à l'AGO du 5 juin 2003.

FINANCIÈRE DE L'ODET

Date d'entrée en fonction : 15 juin 2000 (R)
Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2005

Représentant permanent : Jean-Louis Bouquet

Fonctions et mandats exercés :

- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Glénans, Saga et de la Société Française de Production (SFP).

Nombre de réunions du Conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2002

Le Conseil d'administration qui comprend treize membres, dont six extérieurs au Groupe, s'est réuni deux fois en 2002.

Montant global des rémunérations brutes totales et avantages de toute nature versés, durant l'exercice, de manière directe ou indirecte à chaque mandataire social en poste au 31 décembre 2002, par la Société ou par des sociétés contrôlées par votre Société.

- Vincent Bolloré : 1 010 350 €
Président-directeur général
- Antoine Bernheim : 10 350 €
- Bernard Esambert : 10 350 €
- Hubert Fabri : 7 763 €
- Philippe Giffard : 10 350 €
- Georges Pébereau : 10 350 €
- Édouard de Ribes : 10 350 €
- Olivier Roussel : 10 350 €
- Michel Roussin : 241 463 €
- AGF VIE : 10 350 €
- Bolloré Participations : 10 350 €
- Financière V : 10 350 €
- Financière de l'Odet : 10 350 €

Options de souscription d'actions consenties à chaque mandataire social et options levées par ces derniers, durant l'exercice, par l'émetteur et par toute société du Groupe

• Plan Compagnie du Cambodge du 14 octobre 1999

Valeur de l'option : 514,43 €
Bernard Esambert (Administrateur de Bolloré, titulaire d'un contrat de travail) : 500 actions.

• Plan Société Industrielle et Financière de l'Artois du 14 octobre 1999

Valeur de l'option : 698,41 €
Bernard Esambert (Administrateur de Bolloré, titulaire d'un contrat de travail) : 500 actions.

Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et avec les actionnaires détenant une fraction des droits de vote supérieure à 5 % ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la Société la contrôlant

Cf. rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2002

Indication globale des prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration ou de direction

Néant.

Options de souscription d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux et attributaires et options levées par ces derniers

Néant.

Actifs appartenant directement ou indirectement aux dirigeants et aux membres de la famille et utilisés par la Société

Néant.

Avis des Commissaires aux comptes sur le document de référence

Bolloré

Exercice clos le 31 décembre 2002

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Bolloré et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité de Monsieur Vincent Bolloré. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation

financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la Société acquise dans le cadre de notre mission. Ce document ne contient pas de données prévisionnelles.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2001 et 31 décembre 2002 arrêtés par le Conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins ou par les Cabinets Constantin Associés et Calan Ramolino & Associés pour l'exercice clos le 31 décembre 2000, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

Paris, le 19 mai 2003

Les Commissaires aux comptes

CONSTANTIN ASSOCIÉS
J.F. SERVAL J.P. SÉGURET

Gérard HARMAND

Tableau de correspondance

RÈGLEMENT COB 98.01

Afin de faciliter la lecture du présent rapport annuel enregistré comme document de référence, le tableau de correspondance ci-dessous renvoie aux principales rubriques du règlement COB 98.01 et aux pages du rapport annuel correspondantes.

		Pages
Chapitre I : responsables du prospectus et du contrôle des comptes		
Responsable du document	1.1	107
Attestation	1.2	107
Responsable du contrôle des comptes	1.3	107
Avis des Commissaires aux comptes	1.4	112
Politique d'information	1.5	108
Chapitre II : renseignements concernant l'émetteur et son capital		
Renseignements de caractère général	2.1	101
Renseignements concernant le capital	2.2	103
Répartition du capital	2.3	16
Marché des titres	2.4	17
Dividendes	2.5	14
Chapitre III : renseignements concernant l'activité de l'émetteur		
Présentation de la Société et du Groupe	3.1	6
Analyse des risques	3.2	17
Effectifs	3.3	56
Politique d'investissement	3.4	106
Chapitre IV : patrimoine – situation financière – résultat		
Comptes de l'émetteur	4.1	69
Chapitre V : organes d'administration, de direction et de surveillance		
Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur	5.1	16
Chapitre VI : évolution récente et perspectives d'avenir		
Évolution récente	6.1	Tout au long
Perspectives d'avenir	6.2	du document

COB

Le présent document de référence a été déposé auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 20 mai 2003 conformément au règlement n° 98.01.

Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse.

Conception – réalisation : www.aartdesign.com

Crédit photo : ©Procitel/M.G., photothèque Bolloré, Jean-Philippe Mesguen, Jacques Boissay, Digital Stock, Éric Hourri et X.



Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex
Tél. : +33 (0)1 46 96 44 33
Fax : +33 (0)1 46 96 44 22
www.bollore.com